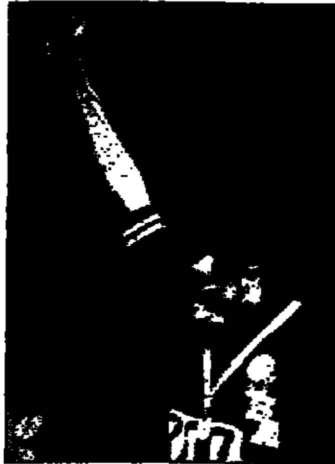
هكذا عند الأصل



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16353 – 7,50 F – MARDI 26 AOÛT 1997 – FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



JOHN DOMINIS

■ RETOUR SUR IMAGES

Le podium de Mexico

LE 16 OCTOBRE 1968, Tommie Smith est sur la plus haute marche du podium du 200 m des Jeux olympiques de Mexico, celle dont il a tant rêvé. Le vainqueur brandit alors le poing, en soutien à la lutte des noirs américains. Un geste auquel il a sacrifié sa vie et qui a fait de lui un paria.

Lire page 12

Le message social du pape a marqué la réussite des JMJ

Le premier ministre pour une laïcité ouverte à la diversité religieuse

JEAN PAUL II a quitté la France, dimanche 24 août, après avoir célébré la messe de clôture des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), qui a réuni plus d'un million de personnes sur l'hippodrome de Longchamp. Il s'agit de la plus grande manifestation religieuse en France depuis la guerre, à l'issue d'un séjour marqué par le message social du pape. La veille, 750 000 fidèles avaient assisté à une veillée au cours de laquelle le pape a baptisé dix catéchumènes des cinq continents. Dans son homélie, samedi, Jean Paul II a déclaré que, lors des massacres de protestants de la Saint Barthélemy le 24 août 1572, des chrétiens avaient commis *« des actes que l'Evangile réprouve »*.

Dans un échange avec le pape qui a eu lieu dimanche, à l'aéroport d'Orly, le premier ministre, Lionel Jospin, a plaidé en faveur d'une laïcité ouverte à la diversité religieuse.

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 14



M. Jospin veut favoriser l'accès à Internet

Un programme d'action sera discuté publiquement

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a annoncé, lundi 25 août lors de l'inauguration de la dix-huitième Université de la communication à Hourtin (Gironde), son *« programme d'action »* devant favoriser en France le développement des nouvelles technologies de l'information. L'administration, les écoles et les PME sont appelées à entrer de plain-pied dans le « réseau des réseaux ». A la fois moteur de croissance et gisement d'emplois, ce secteur devient un des plus importants de l'économie, avec plus de 80 millions d'ordinateurs personnels connectés dans le monde en 1997, dont seulement quelque 500 000 en France.

Depuis un an, les rapports parlementaires sur Internet se succèdent, mais aucune proposition n'a été appliquée. Alors que la technologie progresse à pas de géant et qu'elle est devenue aussi facile à utiliser que l'électricité, M. Jospin a donc décidé de poser les jalons censés pallier les handicaps français. Le programme d'action qu'il propose fera l'objet d'un *« débat public »* entre associations, élus et représentants des collectivités territoriales, et devra se concrétiser avant la fin de l'automne.

Tout en souhaitant que le commerce électronique se développe, M. Jospin a fait cependant remarquer que la *« culture ne devait pas être traitée comme une marchandise comme les autres »*. Il n'a toutefois annoncé aucune aide fiscale ou financière permettant aux entreprises ou aux particuliers de s'équiper en matériels et de se développer au sein du *« réseau des réseaux »*.

Dans un point de vue qu'il nous a confié, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), s'interroge sur les moyens de renforcer l'indépendance et le pluralisme des médias face au poids grandissant de certains investisseurs. Il propose l'idée d'un dispositif anti-concentration.

Lire page 17 et le point de vue d'Hervé Bourges page 13

■ Le Congo s'enfonce dans la guerre

Brazzaville et Kinshasa récusent la médiation internationale, tandis que les combats se poursuivent. p. 2

■ Scission chez les Serbes de Bosnie

L'aile dure des Serbes de Bosnie, rassemblée à Pale autour de Radovan Karadzic, a annoncé la *« rupture »* de ses relations avec la présidente Biljana Plavsic, installée à Banja Luka. p. 4

■ La rentrée de Laurent Fabius

Assistant à la fête de la rose en Saône-et-Loire, M. Fabius a félicité le gouvernement pour son action mais entend jouer un rôle d'éclaireur et de modernisateur de la gauche. p. 8

■ Crise des banques en Corée du Sud

Le gouvernement coréen organise le sauvetage des banques commerciales en difficulté à la suite des faillites en chaîne des conglomérats. p. 15

■ La difficile gestion du gros gibier

Les dégâts provoqués par les populations trop nombreuses de sangliers et de cervidés créent une violente polémique. p. 10

■ Renouveau paysager à Lausanne

Trente-quatre jardins, pas tous éphémères, s'exposent dans la cité vaudoise. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 826 - 7,50 F

Prague transforme un ancien nid d'espions en repaire à touristes

PRAGUE
de notre correspondant

Tous les moyens étaient bons pour l'ex-police tchécoslovaque dans sa traque des *« ennemis du régime communiste »*. Ainsi, pendant dix ans, des agents de la StB (Sûreté d'État) se sont relayés dans une roulotte de chantier dressée au pied de l'immeuble pragois où habitait le chef de file de la dissidence, l'actuel président Vaclav Havel. Au lendemain de la « révolution de velours » de novembre 1989, on a découvert, dans les hôtels de la place Wenceslas, où se déroulaient les manifestations d'opposants au régime, des chambres transformées en centres d'écoutes pour enregistrer les conversations téléphoniques des clients. Elles permettaient également à la StB de filmer en toute tranquillité les courageux qui osaient défier les forces de police.

Ce mois-ci, la municipalité de Prague a ouvert au public un de ces nids d'espions, situé dans la tour Saint-Nicolas de Mala Strana, au pied du château de Prague. L'édifice baroque, construit au milieu du XVIII[e] siècle, offre en effet, de son sommet, une vue imprenable sur les rues adjacentes, en particulier celles menant vers les ambassades américaine, allemande et française.

Consciente de la situation stratégique de la tour, la StB l'accapara quelques mois après le putsch communiste. La tour, qui appartenait à la mairie du quartier et servit, dans le passé, d'observatoire pour prévenir la population des incendies et du danger d'attaques contre la ville, retrouva en quelque sorte sa fonction première, qu'elle avait perdue avec l'invention du télégraphe. Mais à une différence près : l'ennemi était dorénavant *« de l'intérieur »*.

Aussi, pendant quarante ans, des dizaines d'espions gravirent les 215 marches pour se rendre au poste d'observation installé juste sous la coupole. Avec leurs jumelles, ils pouvaient suivre du balcon qui ceint la tour, haute de 65 mètres, les allées et venues des diplomates étrangers, en particulier leurs promenades dans les jardins, où ils allaient faire leurs confidences loin des micros dont les bâtiments étaient truffés. Mais ce qu'ils surveillaient surtout, c'étaient les *« personnes douteuses »*, en particulier les dissidents de la Charte 77, qui fréquentaient les chancelleries occidentales. Un coup de téléphone et ils prévenaient leurs collègues du service des filatures, toujours sur le qui-vive.

L'existence de ce nid d'aigle, ignoré de la population, avait été révélée après la chute du communisme. Des appareils et des carnets de bord, attestant que les observations s'étaient même poursuivies après la fin de la dictature, ont été retrouvés sur place. Après des travaux de restauration, ce sont maintenant les touristes qui montent les escaliers pour admirer la vue panoramique sur le Vieux Prague, au son d'une douce musique baroque. La mairie de Prague, qui s'est empressée d'effacer les traces de l'*« ancien régime »* en déboulonnant statues et plaques commémoratives liées au socialisme et en rebaptisant les rues, a en effet préféré y installer un minimusée de la musique baroque, dont le quartier fut un centre très productif au XVII[e] siècle. Une seule mention de son utilisation récente figure dans la plaquette d'information remise sur demande à la caisse.

Martin Plichta

L'hommage à Jean Poperen

VICTIME d'un accident cérébral à la fin du mois de janvier, Jean Poperen est décédé, samedi 23 août à Paris, à l'âge de soixante-douze ans. Numéro deux du PS de 1981 à 1987, alors que Lionel Jospin en était le premier secrétaire, il fut l'un des principaux artisans du rapprochement entre les différentes familles de la gauche. Lui-même fut militant du Parti communiste, de la Libération jusqu'en 1959, avant de participer à la fondation du PSU et de rejoindre le Parti socialiste, sans pour autant faire allégeance à François Mitterrand. Socialistes et communistes saluent en lui un *« homme de conviction »* tandis que Raymond Barre fait part de *« sa grande considération »*.

Lire pages 8 et 9

TÉMOIGNAGE

Le cercle enchanté de Dionys Mascolo *par Edgar Morin*

J'AI rencontré Dionys Mascolo un après-midi gris de fin 1943, avenue Trudaine, le vélo à la main. Le mouvement de Résistance auquel j'appartenais, le MRPGD, venait de fusionner avec celui que dirigeait François Mitterrand. Georges Beauchamp, devenu avec moi coresponsable pour la région parisienne, m'avait octroyé un adjoint en me disant : *« Je vous fais un beau cadeau. »* J'avais vingt-deux ans. Dionys en avait vingt-sept. Je fus émerveillé par son visage et son intelligence ; ce coup de foudre amical m'a marqué à jamais. Au sein du mouvement, je camouflais ma liaison secrète avec l'appareil du Parti, mais non mes idées communistes. J'étais alors dans la plénitude de la foi : l'Union soviétique sauvait le monde du nazisme, les victoires de l'Armée rouge préparaient notre libération ; le communisme d'après-guerre serait celui du dégel. J'endoctrinais Dionys et lui communiquai ma foi.

Notre amitié se resserre lors de l'insurrection de Paris où Violette et moi rejoignions Dionys et Marguerite Duras au siège du *Petit Journal*, occupé par notre mouvement. Il était lecteur chez Gallimard, où l'avait fait entrer un ami de collège, fils de Gaston Gallimard. Il poursuivra sa carrière au sein de cette maison d'édition avec un immense respect et une immense exigence pour l'écriture, ce qui fait que, bien qu'écrivain-né, il ne publia que rarement, et seulement ce qu'il estimait éthiquement nécessaire.

Marguerite Duras avait fait se rencontrer Dionys Mascolo et Robert Antelme, alors son mari, mais dont elle était séparée. Au lieu d'une rivalité, la plus profonde fraternité unit les deux hommes. Robert Antelme fut arrêté, déporté, envoyé dans un kommando, puis, durant la retraite nazie, le kommando fut mené à pied jusqu'au camp de Dachau, où arrivèrent quelques survivants.

Lire la suite page 13

Edgar Morin *est sociologue.*

Le PSG au pied du but



CLAUDE LE ROY

BATTU 3-0 sur le tapis vert au match aller, le Paris-Saint-Germain affronte une échéance lourde de conséquences pour l'avenir du club en Ligue des champions, mercredi 27 août, au Parc des Princes, face au Steaua Bucarest. Nommé récemment directeur sportif du PSG, Claude Le Roy porte pour *Le Monde* un jugement sans concession sur la situation agitée en ce début de saison de l'équipe parisienne.

Lire page 18

CRISE Tandis que les combats ont repris à Brazzaville et se sont étendus dans le nord du pays, la tension monte à Pointe-Noire, la capitale économique et pétrolière du Congo, où l'armée de Pascal Lissouba semble craindre une attaque des forces de l'ancien président Denis Sassou Nguesso. ● LES NÉGOCIATIONS de Libreville sont toujours dans l'impasse. La radio du président Lissouba a dénoncé l'attitude du médiateur Omar Bongo et de la France, qui, selon elle, soutiendraient les rebelles. Brazzaville se tourne désormais vers Kinshasa, qui a proposé l'envoi d'une force d'intervention interafricaine. ● À L'ONU, on ne croit guère en la viabilité de l'initiative de Laurent-Désiré Kabila. Et l'envoi d'une force onusienne paraît désormais impossible. Pour le médiateur Mohamed Sahnoun, *« une occasion unique a été gâchée »* en juillet, au moment du cessez-le-feu à Brazzaville.

L'Afrique centrale s'implique de plus en plus dans la guerre au Congo-Brazzaville

Les affrontements entre factions congolaises pourraient menacer Pointe-Noire, la capitale pétrolière. Les négociations de Libreville sont dans l'impasse, le président Lissouba accusant le Gabon et la France de soutenir les rebelles de Denis Sassou Nguesso

LA GUERRE congolaise, après avoir ravagé Brazzaville depuis deux mois et demi, s'est récemment étendue au nord du pays et pourrait menacer au sud la capitale économique et pétrolière, Pointe-Noire, devenue la plaque tournante de l'approvisionnement en armes des forces gouvernementales de Pascal Lissouba. Le conflit, s'il ne paraît pas comporter de risques d'extension au-delà des frontières congolaises, participe cependant à une redistribution des cartes en Afrique centrale. Des alliances commencent à se dessiner autour des principaux protagonistes, le président Pascal Lissouba et l'ancien président Denis Sassou Nguesso. Et la France, qui a fait savoir officiellement dès le début du conflit qu'elle entendait rester neutre, se trouve de fait dans une position-clé, de par la présence stratégique d'Elf dans le pays et les arrière-pensées politiques qui lui sont prêtées.

La confusion la plus extrême règne tout d'abord sur la situation militaire. Les « Cobras » du colonel Sassou Nguesso se seraient emparés, selon des témoignages de réfugiés, des villes d'Impfondo et d'Ouesso, dans le nord du pays. Le camp gouvernemental dément ces conquêtes. En outre, l'annonce par les services du président Lissouba de la reconquête de Brazzaville, la semaine dernière, était fausse. La ligne de front traverse toujours la capitale congolaise, en dépit d'un pilonnage intensif par l'armée régulière des quartiers nord contrôlés par les « Cobras ». Chaque camp semble avoir accéléré ses offensives, et ses campagnes de désinformation, à l'approche du 31 août, qui marquera la fin du mandat du président Lissouba, tandis que les négociations sont plus que jamais dans l'impasse. De même, nul ne sait si la brusque montée de la tension à Pointe-Noire, dans le sud-est du pays, correspond à une réalité militaire. Le commandant de la région, aux ordres de M. Lissouba, a appelé les soldats et la population à *« se mobiliser pour défendre la ville »* car *« des Congolais et des étrangers à la solde des forces du mal »* se prépareraient à y provoquer une *« guerre civile »*.

INTÉRÊT STRATÉGIQUE

Pointe-Noire représente un évident intérêt stratégique pour les rebelles de Denis Sassou Nguesso, puisqu'elle concentre à la fois la présence des groupes pétroliers, dont Elf-Congo (filiale d'Elf-Aquitaine), et que son aéroport accueille les mystérieux appareils qui acheminent des armes aux forces gouvernementales *(lire ci-dessous)*. Cependant, rien ne prouve que les « Cobras » s'apprêtent à l'attaquer. L'agitation autour du sort de Pointe-Noire ne pourrait être qu'une façon supplémentaire d'interpeller la communauté internationale sur la guerre congolaise.

Car la confusion la plus extrême règne également sur le front diplomatique. Les négociations de Libreville, menées par le président gabonais Omar Bongo avec le soutien de la France, de l'ONU et de l'OUA, ont de nouveau été interrompues. Les délégations ont quitté Libreville mercredi 20 août, avec un quatrième projet d'accord de paix, qui prévoit le maintien au pouvoir du président Lissouba au-delà du 31 août, jusqu'à de prochaines élections, et la nomination d'hommes de M. Sassou Nguesso aux postes de premier ministre et de ministre de la défense.



Pascal Lissouba n'a fait aucun commentaire officiel, mais on a appris par la radio gouvernementale de Brazzaville, Radio-Congo, qu'il semblait rejeter la proposition de paix. *« Ce projet réhabilite le coup d'Etat manqué »* de M. Sassou Nguesso, le 5 juin, date des premiers affrontements, a estimé la radio. La présidence congolaise ne paraît plus accorder aucun crédit à la médiation d'Omar Bongo et de l'envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun, et soutient l'initiative du président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila.

Après une rencontre avec le président Lissouba, le 16 août, M. Kabila a proposé l'envoi à Brazzaville d'une force d'interposition dont les contingents seraient fournis par des pays d'Afrique centrale et de l'Est (Angola, Centrafrique, Tchad, Rwanda, Burundi, RDC et Ouganda). Cette proposition de Kinshasa pourrait signer l'arrêt de mort des pourparlers de Libreville. Elle conduit également les acteurs de la crise à éclaircir leurs positions, notamment vis-à-vis d'Omar Bongo, des Nations unies et de la France.

ALLIANCES MODIFIÉES

Radio-Congo a ainsi accusé le président Bongo d'avoir privilégié Denis Sassou Nguesso, dont il a épousé la fille aînée, et reproche aux deux hommes d'être trop étroitement liés aux intérêts français au Congo. M. Bongo *« a cédé aux pressions de la France et d'Elf-Aquitaine »* qui ont provoqué *« l'échec de la médiation internationale »* de Libreville, a indiqué la radio de Pascal Lissouba. La mouvance présidentielle congolaise et Kinshasa semblent se retrouver autour d'un sentiment antifrançais. *« La France est un parasite moderne dont le Congo doit se débarrasser très vite »*, a dit Radio-Congo. Dès que Paris a fait connaître sa préférence pour la médiation de M. Bongo aux dépens de l'initiative de M. Kabila, Kinshasa a répondu : *« La réaction française démontre l'archaïsme des relations entre la France et l'Afrique. »*

Il était logique que Laurent-Désiré Kabila se préoccupe de cette guerre, le Congo et la RDC ayant 2 000 kilomètres de frontières communes, et Kinshasa étant le point de chute des 20 000 Brazzavillois qui ont fui les combats. *« Lorsque Brazzaville est enrhumée, Kinshasa tousse »*, a résumé le ministre des affaires étrangères de M. Kabila, soulignant : *« Le développement de la RDC dépend de la paix et de la stabilité dans la région. »* Les alliances ont été toutefois modifiées depuis l'éclatement de la guerre à Brazzaville. Laurent-Désiré Kabila se méfiait alors de Pascal Lissouba, qui avait soutenu le maréchal Mobutu jusqu'à son départ de Kinshasa. Aujourd'hui, les anciens soldats mobutistes et leurs alliés hutus rwandais, en exil au Congo, combattraient aux côtés des « Cobras » de Denis Sassou Nguesso. La RDC, appuyée par ses alliés rwandais et ougandais, s'est rapprochée de M. Lissouba au fur et à mesure que ce dernier s'estimait lâché par la France. Et le pouvoir de Kinshasa, qui a gagné la guerre au Zaïre, notamment grâce au soutien des Etats-Unis, pense que Pascal Lissouba est plus ouvert que Denis Sassou Nguesso à une présence américaine en Afrique centrale.

Selon *Le Canard enchaîné*, M. Sassou Nguesso serait armé, via Omar Bongo et le Gabon, par d'obscures filières françaises. Si cette information était confirmée, elle ne ferait que renforcer M. Lissouba dans sa conviction d'avoir été abandonné par Paris, alors qu'il était un des rares présidents démocratiquement élu de la région. Le conflit congolais risque de ressembler de plus en plus à la guerre zaïroise, à un affrontement entre une Afrique pro-française et une Afrique pro-américaine, le pétrole en plus.

Rémy Ourdan

L'ONU est paralysée par l'absence de volonté politique des puissances occidentales

Selon le médiateur Mohamed Sahnoun, « une occasion unique a été gâchée », en juillet, pour le déploiement d'une force d'interposition

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Pourquoi, alors qu'une lutte sanglante pour le pouvoir oppose deux factions congolaises, l'ONU ne parvient-elle pas à déployer une force de maintien de la paix ? La réponse, désormais classique, est l'absence collective de volonté politique. L'opinion publique aux Etats-Unis n'exerce aucune pression, la France refuse d'intervenir directement dans la région, et l'ONU se défend dorénavant d'intervenir sans un mandat clair du Conseil de sécurité.

Pourtant, la crise congolaise ne cesse de s'aggraver, avec l'extension des combats dans le nord du pays, qui ont déjà jeté sur les routes des centaines de milliers de réfugiés, et tandis que le mandat du président Lissouba expire à la fin du mois. De plus, selon les experts de l'ONU, l'éventualité d'une victoire militaire d'une des factions est impossible.

Le 20 juin dernier, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé au Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement à Brazzaville d'une force interafricaine. Le 13 août, dans sa première réaction officielle, le conseil s'est déclaré *« vivement préoccupé »* par la situation au Congo et a estimé que les conditions nécessaires pour un déploiement n'étaient pas réunies. Le secrétariat général est du même avis. *« Ce qui était possible le 20 juin n'est plus possible aujourd'hui »*, dit-on.

« TÂCHE IMPOSSIBLE »

« Interrogé par téléphone, le médiateur de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun, estime qu'une *« occasion unique a été gâchée »*. Selon lui, les conditions pour le déploiement d'une force militaire étaient remplies à la mi-juillet, lorsque les belligérants ont accepté un cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité demandait également l'acceptation d'un contrôle international de l'aéroport de Brazzaville et une volonté *« clairement exprimée »* des factions de parvenir à un règlement négocié. Selon M. Sahnoun, le Conseil de sécurité est *« prisonnier des échecs précédents des opérations de maintien de la paix »*. Il se dit désolé *« que la communauté internationale n'ait pas saisi l'occasion de mettre sur pied une opération originale et légère avec, pour la première fois, des forces africaines et un commandement africain »*.

A New York, on voit les choses différemment. Exaspérés par la lettre ouverte de l'ancien premier ministre français, Michel Rocard, sur la situation du Congo (*Le Monde* du 14 août), intitulée « A quoi joue l'ONU ? », les diplomates expliquent que la perspective d'une force multinationale *« n'a jamais existé »*. Les pays africains qui ont accepté de participer à une force interafricaine, y compris le Sénégal, qui s'est porté volontaire pour en prendre le commandement, *« n'ont les moyens ni militaires ni financiers »* d'entreprendre une telle opération. *« Une force multinationale n'est possible que si un grand pays prend l'opération en main. Or, le Sénégal n'est pas ce pays »*, affirment-ils.

Ces diplomates expliquent que Paris, qui avait proposé son soutien logistique, aurait *« catégoriquement refusé »* de fournir des moyens à l'intérieur du Congo, *« ce qui aurait rendu la tâche impossible aux troupes africaines dans le pays »*. Par ailleurs, une force multinationale est par définition financée par les pays participants. Or, *« lorsqu'on leur a expliqué cette règle, aucun d'entre eux n'a accepté de payer »*. Quant au financement proposé par l'Union européenne, *« il n'est toujours pas disponible : la bureaucratie européenne est encore plus lourde que celle de l'ONU »*. De toute façon, il faudrait *« dix fois plus »* que les 15 millions de dollars (environ 90 millions de francs) offerts par l'UE pour maintenir une force multinationale au Congo.

MANQUE D'ENTHOUSIASME

Les conditions exigées pour une mission de « casques bleus » ne semblent donc pas être réunies. Les diplomates de l'ONU sont formels : *« L'ONU n'interviendra plus jamais dans une situation de guerre sans un mandat clair et déterminé. »* *« Quand il y aura une paix à garder, on la gardera »*, disent-ils. Les Etats-Unis sont accusés de *« traîner les pieds, ce qui est désormais classique. L'administration Clinton, qui sort d'une longue bataille avec le Congrès pour le paiement de ses arriérés à l'ONU, n'a pas envie de demander la création d'une force militaire dont 30 % du financement reviendraient à Washington »*. Le manque d'enthousiasme chez les membres du Conseil de sécurité est palpable. Et certains pays reprochent au secrétariat de l'ONU sa retenue : *« Une force pour le Congo serait la première force créée par le nouveau secrétaire général, et le secrétariat entend éviter cet essai. »*

Les diplomates restent par ailleurs unanimement sceptiques sur la proposition du président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila, de créer une force interafricaine. Ils estiment cependant que, si une telle force voyait le jour, *« beaucoup de pays seraient heureux »*, ajoutant aussitôt, *« sauf peut-être la France »*. Ils rappellent que d'énormes intérêts pétroliers sont en jeu, notamment le contrôle des chantiers pétroliers exploités par Elf. *« Washington pourrait soutenir politiquement l'effort de Kabila au Congo, mais je serais étonné de voir Paris applaudir l'arrivée des forces de Kinshasa, de Kigali et de Kampala à Brazzaville. »* Le gouvernement français a d'ailleurs officiellement marqué sa préférence pour une force de l'ONU. Entre-temps, le Conseil de sécurité a renvoyé la balle dans le camp de Kofi Annan, lui demandant de présenter un rapport *« contenant des recommandations sur la suite du rôle de l'ONU au Congo »*.

Afsané Bassir Pour

Pointe-Noire, la capitale pétrolière, engagée dans le conflit malgré elle

POINTE-NOIRE
de l'envoyé spécial de l'AFP

Sous un ciel gris de saison sèche, un lourd Antonov 26 blanc, vierge d'immatriculation, piloté par des Russes, s'arrache de la piste de l'aéroport de Pointe-Noire avec un chargement et une destination classés « secret défense ». Chacun sait pourtant, dans cette ville côtière du sud du Congo, que l'appareil convoie de l'armement vers Brazzaville. *« Il y une semaine, ces vols étaient incessants, et j'ai dû intervenir auprès du responsable militaire de la région pour que les choses se fassent plus discrètement »*, s'insurge le premier adjoint au maire, Mme Mambou-Aimée Gnali, qui ne cache pas que ces armes sont destinées aux forces gouvernementales du président Pascal Lissouba.

Non loin du centre-ville, dans l'enceinte du lycée Augagnaire, même absence de discrétion : de jeunes garçons en tenues militaires dépareillées ont remplacé les élèves partis en vacances. Ils apprennent le maniement du kalashnikov et de l'uzi. *« Ce sont des "mambos"* [du nom d'un serpent très venimeux], *les nouvelles milices de Lissouba pour contrer les "cobras" de Sassou Nguesso »*, commente un journaliste congolais. Les « mambas », entre 500 et 1 000 jeunes entraînés par des instructeurs russes et israéliens, ont été recrutés dans la jeunesse ponténégrine. Ils viennent s'ajouter aux miliciens « cocoyes » et « zoulous » du président Lissouba.

INQUIÉTUDE

Mme Gnali s'inquiète : *« Ces jeunes recrues ont défilé sur l'avenue Charles-de-Gaulle, et j'ai vu récemment dans les rues des "orgues de Staline". Nous ne voulons pas que les événements de Brazzaville nous rattrapent à Pointe-Noire. »* Cette inquiétude se retrouve chez tous les habitants de la ville.

Les rumeurs les plus folles commencent à courir sur un assaut des forces de Denis Sassou Nguesso. *« Pointe-Noire, avec ses ressources pétrolières, constitue un enjeu de taille pour l'ancien président »*, remarque un expatrié. En 1996, les recettes pétrolières de Pointe-Noire ont atteint 3,54 milliards de francs. *« Et, l'Etat n'honorant plus ses engagements, l'argent tombe directement dans le trésor de guerre du président Lissouba »*, ajoute-t-il.

Le commandant de la zone militaire, le colonel Louis-Georges Louembe, se veut rassurant. *« La situation dans notre région est sous contrôle »*, dit-il. Il ne commente guère, en revanche, les activités de l'aéroport. *« Nous avions commandé, avant les événements, du matériel de transport russe. Ce sont les avions et hélicoptères que vous avez pu voir sur l'aéroport de Pointe-Noire. Point final. »*

Un expert congolais des questions de défense précise que le matériel militaire *« provient d'Afrique du Sud et des zones de l'Angola contrôlées par l'Unita »*, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi. A Pointe-Noire, pourtant, on veut rester en dehors de ces questions de stratégie militaire. On veut apaiser les tensions.

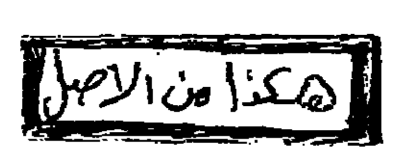
Des expatriés ont profité des vacances scolaires pour éloigner leur famille. Le lycée français Charlemagne devrait rouvrir à la prochaine rentrée, mais sans les enfants des employés d'Elf-Congo, dont la direction ne souhaite pas commenter les événements actuels. Dans les rues de Pointe-Noire, on commence à entendre des Gavroche locaux saluer l'étranger d'un pouce baissé, en criant : *« French boma ye ! »* (« Les Français à mort ! »)

Jean-Pierre Rejete

Un enjeu stratégique pour les belligérants

Pointe-Noire (500 000 habitants avant les événements de Brazzaville, 750 000 actuellement) est un enjeu de taille. Située dans la région du Kouilou (Sud-Ouest), elle accueille une demi-douzaine de groupes pétroliers qui se partagent une quinzaine de permis d'exploration offshore. Les recettes pétrolières, qui représentent 60 % des ressources totales du Congo, ont atteint 3,54 milliards de francs en 1996 et pourraient dépasser 3,8 milliards en 1997. La part du pétrole dans le PIB congolais est estimée à près de 41 %. Les exportations de pétrole totalisent près de 85 % des exportations totales du pays.

Elf Congo est le premier opérateur du pays : sur les 870 millions de barils provenant des champs actuellement en production, 720 millions viennent des champs exploités par Elf. Le port de Pointe-Noire a accueilli en 1995 un trafic commercial de 7,8 millions de tonnes de pétrole. – *(AFP)*



De sérieux accrochages ont eu lieu à la frontière indo-pakistanaise

Islamabad accuse New Delhi de vouloir saboter les négociations

Les armées indienne et pakistanaise se sont affrontées en fin de semaine le long de la frontière commune, dans l'Etat disputé du Cachemire. New Delhi affirme que cinquante et un soldats pakistanais ont été tués dans ces échanges à l'artillerie lourde. Islamabad a accusé l'Inde de vouloir saboter les négociations en cours.

DE VIOLENTS échanges de tirs d'artillerie, les plus sérieux depuis des mois, ont eu lieu, samedi 23 et dimanche 24 août, à la frontière indo-pakistanaise entre les armées des deux pays. Les militaires indiens affirment avoir tué cinquante et un soldats pakistanais tandis que le Pakistan ne parle que de trois morts, tous civils. Les combats ont éclaté samedi soir et se sont poursuivis, dimanche, en huit points de la ligne qui sépare l'Inde et le Pakistan du Cachemire, région disputée entre les deux pays.

Un porte-parole de l'armée indienne a affirmé que les combats ont été déclenchés par le Pakistan, dont les soldats *« ont tiré 500 obus d'artillerie et des milliers de balles d'armes légères »*. Trois militaires indiens, dont un commandant, ont été tués et six autres ont été blessés, a-t-il ajouté. Les affrontements les plus intenses ont eu lieu dans les secteurs d'Uri (400 km au nord-ouest de Jammu, dans la partie indienne du Cachemire) et Kargil (500 km au nord-est), a-t-on précisé de même source.

Les soldats indiens *« ont vu les soldats pakistanais emporter leurs morts et leurs blessés »* après l'échange de tirs, a précisé le porte-parole. Selon lui, les échanges de tirs, essentiellement à l'arme légère, se poursuivaient dimanche en fin d'après-midi en certains points de la ligne de 1 200 km qui coupe en deux le Cachemire. Un habitant musulman d'un village proche d'Uri, Abdul Aziz, a confirmé à l'AFP avoir entendu *« de fortes explosions »*, ajoutant que c'était *« la première fois depuis plusieurs années qu'on voyait les Indiens utiliser de l'artillerie lourde contre le Pakistan »*.

Le Pakistan a cherché à minimiser l'ampleur des affrontements : *« Aucun échange de feu n'a eu lieu au cours des deux ou trois derniers jours dans les secteurs d'Uri et de Kargil »* et *« il ne saurait donc être question de lourdes pertes »*, a déclaré à l'AFP un porte-parole du ministère de la défense. Islamabad a cependant reconnu que des combats avaient eu lieu dans trois autres secteurs que les Indiens ont cités au nombre des affrontements de fin de semaine.

Selon les autorités pakistanaises, ces tirs d'artillerie *« non provoqués »* de l'armée indienne sur le territoire pakistanais ont tué trois civils pakistanais. Des échanges de tirs se produisent souvent dans cette région qui a été la cause de deux des trois guerres que se sont livrées les deux pays depuis l'indépendance, en 1948 et 1965. Les troupes indiennes et pakistanaises échangeaient des tirs, notamment dans le secteur d'Uri, depuis une semaine.

A Islamabad, le porte-parole du ministère a accusé l'Inde de vouloir saboter les discussions qui doivent reprendre le mois prochain sur une amélioration des relations entre les deux pays. Ces discussions avaient débuté en mars, après un gel de trois ans. Outre les affrontements le long de la ligne de démarcation, le Cachemire est également le théâtre d'une campagne séparatiste musulmane qui a tué plus de vingt mille personnes depuis 1989. – *(AFP.)*

La Corée du Nord semble s'engager sur la voie de l'ouverture

Le chantage à l'humanitaire reste le principal atout du dernier pays stalinien de la planète, dont la population est victime d'une famine rampante

TOKYO
de notre correspondant

La Corée du Nord est-elle en train de s'assagir ? Une telle évolution contribuerait à stabiliser l'Asie du Nord-Est en réduisant la tension dans la péninsule coréenne et en permettant à ce pays exsangue de sortir de l'ornière d'une banqueroute économique aggravée par une alarmante pénurie alimentaire, due autant aux cataclysmes naturels qu'à la faillite du collectivisme.

ANALYSE

La manne étrangère est proportionnelle à la menace potentielle que constitue Pyongyang

Le régime de Pyongyang a donné par le passé trop de signes contradictoires de ses intentions pour que l'on soit assuré que la voie de l'ouverture sur laquelle il semble s'engager soit durable. Au cours des dernières semaines, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a cependant incontestablement accompli des pas en avant dans cette direction. Le dernier en date est l'annonce, le 23 août à Pékin, de la reprise des négociations avec le Japon en vue de la normalisation des relations entre les deux pays, qui étaient suspendues depuis 1992. En signe de bonne volonté, Pyongyang permettra, dès le mois prochain, la visite au Japon d'un premier groupe d'une vingtaine des 1 800 Japonaises mariées à des Coréens du Nord qui ont émigré en RPDC dans les années 60-70 et n'ont jamais été autorisées à retourner dans l'archipel.

Début août, la Corée du Nord a finalement accepté de participer à New York à des consultations préliminaires aux négociations quadripartites (deux Corées, Chine et Etats-Unis) proposées en 1996 par Washington et destinées à donner un cadre plus solide que l'armistice de 1953 à la paix dans la péninsule. Bien que cette rencontre ait eu pour seul objectif d'arrêter la date et le lieu de la première session de négociations, elle est significative. Et le 19 août, la RPDC inaugurait à Khumo, à 250 kilomètres à l'est de Pyongyang, la construction des deux centrales nucléaires à eau légère fournies par un consortium international (KEDO) en échange du gel de son programme d'armement atomique, conformément à l'accord intervenu en 1994 avec Washington. Il faudra une dizaine d'années pour que les centrales entrent en activité. Entre-temps, la RPDC recevra 500 000 tonnes de pétrole par an, qui lui permettront de faire repartir ses usines arrêtées faute d'énergie.

La construction des centrales, dont l'essentiel du coût (5 milliards de dollars) et les travaux sont assumés par Séoul, sera la première occasion de contacts quotidiens entre Coréens du Sud et du Nord : des milliers de techniciens du Sud travailleront sur ce chantier. Après quarante-huit ans d'interruption, des lignes téléphoniques et un service de courrier ont été rétablis entre les deux pays. Autre signe d'ouverture, Pyongyang vient d'autoriser le Fonds monétaire international à enquêter sur sa situation économique.

Tout cela signifie-t-il que la détente est en vue ? Jusqu'à un certain point. Avec une économie en faillite, incapable de nourrir sa population, le régime de Pyongyang a besoin de la manne étrangère pour survivre. Celle-ci est d'ailleurs proportionnelle à la menace potentielle représentée par la Corée du Nord.

POLITIQUE D'EXTORSION

Il y a en Afrique, par exemple, des pays dans des situations aussi critiques que la RPDC, mais dont la communauté internationale ne se préoccupe guère et auxquels elle ne serait certainement pas disposée à verser des milliards de dollars. Le danger qu'elle fait peser sur la région est le seul atout de la RPDC. Menaces d'une hypothétique guerre nucléaire ou d'une attaque conventionnelle sur le Sud (d'autant plus ressentie à Washington que 37 000 GI sont stationnés en Corée du Sud), voire sur le Japon grâce à ses missiles : de telles attaques seraient suicidaires, mais on ne peut pas complètement écarter l'hypothèse.

Autre menace, indépendante celle-ci de la volonté de Pyongyang : l'effondrement du régime. Aucun de ses voisins ne le souhaite. Le coût financier vertigineux (assorti d'un afflux de réfugiés) d'une réunification « à chaud » est la hantise de Séoul. Quant à la Chine et au Japon, ils ne voient pas d'un bon œil une Corée réunifiée : Pékin veut conserver un tampon entre le continent et le Japon (et les Etats-Unis), et Tokyo peut craindre, le jour où la péninsule sera réunifiée, un décuplement de l'acrimonie coréenne à l'égard du colonisateur qu'il fut.

La RPDC fait donc patte de velours, ce qui n'exclut pas un certain raidissement : Pyongyang vient en effet de mettre sur le tapis des négociations quadripartites la question de la présence des troupes américaines non seulement en Corée du Sud, mais aussi au Japon. Une inconnue pèse en outre sur la construction des centrales nucléaires : quand les dirigeants de Pyongyang donneront-ils satisfaction à l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), qui a établi que la RPDC avait extrait du plutonium de ses réacteurs à graphite de fabrication soviétique, mais n'arrive pas à savoir quelle quantité a été produite ? Le plus tard possible, au risque, sinon, de n'être plus qu'un « tigre de papier ».

Il y a une cohérence derrière ce qui peut passer pour des atermoiements de la RPDC ou l'effet de conflits internes au sein de l'équipe dirigeante. Celle-ci n'est pas homogène (la défection de l'idéologue du kimilsungisme, Hwang Jang-yop, en témoigne), mais elle fait preuve de constance dans ce que l'économiste américain Marcus Noland qualifie de *« politique d'extorsion »*. Pyongyang n'a pas d'autre atout que le chantage, avec, à la clef, une dimension humanitaire : les souffrances d'une population victime d'une famine rampante, dont on ignore l'ampleur exacte, sinon qu'elle a pris un tour dramatique dans des régions isolées.

La diplomatie d'*« extorsion »* de la RPDC suppose que la population continue à tenir le choc. C'est le cas pour l'instant. L'enrégimentement de deux générations, la mentalité d'assiégé entretenue par un régime qui s'est approprié le patriotisme coréen et un contrôle social figeant le pays sur place préviennent les mouvements de population qui accompagnent généralement les famines et limitent les risques d'implosion. Ignorants des réalités extérieures, sans relais pour exprimer leur mécontentement, les Nord-Coréens cherchent leur survie dans une économie parallèle de subsistance. Le régime paraît en outre assuré que, si la situation empire, la Chine, le Japon et la Corée du Sud viendront à la rescousse pour prévenir un chaos préjudiciable à leurs propres intérêts. Sur le fil du rasoir, le dernier régime stalinien peut poursuivre son chantage du faible soufflant tour à tour le chaud et le froid pour se faire subventionner.

Philippe Pons

Les massacres de civils continuent en Algérie

UNE NOUVELLE VAGUE de violence a entraîné la mort ces derniers jours d'une quarantaine de personnes, ont rapporté, dimanche 24 août, des journaux algériens. Deux bombes ont explosé samedi au passage d'un train à El Affroun, à 70 kilomètres environ à l'ouest d'Alger. Placé sur la voie, le premier engin a causé la destruction de la voiture de tête du train assurant la liaison entre Alger et Khémis-Miliana. Le second engin a explosé quand les voyageurs étaient en train de fuir dans un grand mouvement de panique L'attentat aurait fait 8 morts et 28 blessés, selon un bilan officieux.

Quelque 300 kilomètres plus au sud du pays, dans la région de Djelfa, toujours selon les quotidiens *El Watan* et *El Khabar*, 30 personnes – dont des femmes et des enfants – ont été égorgées par des groupes armés. Plusieurs femmes ont été enlevées par les assaillants. Deux jours auparavant, 20 personnes avaient été massacrées dans la même zone.

Toutes ces violences anonymes, auxquelles il faut ajouter plusieurs assassinats isolés dans d'autres régions du pays (dont celle du cinéaste Ali Tenkhi, dans la banlieue d'Alger), portent à plus de 560, selon des bilans partiels, le nombre de civils tués depuis le 15 juillet, date de la libération d'Abassi Madani, le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS).

Un autre responsable islamiste de premier plan, Anouar Haddam, détenu aux Etats-Unis depuis le 6 décembre 1996 après que l'asile politique lui eut été refusé par un tribunal, a indiqué son intention de retourner en Algérie. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publié lundi 25 août, M. Haddam déclare : *« Je retournerai dans ma patrie et ferai ce pour quoi on a besoin de moi aussitôt que je serai libéré et qu'Abassi Madani m'appellera. »*

Considéré jusqu'ici comme un « radical » au sein de l'ex-FIS, proche du Groupe islamique armé (GIA), Anouar Haddam affiche dans cet entretien des positions proches de celles des « colombes » du Front. Qualifiant le GIA d'*« instrument terroriste de l'armée »*, dans lequel, admet-il, *« nous avions placé autrefois de grands espoirs »*, le responsable du FIS rend le gouvernement responsable des massacres par son refus de constituer une commission d'enquête neutre. M. Haddam assure également que les régimes islamiques d'Iran, du Pakistan et du Soudan *« ne constituent pas des modèles pour nous. [...] Nous donnerons en Algérie l'exemple d'une véritable tolérance islamique »*, affirme-t-il. Il réclame *« des élections libres, sans restriction aucune »* auxquelles pourrait être associé, selon lui, *« tout le spectre politique, dans le cadre, bien sûr, de nos principes »*. – *(AFP)*.

■ **Le groupe sud-coréen Daewoo** va investir 1 milliard de dollars (plus de 6 milliards de francs) au cours des prochaines années dans les secteurs de l'industrie lourde, de la construction navale et de la banque, a indiqué l'agence de presse algérienne APS, après la visite à Alger du PDG de Daewoo, Kim Woo-choog. Propriétaire de l'Hôtel Hilton d'Alger et de plusieurs établissements au Maroc, le groupe coréen a fait du Maghreb une de ses zones d'expansion. – *(AFP.)*

Une femme accède à un poste de vice-présidente en Iran

LE GUIDE de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, a invité, dimanche 24 août, le président Mohamad Khatami et son gouvernement à *« attacher une grande importance aux valeurs islamiques et révolutionnaires, telles que la reconstruction du pays, la justice sociale, la lutte contre la pauvreté et la résistance aux appétits des puissances étrangères dans tous les domaines, notamment l'invasion culturelle »*.

M. Khamenei, qui recevait le nouveau gouvernement, a aussi invité *« la population à ne pas nourrir d'attentes non raisonnables et à ne pas s'imaginer que les problèmes seront réglés en six mois ou un an »*. Auparavant, M. Khatami et ses ministres s'étaient rendus sur la tombe du chef de la révolution islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny.

La veille, le président avait nommé six des sept vice-présidents, dont une femme, Massoumeh Ebtekar, qui a été chargée de l'organisation de la protection de l'environnement. Mme Ebtekar, première femme à accéder au poste de vice-présidente, est une ancienne journaliste de trente-six ans, médecin spécialisé en immunologie et professeur d'université. Elle a fait ses deux premières années d'études aux Etats-Unis et connaît l'anglais et le français. Sa nomination est en quelque sorte un renvoi d'ascenseur à l'électorat féminin, dont la mobilisation a grandement contribué à l'élection à la présidence de M. Khatami.

INTERDICTION DES « TITRES POMPEUX »

Les cinq autres vice-présidents sont Mohamad Hachémi, frère de l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, Mohamad Ali Najafi, ancien ministre de l'éducation, Mohamad Bagherian, Abdolvahed Moussavi-Lari et Moustapha Hachémi-Taba.

M. Khatami a par ailleurs interdit à tous les organismes d'Etat l'utilisation de *« titres pompeux »* et de *« salamalecs »*. Dans un communiqué cité par l'agence officielle IRNA, la présidence indique que le simple adjectif de *« respectable »* suffit pour désigner le président et ses collaborateurs. Les Iraniens, dans la grande tradition littéraire persane, n'hésitent pas à s'adresser au chef de l'Etat en lui donnant du *« cher président bien aimé de la nation iranienne »*.

Le chah avait choisi le titre de *« roi des rois »*, l'imam Khomeiny était traité d'*« espoir des déshérités du monde »* et les qualificatifs attribués à l'ancien président Rafsandjani ont enflé à mesure qu'approchait la fin de son mandat, ses dernières semaines au pouvoir lui ayant valu l'appellation de *« grand commandant de la reconstruction »*. L'initiative du président Khatami est *« très rafraîchissante »*, a commenté le quotidien *Iran News*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Les pays du groupe de Rio s'inquiètent de la course aux armements

LUTTE contre le trafic de drogue, opposition renouvelée à la loi américaine Helms-Burton qui renforce le boycottage contre Cuba, coopération politique et économique avec l'Union européenne étaient les principales rubriques du menu de la onzième rencontre du groupe de Rio qui s'est terminée le 24 août, à Asuncion, au Paraguay, après deux jours de réunion. Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique des principaux pays d'Amérique du Sud, le groupe de Rio rassemble annuellement quatorze pays en un forum de discussion visant à dégager des positions communes et à aplanir d'éventuelles difficultés. Ces dernières, cette année, étaient officiellement si mineures que la réunion s'est terminée avec un jour d'avance en raison, affirme le communiqué final, *« de la concordance de vue de tous les mandataires »*.

Pour autant, l'horizon est moins lisse qu'il n'y paraît. Le Brésil et l'Argentine, les deux poids lourds du groupe, ambitionnent chacun de s'approprier le prochain siège permanent au Conseil de sécurité que, selon une proposition de réforme des statuts, les Nations unies pourraient réserver à l'Amérique latine. Dans un souci de compromis, le président argentin Carlos Menem avait proposé d'en faire un siège tournant. La proposition ne semble pas avoir convaincu son homologue brésilien, Fernando Henrique Cardoso, puisque les deux chefs d'Etat, réunis en tête à tête en marge du sommet, revendiquent désormais deux sièges de membre permanent, vraisemblablement sans chance de succès.

Mais c'est le renouvellement des flottes aériennes dans la région et la relance induite de la course aux armements qui portent, en germe, les plus gros risques de divergences. Après le Pérou qui, face à l'Equateur et à ses revendications territoriales, vient d'acquérir un nombre indéterminé de Mig russes (*Le Monde* du 9 août), le Chili négocie avec un consortium franco-espagnol l'achat de deux sous-marins et pourrait bientôt acheter une vingtaine d'appareils américains. Le Brésil, de son côté, maintient sa décision de se doter, en l'an 2005, d'un sous-marin nucléaire. Ces achats ont lieu alors que l'attitude des Etats-Unis qui, face à la concurrence russe ou européenne, ont récemment levé l'interdiction de leurs ventes d'armements sensibles dans la région, est sévèrement critiquée. Le Chili regarde ainsi avec inquiétude le nouveau statut de partenaire privilégié que Washington entend réserver à l'Argentine en le désignant comme un *« allié non membre de l'OTAN »*.

L'Allemagne s'interroge sur un prochain remaniement ministériel

M. Jospin rencontrera M. Kohl le 28 septembre à Bonn

DE RETOUR de vacances lundi 25 août à Bonn, Helmut Kohl affronte une rentrée politique tendue. A un an des prochaines élections législatives, prévues pour la fin septembre 1998, les sondages ne sont guère favorables à sa coalition, confrontée à l'usure du pouvoir et à des chiffres très peu encourageants en matière d'emploi. La victoire surprise de la gauche française, en juin, a montré que les promesses de retour à la croissance et les bienfaits annoncés de la future monnaie européenne ne suffisaient plus à convaincre les électeurs que leurs problèmes étaient suffisamment pris en compte. A Paris comme à Bonn, il va falloir beaucoup de doigté ces prochains mois pour concilier les attentes des opinions avec les échéances européennes. Le chancelier allemand s'en entretiendra jeudi 28 août avec le premier ministre français, Lionel Jospin, qui effectuera à Bonn sa première visite officielle.

Le chef du gouvernement français trouvera la capitale allemande en pleine ébullition. Les composantes de la majorité cherchent les moyens d'aborder l'année délicate qui s'annonce avec quelques chances de redresser le courant en leur faveur. Les tensions traditionnelles entre ses différentes composantes ont aussitôt ressurgi. La balle avait été lancée dès le début de la pause estivale par le ministre des finances, Theo Waigel, qui est ausi président du Parti chrétien-social de Bavière, l'aile bavaroise du parti chétien-démocrate.

Dans un entretien publié lundi par l'hebdomadaire *Focus*, M. Waigel plaide quasi ouvertement pour un prochain remaniement ministériel afin de donner un nouvel élan à l'action gouvernementale. En début de semaine dernière, le ministre avait laissé entendre qu'il ne serait pas fâché de se voir confier un autre portefeuille que celui des finances, qu'il occupe depuis près de dix ans. La presse allemande en a aussitôt déduit que les Bavarois, qui vont avoir eux-mêmes des élections régionales difficiles en 1998, souhaitent profiter d'un remaniement pour renforcer leur position au détriment de la troisième composante de la coalition, le petit parti libéral. On attend de voir, dans les milieux politiques, si le chancelier Kohl, qui rencontrait dès lundi M. Waigel à Bonn, dispose encore d'une autorité suffisante pour faire prévaloir ses solutions.

En perte de vitesse depuis plusieurs années, les libéraux ont jusqu'ici su jouer de leur rôle charnière pour conserver leurs trois portefeuilles, dont celui convoité des affaires étrangères. Ils sont entrés ces dernières semaines en conflit avec le ministre des finances sur les concessions à faire à l'opposition pour faire adopter une réforme fiscale dont personne ne conteste la nécessité, mais dont les modalités font l'objet de profondes divergences. Les sociaux-démocrates, qui disposent de la majorité au Bundesrat, la deuxième chambre du Parlement, sont incontournables. Contrairement aux libéraux, qui refusent ce qu'ils estiment être une réforme bâclée, Theo Waigel milite pour prendre en compte leurs arguments lors de la prochaine réunion de conciliation entre les deux chambres du Parlement, en septembre.

Henri de Bresson

Le gouvernement des Serbes de Bosnie annonce la « rupture des relations » avec la présidente

Scission entre les télévisions de Pale et de Banja Luka

L'affrontement entre *« l'aile dure »* des Serbes de Bosnie, rassemblée à Pale autour de Radovan Karadzic, et la présidente de l'entité serbe, installée à Banja Luka, s'est aggravé, samedi 23 août, avec l'annonce, par le gouvernement des Serbes de Bosnie qu'il rompait ses relations avec Biljana Plavsic. Les employés de la télévision bosno-serbe de Banja Luka ont coupé tout lien avec les studios de Pale.

LE CONFLIT qui secoue depuis deux mois l'entité serbe de Bosnie a connu un nouvel épisode, samedi 23 août, avec l'annonce faite, à Pale par les proches de Radovan Karadzic, qu'ils rompaient *« toutes relations »* avec la présidente, Biljana Plavsic. *« Cela pourrait finir avec des Etats parallèles et c'est ce qui nous inquiète »* a estimé un haut responsable occidental.

Le gouvernement de l'entité serbe a annoncé qu'il cessait de *« coopérer »* avec Mme Plavsic car *« elle refuse de se plier à la décision de la Cour constitutionnelle »* qui a annulé la semaine dernière la dissolution du Parlement proclamée le 3 juillet par la présidente. Le gouvernement a par ailleurs sommé la présidente, qui a depuis plusieurs années ses bureaux à Banja Luka, principale ville de l'entité serbe, de *« réintégrer le siège des instances de la République à Pale »*. Les élus municipaux du Parti démocratique serbe (SDS, au pouvoir) à Banja Luka ont de leur côté exigé que Mme Plavsic *« quitte la ville »* si elle ne met pas fin à ses *« activités hostiles à la République »*.

La scission entre les studios de radio-télévision de Banja Luka et de Pale, longtemps attendue par les partisans de Biljana Plavsic, est d'autre part devenue effective dimanche, faisant monter d'un cran la lutte entre modérés et ultra-nationalistes. Les employés de la télévision bosno-serbe fidèles à la présidente ont annoncé qu'ils coupaient tout lien avec les studios dirigés par les *« durs »* de Pale, dès la retransmission des nouvelles de dimanche soir.

« Nous avons conclu un accord avec les techniciens pour brancher Banja Luka sur l'émetteur du mont Kozara. Nous retransmettrons ce soir notre propre programme », a déclaré Radomir Neskovic, directeur général adjoint de la radio-télévision bosno-serbe et chargé de fait des studios de Banja Luka. Les responsables de la télévision ont expliqué que chacune des villes aurait désormais un programme indépendant, l'un visible dans la région de Banja Luka, l'autre dans celle de Pale. En fin de semaine, les journalistes de la radio-télévision officielle de Banja Luka avaient décidé d'interrompre leurs activités en raison de la *« propagande primitive »* diffusée par certaines équipes basées à Pale. Des images montées de manière à comparer des chars de la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie (SFOR) à l'armée nazie ont notamment provoqué la colère de l'OTAN et des pays Occidentaux.

ACCLAMATIONS

Devant un rassemblement de 5 000 personnes, Biljana Plavsic a prononcé, dimanche, un discours depuis le balcon de la présidence, flanquée d'un soldat en uniforme et d'un immense drapeau serbe bleu, blanc, rouge. Elle s'est félicitée de cette marque d'indépendance des journalistes, estimant que cela allait dans le sens de la démocratie et jouait contre les ultra-nationalistes comme Radovan Karadzic et son numéro deux, Momcilo Krajisnik. Les ondes hertziennes étaient l'un des derniers bastions des ultra-nationalistes à Banja Luka.

« Est ce que M. Krajisnik pense que les Serbes sont fous ? », s'est interrogée Biljana Plavsic, fréquemment interrompue par les acclamations de la foule sur la grand-place de Banja Luka. *« Croit-il que 1,2 million de Serbes doivent écouter son primitivisme ? »*, a-t-elle ajouté, en évoquant la propagande des médias de Pale. Puis elle a fait allusion à la rencontre qu'elle doit avoir, lundi, avec les chefs de l'armée de terre, dont elle a la qualité de commandant suprême, en tant que présidente.

« Nous allons voir ce que les commandants d'unités et l'état-major général feront demain », a-t-elle lancé à la foule, rappelant qu'en vertu de la Constitution, c'était elle qui dirigeait les armées. *« Je demande à certains commandants et généraux inconscients de se demander ce que cela signifierait si M. Krajisnik était le commandant suprême. Krajisnik n'a pas le droit de se mêler des affaires de l'armée »*, a-t-elle assuré. – *(AFP, Reuter.)*

« L'air se raréfie pour Karadzic », estime Klaus Kinkel

Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a assuré, samedi 23 août dans un communiqué, que Radovan Karadzic et ses partisans *« n'échapperaient pas à leurs juges ni à leurs justes peines »*. *« L'heure approche inexorablement , et l'air se raréfie chaque jour davantage pour Karadzic et les autres criminels de guerre »*, a estimé M. Kinkel. Le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, a lui aussi assuré que *« Karadzic doit être jugé ; il est vital que le personnage le plus important qui ait été accusé ne passe pas à travers les mailles du filet »*. Dans un entretien accordé à *The Observer*, journal dominical britannique, le secrétaire du Foreign Office ajoute qu'il n'exclut pas *« d'accepter que le Tribunal pénal international pour les crimes de guerre soit transféré en Bosnie et y conduise plusieurs procès »*, et qu'il rejette catégoriquement la possibilité d'un exil en Russie de l'ancien président autoproclamé des Serbes de Bosnie. – *(AFP.)*

Des ministres à l'épreuve de la démocratie à la suédoise

STOCKHOLM
correspondance

« Rien n'est fait pour l'égalité entre les sexes ! Comment penses-tu agir concrètement, Ulrica, pour améliorer la situation ? » Séance de transparence à la suédoise, avec tutoiement de rigueur dans ce pays : Ulrica Messing, ministre déléguée au Travail chargée de l'égalité entre hommes et femmes, répond aux questions du public. La scène se déroule dans une pièce sombre du centre d'information du gouvernement, ouvert depuis mars sur l'une des rues piétonnes les plus fréquentées de Stockholm. Une centaine de curieux, en majorité des femmes, ont interrompu leur pause déjeuner pour voir et entendre la benjamine des ministres (elle a vingt-neuf ans). La télévision est là aussi.

Pendant une heure, une douzaine de personnes vont s'emparer du micro pour soumettre à un feu roulant de questions cette mince femme blonde, vêtue d'une longue robe d'été couleur tilleul. En général plus accessibles qu'en France, tous les ministres, y compris leur chef, le social-démocrate Göran Persson, passeront cette « épreuve » d'ici la fin de l'année. Sans filet. *« Cela fait partie des règles du jeu »*, explique le chef du centre d'information, Bertil Jobeus. Un exercice *« démocratique »* hors saison électorale, venant s'ajouter à une panoplie de mesures adoptées par les autorités pour permettre aux citoyens et à la presse de mettre leur nez dans les affaires publiques, grâce notamment à l'accès libre à de nombreux documents officiels.

Comment *« agir concrètement »*, donc, pour améliorer le sort des femmes en Suède ? La question posée par Ulla-Karin, une quadragénaire à queue de cheval, pourrait prêter à sourire, tant le royaume est en avance sur ce point par rapport à la majorité des pays occidentaux. Le Parlement de Stockholm ne compte-t-il pas 40 % de députées et le gouvernement 50 % de ministres femmes ? Certes, mais on ne badine pas avec ce sujet en Scandinavie. *« Nous disposons d'une bonne loi en la matière,* reconnaît Ulrica Messing, *mais on peut mieux faire »*, notamment dans le secteur privé, dans le domaine des salaires et de la prévention du harcèlement sexuel.

ÉMOTION ET FRUSTRATION

Si le ton reste courtois et réservé – la Suède n'est pas luthérienne pour rien – l'émotion ou la frustration affleurent parfois dans les propos. Ainsi cette chômeuse d'origine française, Marie, qui déplore le manque d'ouverture du marché du travail suédois vis-à-vis des étrangers. Attentive dans son fauteuil rouge, Ulrica acquiesce : *« Tu peux m'écrire, si tu as des propositions à faire pour améliorer la situation »*. Marie : *« Est-ce que je peux t'envoyer ça par e-mail ? »*. Ulrica : *« Bien sûr »*.

Annoncés par voie de presse et sur Internet, ces rendez-vous avec les électeurs ont leurs habitués. Tel ce retraité loquace qui, la semaine précédente déjà, disait au ministre de la culture tout le mal qu'il pensait du *« capitalisme international »*. Et il n'est pas rare non plus d'entendre quelqu'un s'épancher sur ses problèmes personnels : Staffan, par exemple, raconte que sa femme l'a quitté après dix ans de mariage et, se tournant vers la ministre, lui demande pourquoi il y a tant de divorces en Suède...

Benoît Peltier

La rigueur budgétaire en Roumanie menace un important contrat militaire américain

BUCAREST
correspondance

Alternant les opérations de charme et la menace de s'orienter *« avec regrets vers un marché plus disponible vers l'Europe de l'Est »*, le constructeur américain Bell Textron a envoyé à Bucarest son artillerie lourde pour tenter de sauver un contrat d'environ 9 milliards de francs. Il s'agit de l'achat, par l'armée roumaine, de 96 hélicoptères d'attaque Cobra-Dracula. En vertu d'un contrat signé en mai, ils devaient être fabriqués dans l'usine IAR de Brasov (centre du pays), dont Bell a récemment acheté 70 % des actions et qui fabriquait jusqu'alors des Puma sous licence française.

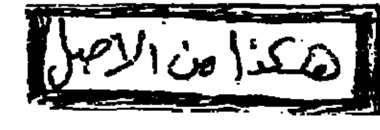
Depuis, l'affaire est dans l'impasse en raison de l'opposition du Fonds monétaire international (FMI) à un relèvement de la barre d'endettement de la Roumanie du montant nécessaire à l'acquisition de ces appareils. Le représentant du FMI, Poul Thomsen, avait été tranchant à ce sujet, début août à Bucarest, jugeant *« inadmissible de telles dépenses pour le domaine militaire »*, alors que la Roumanie est confrontée à une dure transition vers l'économie de marché. Mais Bell n'a pas déposé les armes pour autant. Quotidiennement, depuis le 17 août, le constructeur publie une page entière de publicité dans les principaux journaux roumains. *« En raison de sa position géostratégique, la Roumanie est l'un des pays les plus intéressants du monde. Voilà pourquoi la Roumanie est l'endroit parfait pour Bell »*, écrit la compagnie américaine.

Paradoxalement, les arguments des Américains sont les mêmes que ceux utilisés par Bucarest pendant sa campagne avortée d'adhésion à l'OTAN. Or, à l'époque, le président Bill Clinton n'avait pas été séduit par ce raisonnement et avait opposé son veto à la candidature roumaine lors du sommet de l'Alliance, en juillet à Madrid, lorsque l'OTAN s'est ouverte à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque.

Aujourd'hui, la presse nationale abonde en interviews offertes par le président de Bell, Webb Joiner, qui ne cesse de louer les avantages qu'apporterait ce contrat à l'industrie militaire roumaine. Accompagnés par des dirigeants d'importantes sociétés comme General Electric, Westinghouse et Merril Lynch, M. Joiner fait depuis plusieurs jours le tour des hauts responsables roumains, dont le premier ministre Victor Ciorbea, promettant pêle-mêle des emplois, la modernisation de l'armée et de la technologie militaire et la construction d'un aéroport international à Brasov.

La Roumanie est partagée entre l'obligation de respecter ses engagements pris devant le FMI et le désir de moderniser son armée. Ce dernier objectif est sérieusement compromis par la réduction de 10 % du budget militaire décidée début août. Favorable à l'achat des Cobra-Dracula, le premier ministre a indiqué avoir *« suggéré aux Américains de présenter leur propre programme de financement »* tout en annonçant que *« le projet était gelé au moins pour cette année »*. *« Plutôt que de charmer une Roumanie qui veut mais ne peut pas, les Américains* (de Bell) *feraient mieux de convaincre le FMI, qui peut mais ne veut pas »*, note une source proche du gouvernement.

Andrei Neacsu



ASIE CENTRALE, AN VI : LA FIN DES ILLUSIONS

VI. - Alma-Ata, capitale en sursis d'un Kazakhstan qui s'émancipe en douceur

Après Douchanbé, capitale du Tadjikistan (*Le Monde* du 19 août), Och, dans le Kirghizstan (*Le Monde* du 20 août), Namangan, Boukhara et Tachkent, en Ouzbékistan (*Le Monde* des 21, 22 et 23 août), *nous poursuivons aujourd'hui avec* Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, la publication de la série de reportages réalisés par nos *envoyés spéciaux dans sept villes d'Asie centrale ex-soviétique.*

ALMA ATA (Kazakhstan)
de notre envoyé spécial

A première vue, ce pays de 2,7 millions de kilomètres carrés, vaste comme cinq fois la France mais trois fois moins peuplé avec ses 17 millions d'habitants, n'existe pas. Ou si peu. Aux frontières, *parfois qualifiées d'« artificielles »*, les douaniers kazakhs sont souvent des Russes. Alma Ata, la capitale du Kazakhstan indépendant, le géant asiatique de l'ex-URSS, gorgé de pétrole, de gaz et de minéraux rares, mais enclavé, ne se distingue en rien d'une ville russo-soviétique fraîchement convertie au capitalisme.

REPORTAGE

Sous la poussée du nationalisme, la république a perdu un « h »

Ici, il faut beaucoup d'imagination pour se retrouver dans une des *oasis de l'immémoriale Route* de la soie, dans une république dite *« musulmane »* et indépendante d'Asie centrale. Il faut beaucoup d'imagination aussi pour deviner la vie passée des steppes kazakhes, aujourd'hui parsemées de villes où vivent des colons russes et des Kazakhs sédentarisés. Pour les voir parcourues par des hordes nomades turcophones *et armées*, poussant *sur* des chevaux robustes et sobres les troupeaux de moutons, plantant la yourte, la tente cylindrique à toit conique, au gré de la transhumance. Il faut beaucoup de rêveries pour penser que ce territoire, *« au milieu de tout et loin de tout »*, asservi, défiguré, pollué par l'industrialisation, les essais soviétiques d'armes chimiques, *bactériologiques ou nucléaires*, les tirs de fusées du cosmodrome de Baïkonour, fut le cœur des empires des steppes, le domaine sans limite des « hommes libres », la signification turque du mot « kazakh ».

FANTASME

Construite en lourds immeubles de béton aux formes *géométriques du constructivisme* des années 30 alignés selon un plan *quadrillé*, ponctuée de monuments et de palais élevés pour le 100e anniversaire de la naissance de Lénine, Alma Ata a la pauvre allure d'une ville de province soviétique sans charme ni intérêt. Même si le kazakh est la *langue officielle, les panneaux in*dicateurs, les publicités, sont en russe.

Au premier coup d'œil, le danger du fondamentalisme musulman, tant redouté en Occident et en Russie, apparaît ici comme un fantasme. Comme en Russie, les rues sont envahies de kiosques pleins à craquer d'alcools *forts :* vodkas russes, whisky, cognac.... Très loin d'être cloîtrées ou de porter le voile, les jeunes filles kazakhes profitent des premiers jours de l'été pour laisser transparaître leurs avantages. En minijupes et décolletés suggestifs, elles sillonnent le centre-ville en *suçant des glaces, discutant en* langue russe, et non en kazakh, qu'elles ignorent le plus souvent.

Aux terrasses des avenues, des groupes de Kazakhs, vêtus à l'européenne, femmes et hommes mélangés, n'hésitent pas à vider une bouteille de vodka, rapidement, à la mode russe, dès les premières heures de l'après-midi, en grignotant un chachlik. Bref, si les Kazakhs n'avaient pas le teint mat et les yeux parfois un peu bridés, rien ne permettrait de penser que l'on a quitté la Russie. Sur*tout pas les salaires et les retraites* impayés, les coupures d'eau ou d'électricité *qui* affectent le pays autant que les provinces les plus défavorisées de la Russie.

Pourtant, à y regarder de plus près, un certain nombre de détails indiquent que le Kazakhstan russifié s'éloigne peu à peu et sans bruit de l'orbite de Moscou. Concentrés dans le nord du pays avec l'industrie, les Russes, qui représentent toujours près de la moitié de la population, se font rares dans les rues d'Alma Ata, où ils étaient, il y a peu encore, majoritaires. De façon imperceptible, des inscriptions en kazakh – certes en alphabet cyrillique et que peu de monde peut lire – ont *été ajoutées dans* les bus, à l'aéroport, et parfois par des privés, pour signaler un magasin.

Dernière république à s'être déclarée indépendante, à avoir constitué une armée – encore principalement encadrée par des Russes –, à avoir frappé sa monnaie, le Kazakhstan semble être le meilleur allié *de la Russie, le* bon élève de la Communauté des Etats indépendants (CEI) *qui* a succédé à l'URSS. Mais cette modération a une explication simple : le Kazakhstan aux fragiles frontières est aussi la seule république de l'ex-URSS où la population autochtone n'est pas (encore) majoritaire.

Ecartelée entre la Russie et l'Asie, *cette terre de colonisation* russe et de déportation – des Tchétchènes, des Allemands, des Coréens – vit toujours dans la hantise d'une division, qui verrait le Nord se rattacher à la Russie, comme l'avait proposé en 1991 Alexandre Soljenytsine.

La modération du régime kazakh envers les Russes est *donc* toute tactique. *« En fait, ils sont l'ennemi numéro un mais il ne faut pas le dire »*, confie un intellectuel kazakh. *« Les Kazakhs font semblant de nous aimer mais ils nous détestent et nous prennent peu à peu tous les postes »*, confirme un homme d'affaires russe né à Alma Ata.

DÉCLARATIONS FRACASSANTES

C'est d'ailleurs dans cette ville d'apparence tranquille que les premiers troubles nationalistes sanglants (une vingtaine de *morts) qu'ait connus l'Union* soviétique éclatèrent, en 1986, lorsque Moscou nomma un Russe comme premier secrétaire du PC de la république, pour remplacer un Kazakh. Et chacun sait ici que la sédentarisation des Kazakhs *par le tsar russe fut forcée et sui*vie par une collectivisation soviétique où périrent près de deux millions de personnes.

Même si le président autoritaire et népotique, Noursoultan Nazarbaïev, fait souvent mine d'emboîter le pas à Moscou, il est aussi l'auteur de déclarations fracassantes. *Répliquant à l'ex-ministre* russe des affaires étrangères Andreï Kozyrev, le président kazakh avait ainsi déclaré, en 1993, que lorsque que *« quelqu'un parle de protéger des Russes, pas en Russie mais au Kazakhstan, cela me rappelle Hitler qui a commencé en voulant protéger les Allemands des Sudètes »*.

LA « TOMBE BLANCHE »

Coincé entre deux puissances nucléaires mondiales, la Russie et la Chine, champion du juste milieu, combattant tous *« les extrémistes de la république qui peuvent créer une situation au regard de laquelle les événements de Yougoslavie paraîtront insignifiants »*, M. Nazarbaïev a l'art d'apparaître aux yeux des Russes comme le garant de leurs intérêts tout en menant la politique la plus nationaliste possible.

Ainsi, la « kazakhisation » de l'administration, mais aussi de l'économie, de la culture, etc., va bon train. Même l'islam, constitu*tif d'une identité nationale – per*due car essentiellement de tradition orale –, est encouragé du moment qu'il reste sous contrôle de l'Etat. La seule mosquée que comptait Alma Ata du temps soviétique a été restaurée et une dizaine d'autres ont été construites. Pour l'ensemble de la république, leur nombre est passé, *dans* le même temps, de soixante-trois à plus de quatre mille.

A se renseigner plus avant, on s'aperçoit aussi que l'on ne se trouve pas au Kazakhstan, selon la prononciation russe, mais au Kazakstan (sans « h »), selon la terminologie kazakhe officielle. Et que la capitale ne s'appelle plus Alma Ata, comme les Russes et les *étrangers le disent toujours. Elle a* été officiellement « kazakizée » en Almaty. D'ailleurs, Almaty, excentrée à l'extrême sud-est du pays, près de la frontière chinoise, n'est plus, ou bientôt plus, la capitale. L'ex-chef du Parti communiste local, devenu président, a décidé de transférer la capitale au centre du pays balayé par les vents, à Akmola (la « Tombe *blanche », en kazakh*), ville *entou*rée de débris de goulag et qui sera tout simplement rebaptisée « Kazakstan ».

Officiellement le président veut ainsi préserver la paix ethnique, en rééquilibrant le pays, mais il voudrait aussi fuir les tremblements de terre, voire une invasion de rats, ou la puissance de la Chine voisine, réduire et épurer *son administration où*, en l'absence d'opposition réelle, se trament les vrais complots sur fond de lutte clanique.

QUESTION BRÛLANTE

Même si les fonctionnaires kazakhs – et les diplomates étrangers – traînent les pieds, craignant l'isolement et les températures extrêmes d'Akmola (– 40 en hiver, + 40 *en été*), *même si l'Etat* n'a pas d'argent pour le transfert, le président ne peut renoncer sans perdre la face. Andreï, un Russe du Kazakhstan, qui a soigneusement examiné cette question brûlante, estime qu'*« il n'y a aucune explication logique à ce changement. Sauf une : c'est une réminiscence de la tradition nomade. Avec les difficultés économiques et politiques, Nazarbaïev se sent mal à Alma Ata. Alors, il veut changer de pâturage »*. Sous l'épais vernis de la russification et de la soviétisation resurgit peu à peu la mémoire tribale.

Jean-Baptiste Naudet

PROCHAIN ARTICLE
Achkhabad,
capitale du Turkménistan

Le soldat israélien auteur d'une fusillade à Hébron jugé non responsable de ses actes

JÉRUSALEM. Un soldat israélien qui avait blessé par balles sept Palestiniens à Hébron, en Cisjordanie, en janvier, a été interné, dimanche 24 août, pour une durée indéterminée dans un asile psychiatrique. Mettant fin à toute action juridique, un tribunal militaire a estimé que Noam *Friedman n'était pas responsable de ses actes au moment des faits.* Il avait d'abord été reconnu *« malade mental »* par une commission de trois psychiatres.

L'armée avait néanmoins décidé de le poursuivre en justice, après qu'il fut avéré qu'il sortait régulièrement de l'hôpital pour étudier dans une institution religieuse et passait ses fins de semaine à la maison *(Le Monde* daté 24-25 août). – *(AFP.)*

La crise s'envenime entre le Burundi et la Tanzanie

BUJUMBURA. Le Burundi a démenti, dimanche 24 août, les accusations de la Tanzanie, qui affirmait que l'armée burundaise projetait une attaque des camps de réfugiés hutus burundais en Tanzanie. Le Burundi a dénoncé l'appui que la Tanzanie offrirait aux réfugiés hutus, qui se serviraient de leurs camps comme bases pour attaquer le Burundi. La Tanzanie, qui a placé son armée en état d'alerte, a expliqué que l'armée burundaise, dominée par les Tutsis, a mobilisé une brigade près de la frontière, prête à envahir les camps.

La crise entre les deux pays s'envenime. Arguant de l'hostilité de la Tanzanie à son égard, le Burundi a annoncé qu'il ne participerait pas aux négociations qui devaient débuter lundi dans la ville tanzanienne d'Arusha, sous la conduite de l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, pour trouver une issue pacifique au coup d'Etat du major Pierre Buyoya au Burundi en juillet 1996. *« Je pense que nous assistons à l'effondrement de l'initiative de Nyerere »*, a déclaré un médiateur sud-africain, Jan van Eck. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

■ **CONGO-KINSHASA : une mission d'enquête de l'ONU** sur les massacres de *réfugiés dans l'Est de l'ex-Zaïre est arrivée, dimanche 24 août*, à Kinshasa. Les autorités avaient auparavant interdit l'accès du pays à une équipe menée par le rapporteur pour les droits de l'homme, Roberto Garreton. – *(AFP.)*

ASIE

CAMBODGE : les troupes du premier ministre cambodgien Hun Sen ont lancé, lundi 25 août, une nouvelle attaque contre les forces royalistes du co-premier ministre évincé, Norodom Ranariddh, encore retranchées à O'Smach, leur dernier bastion du Nord-Ouest. Les forces de Hun Sen avaient progressé, dimanche, jusqu'aux portes de ce village où une *soixantaine de soldats royalistes, acculés à la frontière* avec la Thaïlande, résistaient encore. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE : la justice allemande** a rouvert des dossiers fermés pendant des décennies pour raison diplomatique sur une implication présumée des services secrets français à une vague d'attentats meurtriers commis en Allemagne durant la guerre d'Algérie, révèle *Der Spiegel*. C'est la publication l'an dernier par l'ancien responsable français des renseignements, Constantin Melnik, de son livre *La mort était leur mission* qui a conduit les parquets de Bonn, Hambourg et Francfort à exhumer les dossiers. *Même si les procédures sont dirigées contre X, les enquêteurs* savent où rechercher les auteurs, avance le journal : au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) aux dires mêmes de Constantin Melnik. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : le ministre des infrastructures nationales**, Ariel Sharon, a décidé de transférer le site d'un projet de barrage sur la rivière Yarmouk, initialement prévu dans une zone située en territoire israélien, pour le *construire dans une région démilitarisée, dont la Syrie exige la restitution.* Révélée par le quotidien *Haaretz*, cette information a été confirmée, dimanche 24 août, par un porte-parole du ministère. – *(AFP.)*

JMJ Lors d'un échange avec le pape, le premier ministre, Lionel Jospin, a plaidé, dimanche 24 août, en faveur d'une *« conception française de la laïcité, respectueuse de la liberté religieuse, expression de la liberté de conscience »*. ● LA MESSE CÉLÉBRÉE par le pape à l'hippodrome de Longchamp, lors de la clôture des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), a réuni



environ un million de fidèles. ● JEAN PAUL II a déclaré que lors des massacres de protestants de la Saint Barthélemy, le 24 août 1572, des chrétiens avaient accompli « des actes que *l'Evangile réprouve* ». ● DANS SON HOMÉLIE, le pape a déclaré aux fidèles : *« Vous êtes les témoins de la vocation universelle du peuple de Dieu. »* (Lire notre éditorial page 14.)

Lionel Jospin plaide en faveur d'une conception ouverte de la laïcité

Après la messe de Longchamp, qui a réuni plus d'un million de fidèles et qui clôturait les Journées mondiales de la jeunesse, Jean Paul II a quitté la France. Lors d'un échange avec le pape, le premier ministre a salué « l'un des grands témoins de notre temps »

LES JOURNÉES mondiales de la jeunesse (JMJ) se sont closes, dimanche 24 août, à l'hippodrome de Longchamp, qui a été le théâtre de la plus grande manifestation non politique depuis l'après-guerre. Selon la préfecture de police, 750 000 jeunes ont participé, samedi, à la veillée baptismale présidée par le pape Jean Paul II. Le lendemain matin, lors de la messe ouverte à tous les fidèles sans distinction d'âge, 150 000 personnes se sont jointes aux jeunes qui avaient passé la nuit sur la pelouse de Longchamp. 200 000 autres personnes avaient pris place dans le bois de Boulogne contigu à l'hippodrome, sans accès direct, même visuel, à la cérémonie.

A l'issue de la messe du dimanche matin, le pape a confirmé son intention de proclamer Thérèse de Lisieux *« docteur de l'Eglise »*, le 19 octobre prochain, jour de la fête catholique des missions (*Le Monde* daté 24-25 août). Il a annoncé que les treizièmes et prochaines Journées mondiales de la jeunesse auraient lieu à Rome, à la veille des manifestations catholiques du Jubilé de l'an 2000. Les autorités catholiques ont ensuite exprimé devant la presse leur satisfaction devant l'ampleur et la réussite d'un événement qu'ils n'avaient pas soupçonnées. Président de la conférence des évêques, Mgr Louis-Marie Billé en attribue le mérite au pape, mais aussi à la nécessité ressentie par tout le pays de *« reconsidérer notre vision de la jeunesse d'aujourd'hui, de ses vrais besoins, de ses attentes profondes et de la quête qui peut l'habiter »*.

L'autre événement de cette fin de visite du pape en France aura été sa rencontre à Orly, dimanche soir, avec Lionel Jospin, qu'il voyait pour la première fois. La tradition veut en effet que le pape soit reconduit par le premier ministre. Celui-ci a souligné les vertus de la *« conception française de la laïcité, respectueuse de la liberté religieuse »*. Ce faisant, M. Jospin n'entendait pas marquer une distance par rapport aux imposantes démonstrations catholiques de la semaine, qui ont suscité des réactions anticléricales d'ampleur limitée.

« MESSAGE FORT »

Le premier ministre a fait cette déclaration sur la laïcité dans le contexte d'un hommage à Frédéric Ozanam, béatifié cette semaine par le pape à Notre-Dame de Paris, et, à travers lui, aux catholiques sociaux du dix-neuvième siècle. *« Agrégé et docteur de l'université française, professeur à la Sorbonne, journaliste, le créateur de la société de Saint-Vincent-de-Paul a contribué efficacement à la réconciliation de l'Eglise et de la République*, a déclaré M. Jospin. *Il a ainsi favorisé l'émergence d'une conception française de la laïcité, respectueuse de la liberté religieuse, expression de la liberté de conscience. »*

Le premier ministre s'est également réjoui du succès de la visite du pape à Paris et a ajouté que l'image de la France avait bénéficié de l'organisation à Paris des Journées mondiales de la jeunesse catholique. *« Venus pour témoigner de leur foi, les jeunes que vous avez réunis ont pu découvrir ou mieux connaître notre pays*, a t-il souligné. *La France a été heureuse de les recevoir, fidèle à la tradition d'accueil qui l'a conduite à travers les siècles à s'enrichir au contact des autres. »*

Il a pris acte également du *« message fort »* adressé par Jean Paul II à la jeunesse du monde : *« Vous lui avez proposé des idéaux, des raisons d'espérer, des valeurs pour s'engager, inspirés par la foi »*. Comme l'avait fait jeudi 21 août Jacques Chirac en accueillant le pape, il a indiqué que le gouvernement partageait la préoccupation du pape pour l'avenir d'une jeunesse *« inquiète »*, s'associant à ses vœux pour qu'*« elle puisse trouver dans l'engagement au service de la paix, de la fraternité et du partage, un sens à la vie »*.

Les *« autorités politiques »* sont interpellées, a-t-il noté. *« Il leur appartient de tout mettre en œuvre pour que la jeunesse accède aux responsabilités sociales, notamment par le travail, après avoir été préparée à les assumer, par une formation transmettant des savoirs, mais aussi des valeurs. »*

Ce thème a souvent été repris par les autorités catholiques au cours du week-end, en particulier par le cardinal Lustiger, pour qui les attentes exprimées par les jeunes n'étaient pas seulement *« l'affaire de l'Eglise »* et concernaient *« l'ensemble de la société, son système éducatif, ses hommes politiques, ses intellectuels, etc. »*. Une manière d'exprimer l'espoir qu'un tel d'un débat soit repris à tous les niveaux de la société.

Dans sa réponse à Lionel Jospin, marquant à son tour une volonté de réconciliation entre la tradition laïque et la tradition catholique de la France, le pape a déclaré que les catholiques français étaient attachés au *« dialogue »*. *« Ils sont convaincus*, a t-il ajouté, *qu'au sein d'une nation qui a une tradition de fraternité et de liberté, l'expression de convictions religieuses différentes doit permettre de développer les richesses culturelles et le sens moral et spirituel de tout un peuple. Elle doit aussi contribuer à la qualité de la vie publique, en particulier par l'attention aux plus faibles de la société »*.

H. T.

Un « trou » financier d'environ 60 millions de francs

Les finances de l'Eglise de France risquent de sortir affaiblies de des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ). A la date du vendredi 14 août, il manquait 60 millions de francs pour boucler le budget prévu de 250 millions. Si les inscriptions et les ventes de produits dérivés à Longchamp devaient limiter ce déficit, celui-ci s'annonçait encore, lundi matin 25 août, conséquent.

Ce budget devait être bouclé pour un cinquième par des dons, des souscriptions et des ventes de produits dérivés. Quatre cinquièmes étaient à la charge des jeunes participants, la nourriture, le transport, l'hébergement revenant à 135 francs par jour et par personne. Le budget avait pris en compte l'attribution de 60 000 places gratuites, offertes au titre de la solidarité à de jeunes d'Afrique ou des pays de l'Est. Manifestement, des jeunes d'autres pays n'ont pas payé la totalité de la somme sur laquelle ils s'étaient engagés lors de leur inscription.

Deux manifestations laïques

Le collectif Brisons la chaîne a rassemblé, samedi 23 août, une petite centaine de personnes, place de Clichy, à Paris. Militants associatifs, anarchistes, jeunes écologistes protestaient contre l'encerclement de Paris par les jeunes pèlerins catholiques.

Organisé avec la Fédération humaniste européenne, l'Union des athées et le Centre d'action européenne démocratique et laïque, le meeting international de la libre-pensée, à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a rassemblé près de deux mille personnes. Les orateurs ont notamment dénoncé l'utilisation des fonds publics pour l'organisation des *« Journées mondiales de la jeunesse catholique »*, au mépris de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905.

L'émergence d'un catholicisme décomplexé et réconcilié

UN MAI 68 à l'envers ? Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du pape, n'était pas loin de le penser en demandant après ce rassemblement d'un million de jeunes catholiques à Longchamp : mais qui donc est le *« père »* de ces enfants ? De même qu'on a parlé de génération Mitterrand, on pourra parler demain d'une génération de Longchamp pour exprimer une utopie de fraternité universelle – une sorte de *peace and love* chrétien – et une réaction contre la défaillance, depuis trente ans, des systèmes de transmission éducatif, religieux, familial, intellectuel ou médiatique.

ANALYSE

Plutôt qu'un code moral, Jean Paul II a fixé à la jeunesse du monde quelques grande tâches

A Paris et à Longchamp, les jeunes ont témoigné de leur solitude dans un monde de plus en plus dur, dans une société désenchantée, en rupture avec les modes de croyance ou de pensée qui avaient été ceux de leurs aînés. De cette solitude, ils ont dénoncé le prix payé en termes de ruptures affectives, de suicides, de consommation de drogue, d'abus sexuels ou de violences. Mais Longchamp n'est pas une nouvelle génération « morale ». Elle ne se veut pas polémique ou nostalgique, mais inventive, positive et ouverte, à l'image de cette « Chaine de la fraternité » qu'ils avaient imaginée samedi tout autour de Paris.

Face à ce qu'ils qualifient de *« désertion »* des parents, ces jeunes sans héritage se rattachent à des modèles grands-parentaux – les sociologues l'ont observé depuis longtemps –, dont ce vieux pape de soixante-dix-sept ans, fort de sa destinée exceptionnelle, est l'un des plus universels. Son talent vient précisément de sa capacité à exprimer des attentes, à fédérer des sensibilités et des courants, à proposer des convictions intérieures dont personne n'est très sûr, pourtant, de l'usage qui en est fait par les jeunes.

Le succès de Longchamp est venu de la taille des foules rassemblées, du magnétisme inentamé de ce pape, malgré l'âge et la maladie, mais aussi d'un discours plus tolérant. La perspective millénariste, qui a inspiré tant d'imprécations d'hier contre la société moderne, a disparu. La description apocalyptique d'un monde dont il dénonçait si fortement les déviations et les errements – pour mieux faire ressortir la mission d'enseignement de l'Eglise – a été fortement élaguée. A Longchamp, contrairement aux précédents de Compostelle, de Czestochowa, de Denver ou de Manille, on n'a pas entendu condamner la pilule, l'IVG, les relations pré-conjugales ou le préservatif.

C'est sur un autre registre que le pape s'est délibérément placé. Plutôt qu'un code moral qu'il ne voulait pas répéter, il a fixé à la jeunesse du monde quelques grande tâches, comme l'engagement social (à l'exemple d'un Frédéric Ozanam), le courage, la patience, la ténacité (à l'imitation d'une Thérèse de Lisieux, promue docteur de l'Eglise). Plus que des recette de vie pour jeunes en difficulté, c'est un discours existentiel de fidélité chrétienne, à destination d'une société sécularisée, qu'il a proposé. Il reste à en préciser les outils.

INTENSITÉ FESTIVE

L'enjeu de ces Journées mondiales était aussi interne à l'Eglise. Les démonstrations de Manille en 1995 (3 millions de jeunes) et de Czestochowa en 1991 (1 million) étaient l'effet de l'écrasante majorité catholique des Philippines et de Pologne. Le résultat était plus risqué à Paris et, s'il n'y avait eu l'insistance du pape pour que ce soit le tour de la France, l'épiscopat local ne s'y serait pas engagé. Or, avec cent soixante pays représentés, les JMJ de Paris ont battu tous les records de participation internationale. Comment expliquer un tel succès ?

Après l'âge d'or des mouvements de jeunesse qui, comme en France, ont préparé le concile Vatican II (1962-1965) et confirmé l'insertion de l'Eglise dans la société, ont surgi, au tournant des années 70, de nouvelles formes d'un catholicisme plus attestataire de son identité et de sa différence, que depuis vingt ans Jean Paul II n'a cessé de privilégier. Des communautés nouvelles sont nées, court-circuitant les structures traditionnelles (diocèses, mouvements), dérangeant des habitudes, choquant une génération de chrétiens conciliaires peu habitués à cette foi démonstrative, superficielle, peu élaborée.

Une troisième inflexion est en cours aujourd'hui. Elle était en germe en France depuis les rassemblements d'il y a un an à Sainte-Anne d'Auray, à Tours et à Reims. C'est l'émergence d'un catholicisme décomplexé et réconcilié. Des communautés charismatiques au plus modeste réseau militant, toutes les composantes de l'Eglise de France ont collaboré aux JMJ. Les principales trouvailles ont été le « coup de chauffe » dans les diocèses (qui a incité les jeunes Français, d'abord timides, à rejoindre massivement les étrangers à Paris), l'attraction d'un label de « qualité » française (qui a joué dans l'esthétique de Longchamp), les relais médiatiques et la multiplication des initiatives culturelles, artistiques, spirituelles dans le cadre du Festival de la jeunesse.

Comment éviter que le soufflé, demain, ne retombe ? Personne ne croit sérieusement que ces jeunes vont prendre le chemin de paroisses et de structures d'Eglise dans lesquelles ils ne sont jamais entrés. Avec leur intensité festive et médiatique, leurs liturgies chaleureuses, les réponses simples données à des attentes fortes et le culte d'une personnalité aussi charismatique, les célébrations du Champ-de-Mars et de Longchamp ont manifesté le risque d'un développement rapide d'une sorte d'« évangélisme » catholique.

MENACE

Déjà les spécialistes font de l'évangélisme protestant ou catholique (ou « pentecôtisme ») la religion du XXI[e] siècle dans les grands centres urbain d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, c'est-à-dire dans ce tiers-monde où l'Eglise comptera, au début des années 2000, près des trois quarts de ses fidèles.

Les Journées mondiales de Paris n'ont pas ignoré ce danger en proposant aux jeunes des « catéchèses » (enseignements religieux) qui ont obtenu du succès. Mais, si des actions de plus longue durée ne sont pas demain menées dans la recherche théologique, dans la formation et la structuration intellectuelle de la foi, dans la communication avec la société, la menace d'un glissement catholique vers un « évangélisme » qui concurrence depuis longtemps déjà les Eglises historiques du protestantisme ne sera pas de pure forme.

Henri Tincq

Trois millions de téléspectateurs en moyenne sur France Télévision

LES JOURNÉES mondiales de la jeunesse auront permis aux chaînes du service public de marquer des points dans leur bataille d'audience contre TF 1, en faisant au moins autant – ou mieux – que leurs scores habituels. France 2 et France 3 ont réuni, en moyenne, 3 millions de téléspectateurs lors des vingt heures de direct depuis jeudi 21 août. Par deux fois, les chaînes du service public ont dépassé la toute puissante TF 1. Jeudi 21 août, l'arrivée de Jean Paul II à Orly a été suivie par 2 millions de téléspectateurs (31,7 % de part de marché, PDM), alors que « Le Club Dorothée » (TF 1) obtenait 29,3 %, selon Médiamétrie. La messe à Longchamp, dimanche 24 août sur France 2, a atteint le score inégalé de 45 % de PDM (2,5 millions de téléspectateurs). Le rituel « Jour du Seigneur » (France 2) dépasse rarement 17 %.

Seul bémol, la *« veillée avec le pape »*, retransmise samedi 23 août, de 19 h 30 à 20 h 30 sur France 3, puis de 20 h 30 à 23 heures sur France 2 : elle n'a réuni que trois fois plus de téléspectateurs que de jeunes présents sur l'hippodrome de Longchamp puisque trois millions de Français à peine y assistaient *via* leur petit écran. Ce score est légèrement inférieur à celui réalisé d'habitude par le divertissement « Fort Boyard ». TF 1, elle, caracolait toujours en tête avec le journal de 20 heures présenté par Claire Chazal (40,2 %) et « Salut les chouchous » (32,3 %). La venue en France du pape a permis à France Télévision d'améliorer son audience mais les publicitaires ne *« se sont pas bousculés »* pour acheter de l'espace dans les écrans, selon la régie de France Télévision.

Fl. A.

TROIS QUESTIONS À UN JEUNE LIBRE PENSEUR

Nathalie Marchand, vingt-neuf ans, secrétaire à Paris, est membre de l'association la Libre Pensée.

■ Quel est votre sentiment devant les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) ?

– Née dans une famille de libres penseurs, je n'ai pas été baptisée. N'étant pas catholique, je ne suis pas directement concernée. Les jeunes catholiques manifestent leur liberté de conscience. Celle-ci est garantie à tout citoyen par la laïcité républicaine. Mais la loi de 1905 séparant les Eglises de l'Etat prohibe les subventions aux cultes. Dans ce cas, il y a financement indirect, et illégal, de la part de collectivités locales et d'institutions publiques.

Même si cet idéal n'est pas le mien, je comprends ce qui anime les jeunes catholiques aujourd'hui. Mais nos problèmes communs sont bien matériels dans un monde où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. C'est cela la réalité et ce ne sont pas des prières qui la changeront.

■ Que retirent les jeunes libres penseurs des gestes et déclarations du pape ?

– J'ai pris la peine de lire deux encycliques : *Humanæ Vitæ* (1968) et *Evangelium Vitæ* (1995). Dans la première, le pape Paul VI demandait clairement aux législateurs d'interdire la contraception, la stérilisation et l'avortement. Dans la deuxième, Jean Paul II va plus loin et incite à ne pas respecter la loi civile.

La hiérarchie ne se borne pas à proposer des valeurs aux catholiques. Elle tente de les faire passer dans les lois de tous les pays et donc de les imposer à l'ensemble de la société.

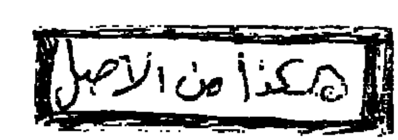
Je refuse catégoriquement qu'un clergé régente ma vie privée. C'est du cléricalisme. Et c'est pour cela que je suis anticléricale. Je ne fais pas de phobie anticatholique. Il y a dans le catholicisme une culture pleine d'intérêt et une fraternité qui mérite la sympathie. Mais il y a aussi ce cléricalisme inadmissible qu'on retrouve d'ailleurs dans toutes les religions monothéistes.

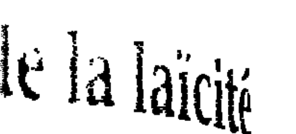
■ Quel message auriez-vous voulu transmettre aux jeunes rassemblés aux JMJ ?

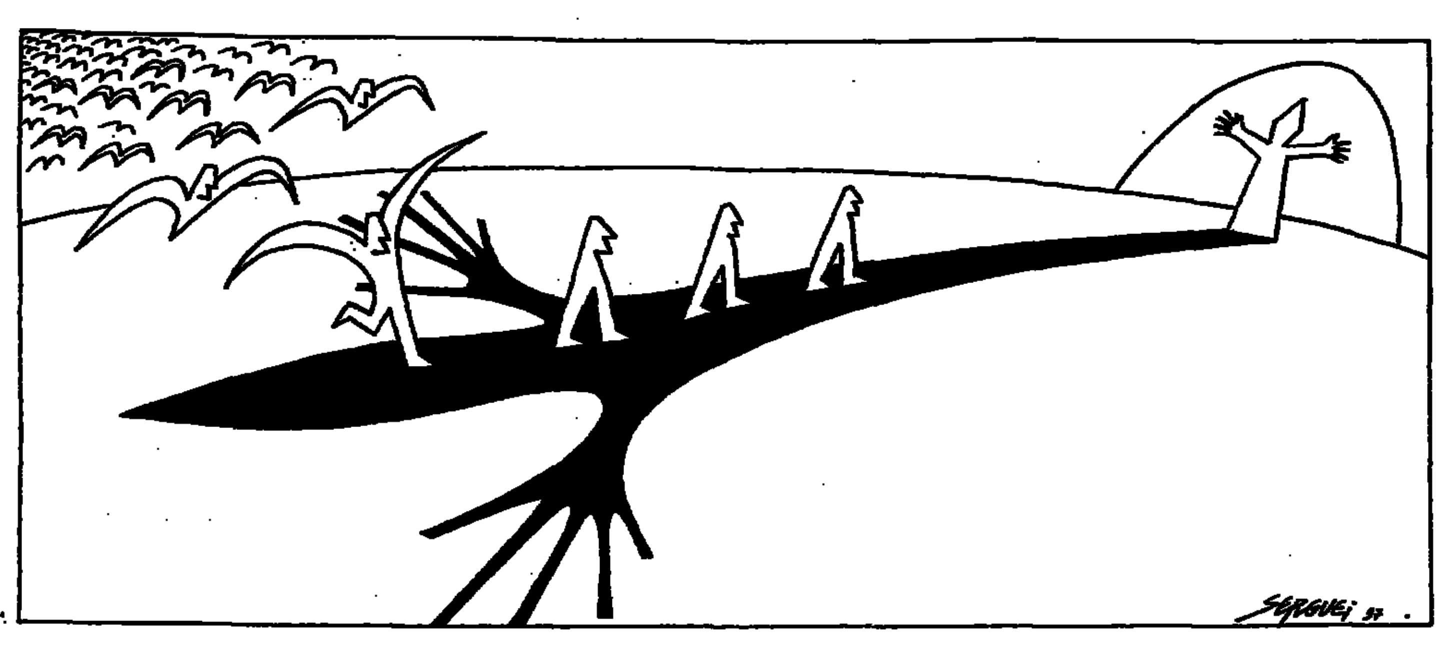
– Ce ne serait pas un message proprement dit. Plutôt une invitation à découvrir la vraie libre pensée. Celle-ci, comme d'ailleurs le catholicisme, est souvent caricaturée. Le célèbre mathématicien libre penseur anglais, Bertrand Russel, a écrit un livre intitulé *Le Mariage et la morale*, qui vient d'être réédité en collection de poche.

La morale résulte de rapports entre les êtres humains, non d'un code imposé. Dans le même volume, Russel explique pourquoi il n'est pas chrétien.

A chacun, donc, de se faire une opinion.







A Longchamp, une foule sereine et joyeuse malgré l'inconfort et l'épuisement

DE MÉMOIRE d'hippodrome, on n'avait jamais réussi à rassembler sept cent cinquante mille participants en un même lieu plusieurs heures à l'avance, à les faire dormir sur place ou dans les bois des alentours, et à leur ajouter dès le lendemain matin quelques deux cent mille nouveaux venus, histoire d'atteindre le million symbolique. John Lennon, qui avait un jour déclaré que les Beatles étaient plus célèbres que le Christ, peut se retourner dans sa tombe. Un vieux monsieur perclus et courageux l'a emporté sur les rock stars qui ont organisé des concerts géants en France, que ce soit à Vincennes, Auteuil ou Longchamp.

L'Eglise catholique, qui est par tradition une organisatrice de fêtes religieuses exploitant tous les ressorts du *spectacle, s'était* surpassée. A la tête de l'orchestre des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) et de la chorale Sainte-Cécile, l'ex-*« maestro »* de la Bastille, le Coréen Myung Whun Chung, a attaqué vers 19 heures, expliquant entre chaque morceau, le sens de ses choix et les raisons de la foi qui l'anime. On a entendu successivement l'*Alleluia*, de Haendel, l'*Exultate Jubilate*, de Mozart, l'*Alleluia*, d'Olivier Messiaen, *« un homme*, a dit Chung, *qui a eu la chance de ne jamais avoir connu le doute sur sa foi dans sa vie »*. Puis, Andrea Bocelli a chanté l'*Ave Maria*, de Schubert, et son fameux tube, *Con te partiro*. Myung Whun Chung a repris le célèbre choeur du *Nabucco*, de Verdi, que le Front national essaie de récupérer à son profit depuis des années à chacune de ses fêtes. Enfin, Dee Dee Bridgewater a gospelisé *I Believe*, et le *Stabat Mater* de Verdi a clos le tout.

Les milliers de jeunes qui convergeaient, drapeaux au vent, vers la pelouse de l'hippodrome de Longchamps depuis midi, formaient une masse compacte de plus de 1,5 kilomètre de long sur une surface en forme de haricot, parsemée de petites tentes de secours, de cabines de toilettes, d'écrans, de haut-parleurs, et de projecteurs. A 20 heures, la papamobile entra dans la foule à travers des allées ménagées. Vu d'en haut, le petit cube de plexiglas où se tenaient le pape, les cardinaux Lustiger, archevêqque de Paris, et Sodano, secrétaire d'Etat, semblait bien fragile face à cette énorme marée humaine, un peu comme le module Pathfinder en train de s'attaquer à de gros cailloux sur la planète Mars. Pourtant, Jean Paul II fit un grand tour dans la foule, fenêtre ouverte, avant de regagner le podium.

Là, de part et d'autre de l'autel *dominé par une croix taillée en* creux dans le mur masquant l'ascenseur destiné au pape, les deux courbes descendantes du podium étaient remplies d'évêques en violet et de cardinaux en rouge et noir. A l'apparition du pape au sommet de son promontoire, la croix s'alluma et les évêques se mirent à brandir en tous sens une quantité de mouchoirs de toutes les couleurs. On entendit la voix de Robert Hossein déclamer fortement le psaume 41 : *« Nous avons soif de Dieu ! »* Puis Jean Paul II vint s'asseoir sur son fauteuil, au centre du podium, et annonça la célébration en disant simplement : *« Mes chers amis, quelle joie de vous voir ce soir... »* Tandis que les dix catéchumènes qu'il allait baptiser s'avançaient, des cerfs-volants portant les mots *« Venez, voyez, croyez »* volaient au-dessus de l'assistance.

Les catéchumènes furent présentés par leurs parrains. Il y avait là Désiré, un instituteur burkinabé d'une trentaine d'années, Alexei, étudiant à Moscou, Louis-Marie, natif de Hongkong, Jean-François, un étudiant cambodgien qui, dit avec émotion Mgr Lustiger, *« a partagé les souffrances de son pays, échappé à la mort et y a vu l'œuvre de Dieu »*. Il y avait aussi Arnaud, un jeune Français de la marine, Megan-Lucia, une convertie de l'Utah, la patrie américaine des Mormons. Et même une jeune adolescente cubaine Raaimary-Clara. Cuba, Hongkong, Russie : il y avait, jusque dans le choix des dix baptisés du pape, une *savante alchimie pontificale*.

Jean Paul II leur posa des questions. On lut un passage de l'Epître de saint Paul aux Romains. Deux acolytes se placèrent près de la cuve baptismale et un diacre porta le cierge pascal. Le pape prit l'eau et en aspergea copieusement la tête du nouveau baptisé. On n'entendit plus un murmure dans l'assistance. L'émotion était à son comble. L'eau se mêlait aux larmes. Le parrain ou la marraine remit ensuite au nouveau baptisé un vêtement blanc, signe de son entrée dans la vie de Dieu. Le baptême, c'est le rite de l'eau, mais aussi celui de la lumière. A l'image des baptisés, toute l'assemblée alluma des cierges. La foule de Longchamp vibra.

Il était presque 22 heures. Le jour était tombé et on pouvait apercevoir ces milliers de petites lumières éparses, comme autant de taches dorées qui semblaient s'étendre lentement. Chacun allumait son cierge en utilisant celui du voisin, créant un embrasement progressif et aléatoire qui s'intensifia avec la nuit, pendant l'homélie que le pape prononça d'une voix plus assurée que la veille, à Evry.

Elle ressembla fort à une catéchèse sur le baptême, ce sacrement de l'« initiation » chrétienne. Et comme si cela ne suffisait pas, le pape confirma les nouveaux baptisés. Le parrain ou la marraine mit sa main sur son épaule et chacun s'approcha du pape. Celui-ci les marqua du signe de la croix avec le saint-chrême. Cette cérémonie du baptême et de la confirmation, célébrée personnellement par le pape, était sans précédent dans ce type de rassemblement de jeunes.

La veillée était loin d'être terminée. Des images des vitraux de Chartres étaient projetées sur les écrans des tours techniques. Des faisceaux de lumière partaient des projecteurs pour dessiner dans le ciel noir la voûte d'une cathédrale impalpable. Les couleurs du podium viraient doucement du bleu pâle au rose intense, des couleurs *« new age »* inhabituelles dans la liturgie traditionnelle, mais qui contribuaient à donner à l'ensemble un air de « rencontre du troisième type ».

> Les couleurs du podium viraient doucement
> du bleu pâle au rose intense,
> des couleurs « new age » inhabituelles
> dans la liturgie traditionnelle,
> mais qui contribuaient à donner
> à l'ensemble un air
> de « Rencontre du troisième type »

Peu à peu, les cierges s'éteignirent et la nuit reprit ses droits. Les jeunes rassemblés à Longchamp restaient sur place et alentour, chacun cherchant un nid où dormir. Accoudé à une balustrade, un jeune homme observait la foule d'un œil émerveillé. *« Je n'ai jamais vu ça ! »* Yann, dix-neuf ans et pas beaucoup d'argent, était venu par hasard. *« Je travaillais, c'est vraiment une chance que ce soit à Paris ! Je ne savais même pas que ça existait, c'est mon meilleur ami qui m'a entraîné. »* Et il en était tout retourné. *« Ça ouvre les yeux. J'avais plus ou moins perdu la foi, mais voir tous ces gens, ça montre qu'il y a vraiment quelque chose ! »*

Samedi matin, Yann avait participé à la chaîne de la solidarité sur les boulevard des maréchaux, à Paris. La chaîne fut éphémère mais qu'importe ! *« C'était bien de penser que tout Paris était dans un cercle, même pour dix secondes. »* Ce qu'il avait préféré ? *« L'atmosphère »*. Le mot revenait dans toutes les bouches. *« Tout le monde se regarde, se dit bonjour. Voyez cette fille, là, couchée. Je ne la connais pas, mais elle m'a fait un signe d'amitié. »* Et puis la gentillesse, la générosité. *« J'ai pris un forfait sans repas, je n'avais pas de quoi faire plus, mais j'ai mangé quand même, tout le monde a partagé et les organisateurs ne sont pas radins. »* Enfin le pape, ce vieux monsieur qui les avait tous bénis pendant que, silencieux, ils levaient leurs bougies vers le podium. *« Il a l'air très fatigué, mais il a veillé avec nous. Il est parti tard, c'est vraiment un saint homme. »* Les jeunes, eux aussi, se disaient exténués. *« On n'en peut plus. On s'est couchés tous les jours à 2 ou 3 heures et levés à 7. On a dormi quatre heures par nuit. On tient aux vitamines. Mais c'est formidable ! »*, lançait Constance. *« On a fait plein de connaissances... dont un lien très fort. »* A ses côtés, son amie Clémence rosissait, l'oeil rêveur. *« Pour trouver un fiancé, c'était l'idéal... »*

Après une semaine pareille sous la canicule, Longchamp était un assommoir. Dans l'une des tentes réservées aux urgences, le docteur Devillers, volontaire des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), n'arrêtait pas. Heureusement, la plupart des malades ne se plaignaient que de petits bobos : des angines, des migraines, des ampoules, des entorses, des malaises. Le médecin traita seulement deux cas graves : une épilepsie avec coma sévère et une sciatique paralysante. Au total, mille six cents personnes ont reçu des soins à Longchamp, dont soixante-dix-neuf ont été hospitalisées. Un cas pour dix mille, c'était presque miraculeux vu la touffeur, la densité de la foule et le nombre d'handicapés – cinq mille – présents sur le site. Un miracle en effet cette foule tranquille, disciplinée, sereine et joyeuse malgré l'inconfort et l'épuisement. Même les plus mal lotis, relégués au fond de la pelouse à 1 kilomètre du podium, qui n'entendaient et ne voyaient quasiment rien, faisaient contre mauvaise fortune bon cœur. Tant pis pour le recueillement, ici aussi, c'était la fête.

Elle se poursuivit dimanche, quand le pape revint pour la messe de 10 heures, revêtu de la très sémillante chasuble dessinée par le couturier Jean-Charles de Castelbajac. Il dit longuement la messe solennelle et prononça une seconde homélie sur la quête de l'homme. *« L'homme cherche Dieu. L'homme jeune comprend au fond de lui-même que cette recherche est la loi intérieure de son existence. L'être humain cherche sa voie dans le monde visible ; et, à travers le monde visible, il cherche l'invisible au long de son voyage spirituel. »* Puis il communia avec les concélébrants et les dix baptisés de la veille, tandis que, dans la foule immense, des prêtres et des laïcs donnaient la communion. Au moment de l'angelus, Jean Paul II annonça qu'il proclamerait sainte Thérèse de Lisieux *« docteur de l'église »*, une nouvelle qui déclencha un tonnerre d'applaudissements de près de trois minutes... Ce fut le dernier temps fort de ce voyage, avec l'ultime bénédiction du pape. Des centaines d'ombrelles bleues avaient remplacé les cierges de la veille. Seul, à Longchamp, le soleil aura été impitoyable.

Michel Braudeau, Véronique Maurus et Henri Tincq

De nombreux hommes politiques et chefs d'entreprise présents

De très nombreuses personnalités ont participé, dimanche 24 août, à la messe célébrée par Jean Paul II à l'hippodrome de Longchamp. Si aucun ministre du gouvernement Jospin n'était présent, plusieurs anciens ministres et membres du RPR ou de l'UDF avaient tenu à assister à l'office, comme Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy, Charles Millon, Charles Pasqua, Hervé Gaymard, Jacques Barrot, Bernard Stasi.

Parmi les personnalités du monde de l'économie, François Michelin, Didier Pineau-Valencienne et Jean-Charles de Castelbajac, qui a signé l'aube et l'étole que le pape a portées lors de son séjour en France, ont aussi assisté à l'office. En outre cinquante ambassadeurs, deux cents élus appartenant au « groupe de spiritualité » du Parlement et du Conseil économique et social, ainsi que de nombreux maires d'Ile-de-France, étaient présents.

La Saint-Barthélemy : des « actes que l'Evangile réprouve »

TOUT s'est passé comme si le pape avait tout de suite voulu crever l'abcès. Dès le début de sa méditation de la veillée du samedi 23 août, devant les jeunes catholiques des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) réunis à Longchamp, il a évoqué le souvenir des massacres de la Saint-Barthélemy en des termes qui ont semblé satisfaire les responsables protestants français, dégonflant une polémique qui avait touché une frange minoritaire du protestantisme.

Celle-ci avait été choquée par la *coïncidence entre la célébration* pontificale du dimanche 24 août à l'hippodrome de Longchamp et la date anniversaire de la Saint-Barthélemy. Les massacres de la nuit du 24 août 1572 ont été initiés par le parti catholique et Catherine de Médicis contre les partisans de l'amiral de Coligny, dont l'influence était croissante sur le jeune roi Charles IX. Réunis à Paris pour assister au mariage d'Henri de Bourbon, futur Henri IV, avec la propre sœur du roi Charles IX, les protestants sont tombés sous les poignards du parti catholique. L'évaluation du nombre des victimes oscille entre 2 000 et 10 000 à Paris.

« A la veille du 24 août, on ne peut oublier le massacre de la Saint-Barthélemy, aux motivations bien obscures dans l'histoire politique et religieuse de la France, a déclaré le pape. *Des chrétiens ont accompli des actes que l'Evangile réprouve. Si j'évoque le passé, c'est parce que* "reconnaître les fléchissements d'hier est un acte de loyauté et de courage qui nous aide à renforcer notre foi, qui nous fait percevoir les tentations et les difficultés d'aujourd'hui et nous prépare à les affronter" (lettre apostolique du *Tertio Millenio adveniente* de 1994). *Je m'associe donc volontiers aux initiatives des évêques français, car, avec eux, je suis convaincu que seul le pardon offert et reçu conduit progressivement à un dialogue fécond qui scelle alors une réconciliation pleinement chrétienne. L'appartenance à différentes traditions religieuses ne doit pas constituer aujourd'hui une source d'opposition et de tension. Bien au contraire, l'amour pour le Christ qui nous est commun nous pousse à chercher sans relâche le chemin de la pleine unité. »*

Quand le pape parle des *« initiatives »* prises par les évêques français, il fait allusion à une célébration présidée le 19 juillet par Mgr Lustiger, archevêque de Paris, à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (1er arrondissement) et à laquelle il avait invité tous les responsables protestants de Paris et de la région parisienne.

« RELATION CONFIANTE »

Le pasteur Jean Tartier, président de la Fédération protestante de France, ancien responsable du département œcuménique de la Fédération, a adressé, ce même samedi 23 août, un message à Jean Paul II. *« Certes, la date du 24 août, pour votre messe pontificale ici à Paris suscite, parmi nous et au-delà, quelques commentaires et interprétations*, écrit Jean Tartier. *Mais, aujourd'hui, nous n'en sommes plus à ces combats de l'intolérance et du mépris réciproque et cette coïncidence de date serait être l'occasion de redire que nous ne voulons plus jamais ces formes d'intolérance entre Eglises ou religions. La vie œcuménique en France nous a appris la relation confiante, le témoignage commun que nous tentons de porter ensemble par le Conseil d'Eglises chrétiennes en France. »*

Le président de la Fédération protestante de France a encore souhaité qu'à l'aube de l'an 2000, *« toutes les Eglises posent de vrais gestes de réconciliation et d'engagement communs en ce monde »*. Tout en soulignant qu'il était *« heureux »* après la mise au point faite par le pape, le pasteur Tartier a déclaré à l'Agence France-Presse qu'il ne s'agissait pas d'une demande de pardon à proprement parler. *« Il a simplement reconnu quelques erreurs du passé et s'est associé à la demande de réconciliation voulue par certains évêques de France. »*

H. T.

« Vous êtes les témoins de la vocation universelle du peuple de Dieu »

VERBATIM

COMMENTANT la phrase de l'Evangile de Jean (1, 38) « Maître, où demeures-tu ? », *qui a servi de thème aux Journées mondiales de la jeunesse, le pape a déclaré dans son homélie de la messe du dimanche 24 août à Longchamp :*

« L'homme cherche Dieu. L'homme jeune comprend au fond de lui-même que cette recherche est la loi intérieure de son existence. L'être humain cherche sa voie dans le monde visible ; et, à travers le monde visible, il cherche l'invisible au long de son voyage spirituel *(...)*. Chacun de nous a son histoire personnelle et porte en lui-même le désir de voir Dieu, un désir que l'on éprouve en même temps que l'on découvre le monde créé. Ce monde est merveilleux et riche, il déploie devant l'humanité ses innombrables richesses, il attire la raison autant que la volonté. Mais, en fin de compte, il ne comble pas l'esprit.

» L'homme se rend compte que ce monde, dans la diversité de ses richesses, est superficiel et précaire ; en un sens, il est voué à la mort *(...)*. Quant à l'homme lui-même, il vient au monde, il grandit et mûrit ; il découvre sa vocation et développe sa personnalité au cours de ses années d'activité ; puis approche le moment où il doit quitter ce monde. Plus longue est sa vie, plus l'homme ressent sa propre précarité, plus il se pose la question de l'immortalité : qu'y a-t-il au-delà des frontières de la mort ? Alors, au fond de l'être, surgit la question posée à celui qui a vaincu la mort : *"Rabbi, où demeures-tu ?"* Maître, toi qui aimes et respectes la personne humaine, toi qui as partagé la souffrance des hommes, *toi qui* éclaires le mystère de l'existence humaine, fais-nous découvrir le vrai sens de notre vie et de notre vocation ! *(...)*

» *"Rabbi, où demeures-tu ?"* L'Église nous répond chaque jour : le Christ est présent dans l'eucharistie, le sacrement de sa mort et de sa résurrection. En elle et par elle, vous reconnaissez la demeure du Dieu vivant dans l'histoire de l'homme. Car l'eucharistie est le sacrement de l'amour vainqueur de la mort ; elle est le sacrement de l'Alliance, pur don d'amour pour la réconciliation des hommes ; elle est le don de la présence réelle de Jésus, dans le pain qui est son corps livré, dans le vin qui est son sang versé pour la multitude. Notre rassemblement mondial prend tout son sens à présent, par la célébration de la messe. Jeunes, mes amis, que votre présence soit une réelle adhésion dans la foi ! Car voici que le Christ répond à votre question et, en même temps, aux questions de tous les hommes qui cherchent le Dieu vivant. Il répond par son invitation : ceci est mon corps, mangez-en tous. Il confie au Père son désir suprême de l'unité dans la même communion de tous ceux qu'il aime.

» Dans la Nouvelle Alliance, l'élection de Dieu s'élargit à tous les peuples de la terre. En Jésus-Christ, Dieu a choisi toute l'humanité. Il a révélé l'universalité de l'élection par la rédemption. Dans le Christ, il n'y a plus ni Juif, ni Grec, ni esclave, ni homme libre, tous ne font plus qu'un. Tous ont été appelés à participer à la vie de Dieu, grâce à la mort et à la résurrection du Christ. Notre rencontre, en cette Journée internationale de la jeunesse, n'illustre-t-elle pas cette vérité ? Vous tous, rassemblés ici, venus de tant de pays et de continents, vous êtes les témoins de la vocation universelle du Peuple de Dieu racheté par le Christ ! La dernière réponse à la question *"Rabbi, où demeures-tu ?"* doit donc être entendue ainsi : je demeure dans tous les êtres humains sauvés. *Oui, le Christ habite* son peuple, qui a plongé ses racines dans tous les peuples de la terre, le peuple qui Le suit, Lui, le seigneur crucifié et ressuscité, le rédempteur du monde, le Maître qui a les paroles de la vie éternelle. *(...)* »

Laurent Fabius félicite Lionel Jospin, mais place son action dans le long terme

Le président de l'Assemblée nationale réclame un allègement de la fiscalité sur l'emploi

Lors d'une fête de la rose en Saône-et-Loire, dimanche 24 août, Laurent Fabius a repris à son compte les questions posées par les syndicats après la présentation du projet de loi de Martine Aubry sur l'emploi des jeunes. Mais il a précisé : *« mieux vaut des initiatives, même si elles sont imparfaites que pas d'initiatives du tout. »* Il a insisté sur la nécessité d'une fiscalité ne décourageant pas l'esprit d'entreprise.

FRANGY-EN-BRESSE (Saône-et-Loire)
de notre envoyé spécial

Le nouveau président de l'Assemblée nationale n'a pas l'intention d'imiter son prédécesseur : qu'on attende pas de Laurent Fabius qu'il se lance dans une guéguerre contre Lionel Jospin, à l'image de celle conduite par Philippe Séguin contre Alain Juppé. *« Comme je sais qu'on m'attend là-dessus, je ne vais pas m'y précipiter »*, confie l'ancien premier ministre dans l'avion qui l'emmène vers la fête de la rose de Frangy-en-Bresse, la commune de Saône-et-Loire où Pierre Joxe possède une résidence. A l'heure de sa rentrée politique, le député de Seine-Maritime entend donc féliciter – même s'il ne le fait pas sans certaines réserves – et encourager le gouvernement qui *« depuis qu'il est installé, a agi à la satisfaction générale »*.

Devant un petit millier de bourguignons installés à l'ombre d'une rangée de peupliers, vêtu d'un polo jaune vif, le président de l'Assemblée nationale a ainsi félicité, à sa manière, l'équipe de M. Jospin pour son action en faveur de l'emploi des jeunes : *« mieux vaut des initiatives, même si elles sont imparfaites, que pas d'initiatives du tout »*. Le plan du gouvernement *« a suscité beaucoup de réactions, beaucoup de questions que vous vous posez comme moi »*, a déclaré l'ancien premier ministre : *« que deviendront les jeunes après cinq ans ? Que fait-on pour ceux qui ont plus de trente ans ? Va-t-on mener la même action dans le privé que dans le public ? »*

Sur ce dernier point, M. Fabius confie en effet que la seconde phase du plan, notamment lors de la conférence sur les salaires, l'emploi et la durée du travail, sera *« plus coton »* car *« il ne faudrait pas que le système mis en place soit trop déséquilibré du côté du secteur public »*. Il ne l'a pas évoqué dans son discours, mais le dossier de l'Europe préoccupe également le président de l'Assemblée nationale. Le problème de l'élargissement de l'Union européenne reste entier car il n'est pas résolu par l'état actuel du traité d'Amsterdam : *« Si l'élargissement se fait sans une réelle modification des institutions, c'en est terminé de l'Europe »* avertit M. Fabius qui regrette que les socialistes se soient jusqu'ici contentés de *« tourner autour »* de ce dossier : *« nous devons avoir une explication de gravure sur ce sujet »*.

Le député de Seine-Maritime entendait, aussi, tester publiquement les thèmes de la contribution que les fabiusiens entendent déposer en vue du congrès de Brest, du 21 au 23 novembre (*Le Monde* du 29 juillet 1997). Si le gouvernement s'en tire bien *« sur le court terme »*, le président de l'Assemblée nationale estime indispensable, au-delà des mesures immédiates, de *« montrer que cette action s'insère dans une perspective plus longue, afin que les gens n'aient pas le sentiment que la gauche et la droite, c'est la même chose. Il faut arriver à montrer la différence dans le discours »* et dire *« à quoi peut ressembler la gauche du futur »*. Ce rôle d'éclaireur, de modernisateur de la gauche, M. Fabius estime être en situation de le jouer, étant dégagé des contraintes du gouvernement.

Il a donc dessiné, devant les bressans médusés, les conséquences de la *« révolution de la société de l'information »* et a averti : *« si nous, hommes de gauche, nous ne sommes pas capables d'inventer (...) une façon de maîtriser ces changements, les Etats-Unis deviendront de plus en plus forts (...), les inégalités deviendront de plus en importantes et au sein de la société française se produira une coupure de plus entre ceux qui sauront maîtriser ces nouvelles techniques et ceux qui n'y auront pas accès »*.

Aider la droite à « rester républicaine »

Laurent Fabius a expliqué, dimanche 24 août à Frangy-en-Bresse, pourquoi il voulait une réforme du mode élection des conseils régionaux : *« Si l'on veut que les conseils régionaux fonctionnent de manière dynamique, il faut que les régions soient élues de manière incontestables. Dans notre programme figure la proposition de faire élire les régions de la même façon que les municipalités (...). Je sais qu'un des problèmes principaux qui va se poser à la droite au cours des années qui viennent, c'est de se trouver en situation de résister, pour ceux de ses responsables qui sont le plus authentiquement républicains et ils sont nombreux, à la tentation d'aller passer des accords avec l'extrême droite. (...) Je prédis que, si le mode de scrutin reste le même, ces alliances passées derrière le miroir, nous les aurons. Et si l'on ne veut pas que l'extrême droite prenne un poids déterminant dans la vie politique française, si l'on veut que la droite républicaine reste la droite républicaine, je pense que nous avons besoin d'un mode de scrutin qui le permette. »*

LES REGRETS DE JACQUES CHIRAC

M. Fabius a également assuré que l'on se dirigeait vers *« la semaine de quatre jours »*, mais que la croissance était indispensable pour y parvenir. En privé le président de l'Assemblée nationale confie que Jacques Chirac doit *« se mordre les doigts »* d'avoir précipité les élections législatives, alors que la croissance est en train de revenir. Afin de ne pas gâcher *« cette chance »*, l'équipe de M. Jospin doit éviter, selon M. Fabius, de *« taxer, retaxer, surtaxer l'entreprise »* comme l'ont fait les gouvernements de MM. Balladur et Juppé. Les socialistes doivent faire comprendre à beaucoup de Français que *« la gauche, à la différence de ce qui a été perçu comme le message des socialistes pendant longtemps, est au contraire favorable à l'initiative individuelle, à la création d'entreprise, au développement de l'emploi. Il faut qu'on ressente que l'inventivité est de notre côté »*.

Dans cet objectif, M. Fabius demande au gouvernement de *« mettre en œuvre une réforme fiscale et de la protection sociale de fond, pour faire en sorte que la machine soit au moins autant taxée que l'homme »*. Ces thèmes devraient être discutés par les fabiusiens au cours d'une réunion qui doit avoir lieu le 7 septembre à Clichy (Hauts-de-Seine).

Fabien Roland-Lévy

Socialistes et communistes saluent en Jean Poperen un « homme de conviction »

M. Barre fait part de sa « grande considération »

■ **Lionel Jospin** : le premier ministre a salué, dimanche 24 août, *« un militant passionné, une personnalité politique importante, un homme d'Etat clairvoyant »*. Dans un communiqué, M. Jospin souligne que *« la gauche et la République, qu'il a toujours servies, perdent avec lui un de ces citoyens engagés qui font l'honneur de la démocratie »*. *« Militant infatigable, historien cultivé, il avait le goût des idées, la passion de convaincre, le sens de la polémique, la capacité d'entraîner et de diriger et, toujours, l'amour de la vie »*, a estimé M. Jospin.

■ **François Hollande** : le premier secrétaire délégué du Parti socialiste a salué *« un animateur ardent et infatigable de l'unité de la gauche française »*, ajoutant, dans un communiqué, que *« tous les militants du PS éprouvent une irrésistible tristesse à l'annonce de* [sa] *disparition. Homme de conviction, théoricien et historien de grande qualité, orateur exceptionnel (...), comme ministre, député, maire, il avait toujours servi au mieux les intérêts de la République, qu'il voulait laïque et sociale, et défendu toujours avec zèle et panache les droits du Parlement »*.

■ **Laurent Fabius** : le président de l'Assemblée nationale a salué *« un socialiste authentique, profondément laïque, qui a cheminé au côté de François Mitterrand »*. *« Un de nos amis est mort hier. C'était vraiment un membre de la famille socialiste qui a marqué notre vie pendant pas mal d'années »*, a ajouté M. Fabius, qui s'exprimait à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire) lors d'une *« fête populaire »* organisée par les socialistes du département.

■ **Robert Hue** : le PCF a salué en Jean Poperen *« un homme de conviction qui a consacré sa vie à la défense des valeurs de gauche et républicaines »*. *« Membre du PCF jusque dans les années 50, puis dirigeant du Parti socialiste, il a mis ses qualités d'historien et de militant de gauche au service du progrès social et de la laïcité. »* Pour sa part, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a rappelé *« le rôle essentiel qui fut le sien »* dans les relations PS-PCF et *« la qualité de son engagement en faveur du rapprochement des forces de gauche dans l'intérêt de notre pays et de notre peuple »*.

■ **Raymond Barre** : le maire de Lyon a fait part, dimanche 24 août, de sa *« tristesse »* après le décès du maire de Meyzieu (Rhône), évoquant sa *« grande considération »* pour l'ancien ministre socialiste. L'ancien premier ministre a ajouté dans un communiqué que Jean Poperen *« manquera certainement à la vie politique du département du Rhône et de la communauté urbaine de Lyon »*.

Jacques Chirac a assisté à la messe en Corrèze

LE PRÉSIDENT de la République et son épouse, Bernadette Chirac, passent quelques jours de vacances dans leur château de Bity, situé à Sarran (Corrèze). Arrivés vendredi 22 août, ils devraient repartir mardi 26 août, afin que le président assiste au conseil des ministres du lendemain. Samedi, ils ont participé à des comices agricoles, dans le village de Saint-Augustin. M. Chirac a salué les quelque deux cents personnes rassemblées pour ce concours. Mme Chirac, élue de la région, a procédé à la remise des prix des meilleures bêtes, vaches et taureaux. Dimanche, le président et son épouse ont, en compagnie d'une quarantaine de personnes, assisté à la messe donnée à l'église de Sarran.

DÉPÊCHES

■ **POPULARITÉ : Lionel Jospin, dont la cote de popularité atteint 51 %, a gagné trois point en août, tandis que Jacques Chirac, avec 40 %, en a perdu deux, indique un sondage IFOP publié dans *Le Journal du Dimanche* du 24 août. Ce sondage a été réalisé par téléphone les 21 et 22 août auprès de 925 personnes, âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.**

■ **PS : Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, qui prépare, avec l'ancien premier ministre Edith Cresson, une *« contribution »* pour le prochain congrès du PS, déclare, dans un entretien aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 24 août, qu'*« il faut constituer un périmètre des entreprises du secteur public et privatiser celles qui en sortent »*, citant parmi les privatisations *« utiles »* France Télécom, Thomson, Air France Europe, le Crédit lyonnais, le GAN et l'Aérospatiale.**

L'anniversaire sans joie des « sans-papiers » de Saint-Bernard

UN AN DÉJÀ. Un an depuis ce matin du 23 août 1996 où les policiers enfonçaient à coups de hâche la porte de l'église Saint-Bernard, dans le 18e arrondissement de Paris. Ce jour-là des militants associatifs, des habitants du quartier et un prêtre avaient entouré jusqu'au bout les trois cents sans-papiers. Samedi 23 août 1997, les mêmes et quelques autres – près de 2 000 personnes en tout – ont célébré à leur manière cet anniversaire. Ils ont dansé, chanté un peu, mais surtout parlé et crié. Ils ont traversé le quartier de la Goutte-d'Or, entouré d'une chaîne humaine l'édifice religieux qui les avait protégés pendant deux mois. Et puis ils ont parlé jusqu'à la tombée de la nuit, avec passion mais sans joie.

Une triste fête. L'annonce, jeudi 21 août, par le gouvernement, de son intention de réformer les lois sur l'immigration en conservant l'équilibre du rapport Weil, autrement dit sans abroger formellement les lois Pasqua et Debré, les a laissés étourdis. Dans le cortège, Madjiguène Cissé et Arianne Mnouchkine tombent certes bras dans les bras. Voilà plusieurs mois, il est vrai, que la porte-parole des sans-papiers et la directrice de compagnie théâtrale, côte à côte le jour de l'évacuation, ne se sont vues... *« Mais on n'a pas vraiment envie de rire*, corrige Arianne Mnouchkine. *Moi, je n'ai jamais accepté le slogan démagogique "des papiers pour tous". Mais ces lois déshonorantes, il fallait s'en laver, complètement. Pour le symbole, quitte à en reprendre certaines dispositions dans un nouveau texte. Jospin s'y était engagé. Nous l'avions cru. »*

Parmi les manifestants résonnent toujours les mêmes mots. *« Trahison »*, *« mensonge »*. SOS-Racisme peut bien – comme la coordination nationale des sans-papiers, le MRAP, Droits devant, la Licra, ou Act-up – avoir clairement condamné la non-abrogation des lois Pasqua et Debré, Fodé Sylla, son président, paye les frais de la déception ambiante. Hué, insulté par des manifestants qui lui reprochent sa proximité avec le Parti socialiste, il est violemment expulsé du cortège par une poignée de militants anarchistes de la CNT.

RÉGULARISATIONS

Triste fête. L'opération de régularisation, entamée le 26 juin, est pratiquement oubliée. Cinquante-trois sans-papiers de Saint-Bernard sur les quelque deux cent vingt qui demeuraient irréguliers ont pourtant déjà reçu une carte de séjour. D'autres suivront, a fait savoir le ministère de l'intérieur, qui a précisé que l'examen des dossiers des « Saint-Bernard » serait particulièrement bienveillant. Mais pas question de crier victoire. *« Nous avons appris à être prudents »*, explique Madjiguène Cissé. C'est donc discrètement, *« avec deux copains »*, que Makan Diabaté, un des dix grévistes de la faim de l'été dernier, a fêté la carte de un an qu'il a enfin décrochée jeudi. *« Je suis heureux*, sourit-il. *L'an dernier je pensais que j'allais mourir, ou repartir en Afrique. Là, je suis vivant et régulier. Mais il y a les autres. »* Les autres sont là, marchant derrière une première ligne où pointent toujours les mêmes visages : Léon Schwartzenberg, Jack Ralite, quelques élus communistes et une poignée de syndicalistes. Ababacar Diop, coiffé d'un casque colonial, a marqué l'événement en brandissant une hâche tricolore. Le père Henri Coindé, ancien curé de l'église Saint-Bernard, s'est discrètement placé au milieu de la foule. A l'arrivée de la manifestation, celui qui signe aujourd'hui *« le curé des sans-papiers »* a quand même accepté de dire quelques mots : *« Votre combat nous a obligés à sortir de notre conformisme et notre indifférence. »*

Le prêtre, qui a changé de paroisse, s'est ensuite légèrement mis à l'écart. Une ancienne fidèle s'est approchée de lui. *« Vous vous souvenez, il y a un an ?... »*, a-t-elle demandé. Henri Coindé a souri. Il a repensé à ces semaines d'« occupation », revu les derniers instants : le discours de Martin Luther King interrompu par les coups contre la porte, les gaz lacrymogènes et les enfants qui pleurent. Carmen a poursuivi : *« C'était tragique mais aussi formidable. Nous mettions en pratique le fameux message sur l'accueil de l'étranger. A propos, vous savez s'ils vont être régularisés un jour ? »* Le père Coindé a levé les yeux au ciel, et soupire : *« C'est mal parti. »*

Nathaniel Herzberg

Trois élections cantonales partielles à la Réunion

CANTON DE SAINT-DENIS-6 (PREMIER TOUR)
I., 7 316 ; V., 2 094 ; A., 71,37 % ; E., 1 958.
Dominique Rivière, PS, 996 (50,86 %) ; Pierre Dupuy, RPR, 535 (27,32 %) ; Alain Kepeler, div. g., 194 (9,9 %) ; Marie-Louis Gercara, div., 105 (5,36 %) ; Jean-Pierre Espéret, Verts, 90 (4,59 %) ; Pascal Besnard, FN, 38 (1,94 %) ; Emile Chane Tou Ky, div, 0. BALLOTTAGE.

[20 mars 1994 : I., 6 968 ; V., 2 942 ; A., 57,77 % ; E., 2 517 ; Michel Tamaya, PS, m., 1 196 (47,51 %) ; Pierre Dupuy, RPR, 521 (20,69 %) ; Jean-Marie de la Hogue, div. d., 290 (11,52 %) ; Jean Hin-Tung, div. d., 215 (8,54 %) ; Gabrielle Fontaine, div. d., 183 (7,27 %) ; Raymond Lauret, PCR, 112 (4,45 %).]

CANTON DE SAINT-PIERRE-3
I., 8 271 ; V., 3 724 ; A., 54,97 % ; E., 3 488.
André Soupramanien, PCR, 2 294 (65,76 %)... *ÉLU*
Gérard Von-Pine, RPR, 904 (25,91 %) ; Luçay Payet, (div. g., 126 (3,61 %) ; Jacky Lechat, div., 90 (2,58 %) ; Thérèse Farro, FN, 74 (2,12 %).

[20 mars 1994 : I., 7 605 ; V., 5 155 ; A., 32,21 % ; E., 4 737 ; Elie Hoarau, PCR, m., 2 632 (55,56 %) ; Valère Lorion, RPR, 1 231 (25,98 %) ; John Vayaboury, div. d., 500 (10,55 %) ; Roger Sparton, div. d., 374 (7,89 %).]

CANTON D'ÉTANG-SALÉ
I., 6 392 ; V., 4 304 ; A., 32,66 % ; E., 4 205.
Jean-Claude Lacouture, RPR, m. d'Etang-Salé, 2 725 (64,80 %)... *ÉLU*
Joseph Payet, PS, 1 395 (33,17 %) ; Yves Antou, div., 58 (1,37 %) ; Richard Alavin, FN, 27 (0,64 %) ; Emile Chane Tou Ky (div.), 0.

[22 mars 1992 : I., 5 744 ; V., 4 228 ; A., 26,39 % ; E., 3 975 ; José Pinna, RPR, 2 658 (66,86 %) ; Bernardin Payet, PS, 1 171 (29,45 %) ; Raymond Lamonge, PCR, 146 (3,67 %).]

A Saint-Denis et à Saint-Pierre, il s'agissait de remplacer les maires rescpectifs de ces deux communes, Michel Tamaya (PS) et Elie Hoarau (PCR), tous deux élus députés aux élections législatives et donc touchés par le cumul des mandats. Bien qu'ayant obtenu plus 50 % des suffrages exprimés mais moins de 25 % des inscrits en raison d'un taux très élevé d'abstentions, Dominique Rivière est soumis à un second tour dans le canton de Saint-Denis-6. A Etang-Salé, il s'agissait de remplacer José Pinna (RPR), condamné à dix mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité pour recel d'abus de biens sociaux. M. Lacouture a déjà succédé à M. Pinna comme maire d'Etang-Salé.

Elisabeth Guigou hésite à préparer un nouveau projet de loi contre le racisme

ORANGE
de notre envoyée spéciale

Lutter contre les thèses de l'extrême droite, c'est aussi combattre le racisme. Ce sujet ne pouvait donc être qu'à l'ordre du jour des journées organisées, samedi 23 et dimanche 24 août, par le collectif Vivre ensemble à Orange, à la veille de la tenue dans cette ville de l'université d'été du Front national. Venue apporter son soutien, Elisabeth Guigou a défendu le choix de Lionel Jospin de ne pas abroger les lois Pasqua et Debré sur l'immigration. *« Il ne faut pas se polariser sur des mots, il faut regarder la réalité »* de ce que le gouvernement va proposer au Parlement, a-t-elle déclaré. Le ministre de la justice a expliqué qu'il fallait trouver *« un équilibre »* entre *« l'amélioration de l'accueil de ceux que l'on veut voir venir* [en France], *comme les bénéficiaires du droit d'asile, les étudiants, les savants, les chercheurs, ceux qui ont droit au regroupement familial »* et un *« contrôle plus efficace de l'immigration irrégulière »*.

Lors d'une table ronde sur les réponses juridiques au racisme, samedi, Mme Guigou a assuré que la lutte contre le racisme a été une *« priorité de la politique pénale de tous les gardes des sceaux »*, et jugé l'arsenal juridique *« satisfaisant »*. Mme Guigou a toutefois admis que *« des difficultés demeurent »* pour *« prouver »* le caractère raciste de certains actes. Elle a ajouté qu'il y a une *« professionnalisation du discours raciste »*, devenu *« assez habile pour ne pas être poursuivi »*.

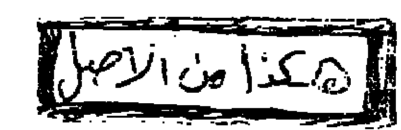
TEXTE DE JACQUES TOUBON

Rappelant que son prédécesseur, Jacques Toubon, avait rédigé un projet de loi contre le racisme, mais que ce texte n'a jamais été discuté par le Parlement, car il a suscité, *« à droite comme à gauche »*, de vives protestations de ceux qui craignaient que l'on n'attente à la liberté d'expression, Mme Guigou a demandé : *« Faut-il une nouvelle législation ? Je ne sais pas encore, j'aimerais écouter ce que les magistrats ici présents vont nous dire. »* Mais elle a ajouté qu'*« il ne peut pas y avoir seulement des réponses juridiques contre le racisme »* : *« Contre les insinuations, les allusions, il faut une mobilisation citoyenne »*, a-t-elle affirmé.

La plupart des magistrats ont estimé, comme Mme Guigou, que l'arsenal juridique est *« complet »*. Mais, contrairement au ministre, ils ont déploré que les autorités judiciaires ne manifestent pas une réelle volonté de poursuivre les actes de racisme. Mireille Damiano, vice-présidente du Syndicat des avocats de France, a cité en exemple les propos tenus par le maire de Vitrolles, Catherine Mégret, qui n'ont pas été poursuivis par le parquet, mais par l'un de ses confrères. Me Damiano a estimé qu'il est *« dangereux de sortir de la loi sur la presse »* (qui punit le racisme lorsqu'il prend des formes publiques), *« car le racisme deviendra un délit d'opinion. Or, on ne peut pas attenter au droit d'expression »*. En revanche, Jean-Luc Palmieri, avocat à Avignon, a regretté que cette loi impose un délai de prescription de trois mois au lieu de trois ans habituellement.

Catherine Trautmann, qui participait à une table ronde sur la culture, a indiqué qu'elle prépare un projet de loi sur la lecture publique, *« qui permettra de contourner ce qui se fait dans les mairies Front national »*. Elle a précisé qu'il y a *« trois façons de censurer la lecture : refuser de construire des bibliothèques en n'acceptant pas les subventions de l'Etat, empêcher les bibliothécaires de proposer des choix d'acquisition, et imposer des livres négationnistes et des journaux d'extrême droite, au nom du pluralisme »*.

Rafaële Rivais



DISPARITIONS

Jean Poperen

Cinquante ans de fidélité et de panache au service de la gauche et du « contrat social »

ANCIEN MINISTRE socialiste, Jean Poperen est mort samedi 23 août à Paris. Il était âgé de soixante-douze ans. Fin janvier à son domicile parisien, il avait été victime d'un accident cérébral, survenu quelques jours après le lancement de *« comités pour l'initiative citoyenne »*, conçus pour restaurer *« un lien organique »* entre la gauche et le mouvement social. Avec le maire de Meyzieu (Rhône) disparaît un grand témoin de plus de cinquante ans d'histoire de la gauche, un acteur de toutes ses batailles, du PCF au PS en passant par le PSU, un bretteur élégant qui s'est confronté, au-delà de ses rivalités locales avec Charles Hernu, tant avec Michel Rocard qu'avec François Mitterrand ou Lionel Jospin. *« Je suis né de gauche et, un jour, je mourrai de gauche »*, disait ce chercheur de compromis, ennemi de tout consensus.

Fils d'un père instituteur et d'une mère ouvrière brodeuse qui meurt quand il n'a que douze ans, Jean Poperen est né le 9 janvier 1925 à Angers (Maine-et-Loire). A dix-huit ans, il entre au Parti communiste et participe à la Résistance. A la Libération, il dirige les étudiants communistes. Il s'implique au PCF – comme le fera plus tard son frère Claude, qui y gravira tous les échelons – et participe même à une réunion du Kominform à Budapest. Mais, en 1959, soupçonné de fractionnisme, il est exclu, avec son groupe Tribune du communisme, qu'il fond, l'année suivante, dans le PSU. Très vite, il s'y oppose à Michel Rocard.

Major de l'agrégation d'histoire à vingt-deux ans, il enseigne au lycée d'Amiens, puis à Janson-de-Sailly, avant de se retrouver maître assistant à l'université Paris-I. Le soutien à la candidature de François Mitterrand, en 1965, puis la création du courant Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) conduisent, en décembre 1967, à son exclusion du PSU. L'enfant terrible transpose son combat, en avril 1968, à la FGDS, sans faire allégeance à François Mitterrand.

Les deux hommes commencent par s'opposer, et Jean Poperen, même s'il sera invité à Latche et recevra le futur président dans sa maison de Belle-Ile, ne sera jamais admis dans le premier cercle mitterrandien. Il racontait souvent ce petit dialogue qui illustrait leurs relations : *« Vous êtes loyal, mais vous n'êtes pas facile »*, lui avait dit François Mitterrand. *« Vous non plus »*, avait répondu celui qui se disait animé par *« le tracassin politique »*. En juillet 1969, il participe au congrès constitutif du nouveau Parti socialiste, dont il veut faire *« un parti de lutte de classes »*. Le théoricien du *« front de classe »* pointe déjà à Epinay, en juin 1971, où il se retrouve, avec Guy Mollet, dans la minorité contre François Mitterrand. Son courant obtient 12 %.

Indocile ou indisciplinable, ce passionné de la laïcité, grand admirateur de Robespierre, attendra le congrès de Grenoble, en 1973, pour s'agréger à la majorité mitterrandienne. Mais il doit se compter (5,5 %) et patienter jusqu'en 1975 pour entrer au secrétariat, où François Mitterrand lui confie la propagande.

L'INVENTEUR DE LA LOI « PLM »

Orateur brillant, Jean Poperen manie la formule acerbe avec gourmandise. C'est son *« vieux complice »* Michel Rocard, auquel le lie, au-delà de leurs affrontements, une vraie amitié, qui fait les frais de sa férocité. Il bataille contre l'entrée de *« Rocard d'Estaing »* et des chrétiens de cette deuxième gauche, dont il se méfie comme de la peste, ces *« sirènes néo-MRP »* dans un PS qu'il veut bien ancré à gauche.

Avocat du programme commun avec un PCF auquel il ne manque pas de reprocher son *« inconditionnalité »* à l'égard de l'URSS, il est élu, « parachuté », député du Rhône en 1973 – et réélu en 1978, en 1981, en 1986 et en 1988 – et devient maire de Meyzieu en 1977. En 1979, il entre dans le club des « éléphants », responsable du secteur élections.

Le gardien du choix *« irréversible »* d'Epinay, adepte de la rupture avec le capitalisme, fait patte de velours après l'élection de François Mitterrand, et au congrès de Valence, en octobre 1981, il tranche avec le sectarisme ambiant, en plaidant pour *« l'accommodement »* et *« le compromis »*, mais *« sans reniement de la volonté populaire »*. Devenu alors numéro deux du PS, aux côtés de Lionel Jospin, il enfonce le clou : *« Nous avons choisi la voie du compromis gradualiste. Pas celle du grand soir »*, répète-t-il en prônant un contrat *« donnant-donnant »* avec le patronat.

Jean Poperen ne rentre pas dans le rang. Il maugrée. Mais, loyal, il laisse passer l'orage, convaincu que la gauche *« ne peut gouverner longtemps sans adhésion populaire »*. Il approuve la politique de rigueur, même s'*« il ne faudrait pas que ça dure trop longtemps »*. Il se résigne moins, après avoir dénoncé les concessions de son ancien allié Alain Savary à l'enseignement privé, à l'abandon du grand service public et laïque de l'enseignement. En 1982, il est l'inventeur de la loi « PLM », sur le statut particulier de Paris, Lyon et Marseille, qu'il rapporte à l'Assemblée comme celle sur la réforme du scrutin municipal, qui introduit une dose de proportionnelle dans une élection restant majoritaire.

Dès mars 1983, opposé à toute *« pause »* dans les réformes, il met en garde contre les désillusions. La mésentente avec Lionel Jospin, qu'il soutient pourtant face à la volonté de Laurent Fabius de mener la campagne législative, conduit au divorce au congrès de Lille, en avril 1987. Jean Poperen, qui a reformé son courant en 1986, est évincé du poste de numéro deux. Amer, le député du Rhône ne se retire pas sur l'Aventin. Il soutient la seconde candidature élyséenne de François Mitterrand, tout en lui demandant de s'engager à dissoudre l'Assemblée nationale.

En mai 1988, il se retrouve dans la situation paradoxale d'être ministre chargé des relations avec le Parlement de Michel Rocard, alors qu'il combat une ouverture dans laquelle il ne voit que débauchages individuels. Jusqu'en avril 1992, où il ressent comme *« une injustice »* sa sortie du gouvernement, cet amoureux des joutes parlementaires, à l'aise comme personne dans les jeux de courants, joue son rôle avec élégance. Lui qui se désolait de voir que le PS au pouvoir n'était pas *« l'animateur du mouvement social »*, croit en 1990 que son heure est venue d'être premier secrétaire. Mais le congrès de Rennes, en mars 1990, celui de l'impossible synthèse, balaie ses illusions, et celles de beaucoup d'autres socialistes. Sa motion ne recueille que 7,2 %, et, quelques mois plus tard, son numéro deux et dauphin, Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, prend ses distances.

LE VERBE HAUT

Meurtri, sans doute un peu blessé, Jean Poperen ne renonce pas. Il porte beau, le port altier, le verbe haut. Il rêve de transformer le PS en *« structure de rassemblement à toutes les diasporas »* de la gauche pour en faire un *« grand parti du mouvement, du progrès, de la réforme »*. Il bataille pour le « oui » à Maastricht, en donnant à son *« contrat social »* un objectif européen, convaincu que *« l'Europe s'impose comme seul avenir pour toutes nos nations »*. En avril 1992, il créée « Le Nouveau Monde 92 », qui, de colloques en forums, milite pour le renouveau de l'idéologie de la gauche. Mais, en 1993, il ne se représente pas aux législatives. Avec son bulletin *Synthèse-Flash* et *Vu de gauche*, il entretient la flamme de son courant, même si celui-ci, très concurrencé par la Gauche socialiste, vivote, après un joli baroud d'honneur au Bourget en octobre 1993. Lors de ce congrès, qui voit, malgré lui, l'éphémère consécration de Michel Rocard, Jean Poperen obtient sur sa motion 11,14 %. Auteur de nombreux livres – *Une stratégie pour la gauche* (1969), *L'Unité de la gauche* (1975), *Nous sommes tous archaïques* (1978), *Un nouveau contrat social* (1985), *Socialistes : la chute finale* (1993) –, il est de ceux qui voient dans l'échec électoral de 1993 la preuve que *« nous avons déçu – à mon avis sur l'essentiel – le monde du travail dans sa grande majorité »*, en raison du *« creusement »* des inégalités. Tout en s'inquiétant du risque de *« présidentialisation »* du PS, Jean Poperen soutient Lionel Jospin, qui entérine son projet de *« contrat social européen »*, lors de son retour, en octobre 1995, à la tête du parti. Loyal mais vigilant, il défend jusqu'au bout une certaine idée de la gauche, aux antipodes de la mondialisation du *« capitalisme libéral »*. En gardien sourcilleux, mais avec panache.

Michel Noblecourt

Tete Montoliu

Un pianiste de dimension internationale

NÉ À BARCELONE le 28 mars 1933, aveugle de naissance, le pianiste catalan Vincente Montoliu, dit Tete, est mort dimanche 24 août à Barcelone des suites d'un cancer du poumon.

Son père jouait du hautbois et du cor anglais à l'Opéra de Barcelone ; sa mère, amateur de jazz, collectionne les grands pianistes, Earl Hines, Art Tatum, Fats Waller et Duke Ellington. Le dimanche, Tete Montoliu écoute les concerts symphoniques du père, le lundi, les disques de la mère. A cinq ans, il étudie au conservatoire de Barcelone (piano, orgue, harmonie, composition). Il assiste très tôt à un concert de Don Byas (saxophoniste ténor). Jam-sessions au hot club de la ville, accompagnement des musiciens de passage ou de ceux qui jouent dans les bases américaines de l'OTAN (Perry Robinson en 1960). Tete Montoliu se retrouve adolescent aux côtés de Don Byas, de Lionel Hampton, qui le fait enregistrer en 1956.

Son premier concert hors les murs est à Cannes, au festival de 1958, en trio : avec Doug Watkins (basse) et Art Taylor (batterie). Sa carrière se déroule en Europe (RFA, Suisse, Danemark) et aux Etats-Unis. L'activité musicale est trop réduite en Catalogne et en Espagne. Il est avec Martial Solal le grand pianiste européen qui s'impose. Il se produit avec Mangelsdorff, Sahib Shihab, Herb Geller, Benny Bailey, Chet Baker au *Blue Note* de Berlin. Au Café-Montmartre de Copenhague, il joue avec Kenny Dorham, Dexter Gordon, Roland Kirk et Archie Shepp.

« IL N'Y A PLUS DE GÉNIES »

A New York, en 1967, il s'installe deux mois et demi au Village Gate et au Top of the Gate : en solo, d'abord, puis avec une rythmique exceptionnelle (Richard Davis à la basse, Elvin Jones à la batterie). Ils enregistrent pour *Impulse !* – un disque demeuré inédit. Des tentatives de Pedro Itturalde (flamenco-jazz pour saxophone), il dit : *« J'aime le flamenco, mais ça n'a rien à voir avec la musique que je fais. »* Son jeu vient d'Art Tatum, Al Haig, de Lennie Tristano, avec un phrasé très lisible, très net, une très grande musicalité, et quelque chose dans l'invention et les échappées hors cadres qui l'a fait rechercher. Il participe au Festival de Châteauvallon en 1973, enregistre aux Pays-Bas et au Danemark, effectue de nouveaux séjours à New York à la fin des années 70 (les disques avec Anthony Braxton et George Coleman s'ajoutent à ceux qu'il avait gravés avec Ben Webster ou Lucky Thompson). En 1988, il s'associe à Barney Wilen.

Il se méfiait du free, n'avait pas une énorme considération pour Albert Ayler qu'il avait accompagné à New York, et déclare en 1973 : *« Coltrane mort, tout le monde a été dans une grande confusion. Aujourd'hui, il y a beaucoup de bons musiciens, mais il n'y a plus de génies. »*

Francis Marmande

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anne et Graham CORBETT,
Dominique et Jean-Paul DÉROULÈDE
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Gabriel,

le 1er août 1997,

chez Véronique et Gilles.

Anniversaires de naissance

Juliette SABATIER

a vingt ans !

Le cercle de famille applaudit.
Tous l'embrassent tendrement.

Une joie éclate en trois
temps mesuré de la lyre
Une joie éclate au bois
Que je ne saurais pas dire
Tournez têtes, tournez rires
Pour l'amour de toi.

Anniversaires de mariage

– Soixante ans de mariage de

Annette et Lucien MAGNAN

avec l'affection de leurs six enfants, vingt petits-enfants et cinq arrière-petits-enfants.

« La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. »
Albert Camus.

Décès

– Saint-Michel (Aisne).

Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, président de l'Union départementale des élus socialistes et républicains,
L'ensemble des élus socialistes et républicains de l'Aisne,
ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice BRUGNON,
député honoraire de l'Aisne,
conseiller général honoraire
du canton d'Hirson,
maire honoraire de Saint-Michel.

Les obsèques civiles ont eu lieu, ce lundi 25 août 1997, à 11 h 30, sur le site abbatial de Saint-Michel.

– Saint-Cloud. Saint-Bonnet-près-Riom (Puy-de-Dôme).

Jeanne Marie,
son épouse,
La famille,
Et ses amis,
font part du décès subit de

Jacques GIORGI,
lieutenant-colonel honoraire.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 22 août 1997, en l'église de Saint-Bonnet-près-Riom, suivie de l'inhumation au cimetière.

Que les personnes qui l'ont aimé et apprécié aient une pensée pour lui.

– *Le professeur Philippe Ligneau,*
son mari,
Christine et Douglas Kolstoe,
Bernadette et Michel Launay,
Marie-Hélène et Charles Taieb,
Bénédicte et Fabrice Laboureau,
Véronique et Ludwig Coulmann,
Marie-Astrid et François Napelon,
ses enfants,
Sonja, Simon, Julien, Thomas, Mathieu, Lucie, Chloé, Jan, Emilie et Hélène,
ses petits-enfants,
Björg Halmöy,
sa sœur,
Et toute sa famille en Norvège et en France,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Gerd LIGNEAU,
née NILSEN,

survenu subitement le 31 juillet 1997, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 8 août, en l'église Saint-Olav d'Oslo.

Cet avis tient lieu de faire-part.
151, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers.

– Véronique Ben Jacob,
Léon et Germaine Poliakov,
Stéphane, Anne, Antoine et Michel Hessel,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

Tania METZEL,
pasteur de l'Eglise réformée de France,
ancien aumônier général des prisons
de la Fédération protestante de France,
chevalier de la Légion d'honneur.

Elle s'est éteinte à son domicile, le 13 août 1997, dans sa soixante-quinzième année.

Une action de grâces sera rendue le 11 septembre, à 11 heures, au temple de Vincennes, 15, rue de la Fraternité.

– Jean et Noële Pistre
et leurs enfants,
Xavier et Juliette (†) Gaume
et leurs enfants,
François et Claire Pistre
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

capitaine de vaisseau
Edmond PISTRE,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Turnac, le 21 août 1997, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 26 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Bellevue.

3, rue du Bassin,
92190 Meudon.

– M. François des Rochettes,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme François des ROCHETTES,
née Marie-Laure LEJEUNE,

survenu le 22 août 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 août, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15e.

29, avenue de Suffren,
75007 Paris.

Anniversaires de décès

– Le 26 août 1972, il y a vingt-cinq ans,

François ANGELI

nous a quittés.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et, donc, aimé.

– Le 26 août 1983,

Iosif FELEA

nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, ainsi que pour

Clara FELEA,
née LEVY,

sa femme,
qui nous a quittés le 28 octobre 1986.

Souvenir

Achille PAPAPÉTROU,

notre ami, le physicien théoricien de réputation internationale, est mort début août 1997, dans un hôpital parisien. Il appartenait à la génération des Grecs, hommes et femmes de la science et des arts, qui se sont expatriés après la Libération, fuyant la persécution pour leurs opinions politiques et leur participation à la Résistance. Achille Papapétrou, invité en 1945 par E. Schroedinger à l'institut qu'il dirigeait à Dublin, avait par la suite œuvré et enseigné dans des institutions scientifiques notoires, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis (Princeton) et en France (Institut Henri-Poincaré). Il a laissé partout des amis fidèles et des admirateurs pour l'intelligence de son esprit et la noblesse de son cœur.

Son ami E. Bricas, fidèle jusqu'à ses derniers jours, et ses amis de Grèce garderont toujours un vif souvenir de lui.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05

Téléphones :
01-42-17-39-80
01-42-17-29-96
01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie	105 F
Abonnés et actionnaires	95 F
Mariages/naissances	70 F
Thèse étudiants	65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Un tarif dégressif de 50 % est accordé sur une deuxième parution (Texte identique)

ENVIRONNEMENT Dans certains départements, le 15 août a marqué l'ouverture anticipée de la chasse au sanglier, afin de réguler des populations trop nombreuses, responsables de dégâts parfois importants, voire dramatiques, dans les cultures. ● LA GESTION DU GROS GIBIER, sangliers et cervidés, est un sujet de polémique constante entre écologistes, chasseurs, forestiers et agriculteurs. ● LES SANGLIERS PROVOQUENT DES DÉGÂTS aux maïs, tandis que les cerfs contrarient les efforts d'exploitation du bois de l'Office national des forêts (ONF). ● EN ISÈRE, AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS s'opposent vivement aux chasseurs de sangliers. ● LE MENSUEL *LE CHASSEUR FRANÇAIS* souligne les effets pervers de la « *monoculture galopante du maïs* » et observe que « *vouloir transformer les forêts françaises en usines à bois change cerfs et chevreuils en frein au rendement* ».

La prolifération des espèces sauvages pose un problème d'équilibre naturel

L'abondance de sangliers et de cervidés se traduit par des dégâts aux plantations et aux cultures. Dans l'Isère, les alpages et la forêt sont menacés. Mais les forêts doivent-elles être des « usines à bois », les céréales doivent-elles envahir le paysage ? La polémique fait rage

GRENOBLE
de notre correspondante

Régal d'Obélix dans la Gaule de Goscinny et d'Uderzo, le sanglier est devenu la bête noire des agriculteurs, qui régulièrement se plaignent de voir leurs cultures saccagées. Le phénomène, aujourd'hui, frappe de plein fouet les Alpes. Quant aux cervidés, ils infligent à la forêt des dégâts qui font dire à Edmond Zampa, de l'Office national des forêts (ONF) de l'Isère, pourtant lui-même auteur de nombreux lâchers, qu'« *à terme, c'est le devenir de la forêt alpine qui pourrait être compromis* ».

Dans ce département, qui compte le nombre de chasseurs le plus élevé de Rhône-Alpes (près de 25 000), les dégâts, déclarés et indemnisés, provoqués par les sangliers aux cultures, ont presque doublé en cinq ans. Mais surtout le phénomène gagne en altitude et les tensions s'exaspèrent. Eleveur bovin dans le massif de Belledonne, Jean-Noël Eymin, trente-cinq ans, se dit découragé et prêt à abandonner le maïs. Début juin, une harde de sangliers s'est offert un festin nocturne dans ses semis. « *Il ne reste rien*, se lamente l'exploitant, *l'an dernier, j'ai ramassé la moitié de la récolte. On a déjà du mal avec les intempéries, les cours qui baissent. Quand en plus les sangliers saccagent votre travail, il y a de quoi avoir envie de tout laisser tomber.* »

Le sanglier pourtant est un habitué des lieux. « *Ils venaient parfois brouter le maïs*, raconte un ancien fermier du Vercors, massif où les dégâts sont nombreux. *Mais cela n'arrivait guère qu'une fois ou deux par an. Et encore, pas toutes les années !* » Le malheur serait que le sanglier, longtemps classé espèce nuisible, devienne le gibier préféré des chasseurs. « *Autrefois*, soutient un exploitant, *les chasseurs étaient tous plus ou moins des ruraux. Aujourd'hui, ils viennent de partout, des villes ou de la plaine, étant donné qu'en bas il n'y a plus de gibier. Sous prétexte qu'ils ont payé leurs cotisations, ils se croient tout permis.* »

ÉLEVAGES CLANDESTINS

Localement, les chasseurs de sangliers ont une mauvaise image : « *Celui qui part seul pour tirer un lièvre ou un lapin, passe encore*, commente un de leurs détracteurs. *Mais eux passent en force, à dix, vingt, parfois trente. Tout le monde est en treillis. Il y a les chiens qu'on fait aboyer pour rabattre les animaux et ça canarde tous azimuts.* » Même au sein de la fédération, un responsable confie : « *les chasseurs de sangliers sont un peu nos prédateurs* ».

Pour garantir le tableau de chasse du dimanche, tout serait bon, jusqu'aux élevages clandestins pour alimenter les lâchers et à l'agrainage, initialement conçu pour éloigner les animaux des cultures. Ce « nourrissage », à base de maïs, voire de farine et même de déchets d'abattoirs, aurait contribué à éloigner le « *cochon* » du comportement du sanglier sauvage. « *Ce dernier participe à l'entretien de la forêt et ne s'approche pas de l'homme* », assure un guide naturaliste du Vercors, Jean-Paul Vieron, convaincu que le problème est plus largement lié à la « *dépréciation de l'environnement* ». « *Le monde agricole, aussi, est responsable de la perturbation de l'écosystème* », accuse-t-il.

SUSPICIONS

En attendant, agriculteurs et chasseurs se regardent en chiens de faïence. Les chasseurs, qui alimentent le fonds d'indemnisation des dégâts, affichent, comme ailleurs en France, leur suspicion vis-à-vis des arguments des agriculteurs. « *Je travaille quatorze heures par jour pour ramasser une récolte, pas pour être indemnisé !* », lance un exploitant, furieux qu'on puisse le soupçonner d'y trouver son compte.

D'autant que les indemnités, à l'en croire, sont loin de couvrir les dommages. « *Avant une clôture durait dix ans. Avec les sangliers, il faut presque la redresser tous les jours.* » Pour certains, s'ajouterait le casse-tête des directives de Bruxelles qui imposent des déclarations de récoltes. « *Comment fait-on lorsque nos parcelles ont été complètement détruites ?* », interroge un éleveur du Trièves, qui affirme redouter l'ajournement de ses indemnités et, partant, « *de graves problèmes de trésorerie* ».

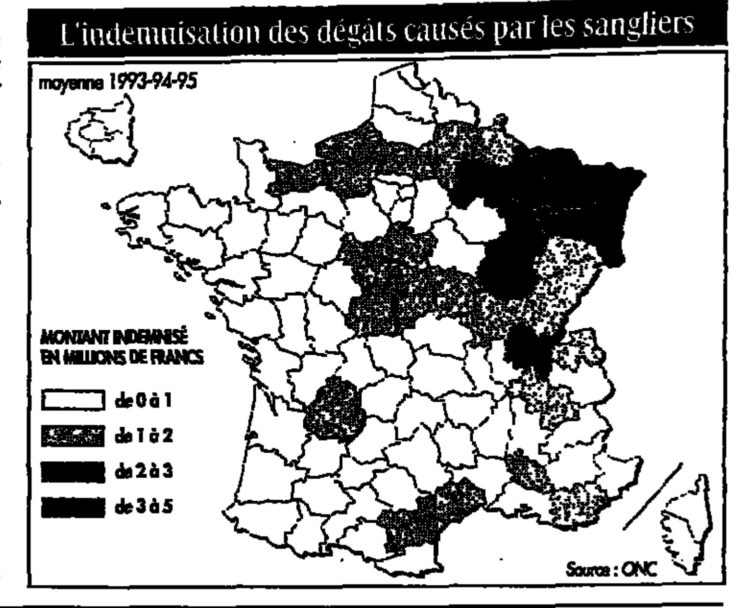
Les agriculteurs ne sont pas plus satisfaits du mode de calcul des dégâts. Dans le cas des prairies, ils sont calculés sur la base de la remise en état. Idem pour les alpages. « *Lorsqu'il est situé à trois heures de marche, je vous défie de présenter une facture !* », s'enflamme un propriétaire. Un alpage du Vercors, qui nourrissait cinquante génisses, n'a pu, l'an dernier, n'en tenir que vingt-cinq. En deçà, il devra fermer.

« *A terme, c'est l'économie pastorale de tout le département qui risque d'être compromise* », prédit Yves Raffin, directeur de la Fédération des alpages. Les stations de moyenne altitude, dont les sols doivent impérativement être à niveau pour retenir la neige, voient régulièrement leurs pentes labourées. « *Lorsqu'on donne un coup de bulldozer pour enlever une bosse, les écologistes arrivent en délégation. Mais quand ce sont des sangliers qui labourent nos prairies, là, plus personne ne trouve à redire* », raille le directeur de Saint-Pierre-d'Allevard, dans le massif de Belledonne, qui a dû trouver l'argent pour reboucher les trous.

Les chasseurs pourtant plaident non coupables. « *On paie les excès de la notion de préservation* », analyse Jacques Vassant, de l'Office national de la chasse (ONC), tandis que d'autres remarquent : « *Pendant des années, on nous a appris à protéger la faune. Maintenant, on nous reproche de ne pas tirer assez !* » « *Notre société sait générer la pénurie, pas l'abondance* », fait observer de son côté le président de l'Office départemental de la chasse, Hervé Réant. Décidé à nouer le dialogue avec les agriculteurs, il a mis en place des commissions locales de gestion, dont le rôle sera de définir le seuil de dégâts supportables, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour le maintenir. « *Les chasseurs disent toujours oui, mais après ils font ce qu'ils veulent, vu qu'ils n'ont pas de sanction* », commente, peu confiant, un éleveur.

L'administration, toutefois, a prévenu : « *Si on ne parvient pas à un résultat, on sort l'artillerie lourde.* » Autrement dit, on classe le sanglier espèce « nuisible ». Cette mesure permet de prolonger la chasse d'un mois, mais avec le risque, notamment, de mettre en péril la tranquillité des randonneurs. Jean-Paul Vieron, lui, cite la Suisse, où les tirs sont pratiqués de nuit, par des gardes habilités : « *Au moins*, dit-il, *on est sûr que les tireurs n'ont pas d'arrière-pensées* » ; avec le système français, « *les chasseurs obtiennent ce qu'ils cherchaient : toujours plus de chasse !* »

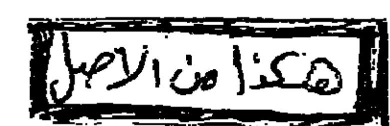
Nicole Cabret



Les aléas du « comptage »

CHASSEURS, écologistes, agriculteurs, forestiers de l'Office national des forêts (ONF) s'empoignent régulièrement, sur l'état des populations de gros gibier, sans parvenir parfois à trouver un minimum de langage commun. Exemple : les plans de chasse destinés à réguler ces populations – et qui cristallisent toujours les polémiques – sont établis, notamment, sur la base de comptages en fin de saison. Or le numéro de juillet du mensuel *Le chasseur français*, dans un dossier intitulé « *Y a-t-il trop de gros gibier ?* », cite une étude de deux chercheurs de l'Office national de la chasse (ONC), qui jugent qu'à l'heure actuelle « *on ne sait pas dénombrer les animaux* » en France. Au point qu'ils évoquent « *le mythe du recensement exhaustif* » et soutiennent qu'on est plus près de la « *sorcellerie* » que de la rigueur scientifique...

Quant aux dégâts dus au gros gibier, ce même numéro du *Chasseur français* publie un éditorial éclairant sur la complexité du problème, signé de son rédacteur en chef et que ne renieraient sans doute pas... les écologistes : « *Pour le sanglier, inutile de se raconter des histoires*, souligne Jean-Michel Lepeudry. *Même si la gestion des chasseurs a fait des progrès, la monoculture galopante du maïs est la principale responsable de l'augmentation des densités et donc des dégâts. (...) Dans ces océans de céréales, n'y aura-t-il pas toujours trop de sangliers ? On peut demander aux chasseurs de tirer toujours plus, mais on pourrait aussi réfléchir aux conséquences écologiques dramatiques de la seule productivité agricole.* (...)[Pour les cervidés], *là encore, il faut en finir avec la langue de bois. Vouloir transformer les forêts françaises en usines à bois change cerfs et chevreuils en frein au rendement. Or la situation de prospérité de ces deux espèces cache une grande fragilité. Il suffirait d'avoir la main lourde trois saisons de suite avec les plans de chasse pour voir les tendances s'inverser de façon dramatique.* (...) *Forestiers et agriculteurs sont tout aussi responsables que les chasseurs de la situation actuelle et devront, eux aussi, faire des efforts.* »



Le salut européen de la ligne ferroviaire Béziers - Clermont-Ferrand

Une modernisation du réseau permettrait d'accroître le trafic de fret avec l'Espagne

Créée en 1888, cette ligne ne transporte quotidiennement qu'une vingtaine de voyageurs. Les multiples rumeurs de fermeture ont laissé la place à un projet de modernisation, établi par un comité réunissant des syndicats et des autorités politiques, qui, après avoir consulté les cadres de la SNCF, propose au gouvernement une alternative au trafic de marchandises saturé en région Rhône-Alpes et sur le littoral méditerranéen.

MILLAU (Aveyron)
de notre envoyé spécial

Loin des grands axes, la desserte de chemin de fer Béziers - Neussargues - Clermont-Ferrand garde un parfum de ligne buissonnière. Pour tel cheminot cette liaison évoque la station de ski du Lioran (Cantal) et ses tire-fesses installés derrière la gare. Pour tel autre se sont les chemins de randonnée au départ de la gare d'Aumont-Aubrac.

Créée en 1888, cette ligne fut l'une des toutes premières à être électrifiées. Aujourd'hui elle est délaissée. Près de la moitié des 390 kilomètres de voie sont constitués de rails datant de 1930. Cela n'autorise pas de folle vitesse, mais permet au voyageur de ne rien rater du viaduc de Garabit, dessiné par Gustave Eiffel, ou des paysages rocailleux du Larzac.

Faisant régulièrement l'objet de rumeurs de fermeture, cette ligne, qui, au-delà, relie Paris en traversant trente-deux départements, transporte une vingtaine de passagers par jour. Aujourd'hui, pourtant, la question n'est pas tant celle de son maintien que de sa modernisation. Cette différence d'approche est due en partie au travail mené depuis deux ans par un comité réunissant des syndicats, des partis politiques et des collectivités de diverses obédiences. « *En 1995, on s'est aperçu que manifester contre la casse du service public ce n'était pas suffisant. Laisser la ligne en l'état, c'était à terme la condamner. Aussi le comité s'est-il mis à travailler avec des cadres de la SNCF sur des contre-propositions allant dans le sens de la reconquête* », souligne Jacky Tello, secrétaire fédéral des cheminots CGT de Languedoc-Roussillon et coordonnateur du comité.

C'est ce plan, chiffré à 1 milliard de francs, qui a été soumis le 17 juillet aux deux ministres des transports et de l'aménagement du territoire. Chez Jean-Claude Gayssot, il a évidemment reçu un accueil favorable. Ancien cheminot originaire de Béziers, le ministre communiste a travaillé sur la ligne en Lozère. Mieux, il a été signataire de la pétition du collectif, qui devait être remise à son prédécesseur, Bernard Pons. « *A Paris, nous avons été reçus aux petits oignons. Mais, attention, nous ne faisons de chèque en blanc à personne et nous ferons pression, y compris sur le ministre des transports* », prévient M. Tello, qui organisait, deux jours plus tard, une manifestation réunissant sept cents personnes à Millau (Aveyron).

BESOIN DE FINANCEMENTS

Pour le comité, le plus urgent est d'obtenir d'ici à mars 1998 une décision du gouvernement reconnaissant la ligne d'intérêt public national, ce qui permettrait de débloquer les fonds nécessaires à sa modernisation.

Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot ont rappelé dans un communiqué leur volonté de rééquilibrer le trafic. Le ministre de l'aménagement du territoire a demandé à la Datar d'étudier « *l'impact économique sur les territoires desservis des propositions de modernisation de la ligne* ». Quant à son collègue des transports, il a annoncé « *une évaluation du trafic captable sur cette ligne après aménagement* », ainsi qu'un examen des conclusions d'un premier rapport réalisé en décembre 1996 pour le conseil régional de Languedoc-Roussillon.

Cette étude a montré que la ligne pouvait avoir un avenir européen en profitant de la saturation du trafic en région Rhône-Alpes et sur l'axe littoral méditerranéen. Le pari est simple : les différences d'écartement de rails entre la France et l'Espagne s'estompant, on devrait assister dans les prochaines années à une augmentation sensible du trafic fret entre les deux pays, qui, depuis la région Ile-de-France, pourrait s'écouler par le Massif central.

Pour Jacky Tello, « *ce qui est bon pour le fret le sera forcément pour les voyageurs, puisque, dans l'optique du ministre des transports, la ligne ne peut être que mixte* ». Autres temps, autres mœurs : dans les années 70, l'armée avait quasiment convaincu la SNCF de moderniser la ligne pour transporter les régiments partant manœuvrer sur le plateau du Larzac.

Richard Benguigui

Brest attend un contrat écologique pour les eaux de sa baie

150 communes s'unissent contre les pollutions

BREST
de notre correspondant

L'image de Brest se conjugue avec celle d'une rade de 180 kilomètres carrés qui sait être superbe. Pourtant, ses eaux subissent suffisamment d'agressions pour qu'on parle aujourd'hui de restauration et même de reconquête. La communauté urbaine de Brest (CUB) s'était déjà penchée, en 1992, sur le cadre de vie de ses concitoyens à travers un « plan bleu » incluant la rade. Mais la publication, en mars 1993, de la circulaire sur les contrats de baie par le ministère de l'environnement et l'opportunité de répondre à un appel d'offre de la Communauté européenne pour des expériences pilotes dans le but d'un programme *Life* ont fourni l'occasion d'une démarche spécifique et plus ambitieuse. La phase préparatoire de ce contrat de baie est aujourd'hui achevée avec un état des lieux consigné dans un volumineux document.

« *La situation n'est pas fichue. Il y a de la vie mais aussi des points difficiles* », résume le maire (PS) de Brest et président de la CUB, Pierre Maille. Un second document recense les actions et travaux prioritaires à mener d'ici à 2002. Une deuxième phase est prévue ensuite jusqu'en 2007. Les conclusions doivent être étudiées prochainement par le Comité national d'agrément des contrats de baie. En cas d'aval, une signature est espérée à la fin de l'année.

L'aire d'application de ce contrat couvre pas moins de 2 800 kilomètres carrés où vivent 370 000 habitants dans 107 communes du Finistère, 27 des Côtes-d'Armor et 3 du Morbihan et inclut deux rivières, l'Aulne et l'Elorn. « *Pour régler le problème, la bonne échelle, c'était la rade et son bassin versant*, estime Ronan Le Goff, biologiste et responsable du Service rade de Brest, l'outil logistique du contrat de baie . « *Pour réussir, il fallait associer l'ensemble des partenaires concernés. Et les convaincre. D'où la durée de la phase préparatoire* ». Parallèlement 45 équipes de recherche ont participé au volet scientifique, validé en septembre 1996 par un comité international d'expertise. Si des richesses patrimoniales demeurent, des dysfonctionnements ont été mis en évidence, liés notamment pour les principaux aux pesticides, nitrates, phosphates et métaux lourds, à des pollutions d'origine humaine ou animale ou encore à des « aménagements » néfastes de l'espace rural.

Mais la démarche ne s'est pas limitée au seul constat. Parmi les réalisations brestoises, l'attention portée à la coquille saint-jacques, activité économique importante, avec 130 tonnes pêchées la saison passée, a permis le doublement des semis des naissains et également de prendre pour le dragage des mesures de gestion systématiques. Autre exemple : des tests effectués sur deux serres de tomates et de roses afin de trouver un système capable d'éviter les rejets polluants ; une recherche loin d'être anodine sur un bassin versant qui compte 122 hectares de serres.

Les mesures effectuées dans les eaux de la rade ont montré aussi un niveau supérieur au seuil de toxicité de tributylétain (TBT), présent dans nombre de peintures utilisées pour caréner les bateaux. Le lien est fait entre cette pollution et l'apparition de caractères sexuels mâles chez la femelle du bigorneau *Nucella lapillus*. Dans le port multifacette de Brest qui associe militaire, commerce, réparation navale et plaisance, la marine nationale a déjà pris des mesures pour revenir en dessous du seuil de toxicité en divisant par quatre ses apports de TBT. « *Je pense qu'en l'an 2002, nous aurons rempli notre contrat* », estime Ronan Colin, phamacien-chimiste en chef au laboratoire de chimie analytique du port de Brest.

Du côté de l'agriculture, une opération a été réalisée sur un sous-bassin d'environ 600 hectares de l'Elorn. Elle a porté essentiellement sur les flux de pollution éventuels. « *Les agriculteurs ont intérêt à ce que ce genre d'expérience soit menée* », estime Jean-Paul Nicolas, exploitant sur la zone concernée et président de la commission environnement à la chambre d'agriculture du Finistère. Reste à savoir si les objectifs du contrat de baie sensibiliseront tous les milieux. Jean Le Menn, directeur de la protection du patrimoine naturel et sensible à la CUB, a son opinion. « *Nous avons encore à convaincre les " productivistes " agricoles et industriels. Ils partiront sur la qualité avant de partir sur l'environnement* ».

L'aire d'application de ce contrat couvre pas moins de 2 800 kilomètres carrés où vivent 370 000 habitants

Alors que la phase préparatoire portait sur 160 millions de francs financés par l'Union européenne, le ministère de l'environnement, l'agence de l'eau Loire-Bretagne, le conseil régional, le conseil général du Finistère et la Communauté européenne, la phase d'action et de travaux préconisés jusqu'en 2002 atteint 839,5 millions dont, estiment les initiateurs, 750 auraient été nécessaires, contrat de baie ou non.

Le plan prévoit 11 programmes d'action, incluant des travaux lourds d'assainissement domestique, industriel et agricole, mais aussi un volet concernant la protection et un autre consacré à la communication, une partie de la solution résidant dans le simple respect de la réglementation. Un observatoire de l'environnement est proposé pour assurer un suivi. Deux éléments faciliteront sa mission : le contrat de baie, qui figure parmi les 24 zones pilotes Life en matière de gestion intégrée des espaces littoraux, est également une des 3 zones pilotes d'Adage (Aide à la décision en matière d'aménagement et de gestion de l'environnement) dans une opération dont l'aérospatiale est le leader sous label Euréka. « *Le travail déjà effectué doit permettre dans la nouvelle phase de dire ce qu'il faut faire, de hiérarchiser, de coordonner les travaux de maîtres d'ouvrage différents* », estime Pierre Maille. Le maire considère aussi que le contrat de baie est le type de dossier où la solidarité départementale peut s'exercer. « *Le rayonnement, la qualité de vie de la zone brestoise dépendent aussi de ce qui se passe à l'intérieur du département, ce que les gens n'ont pas toujours en tête* ».

Vincent Durupt

DÉPÊCHES

■ **SAVOIE : à la suite de la présence récurrente de nappes blanchâtres ou noirâtres sur le lac d'Aiguebelette**, à une dizaine de kilomètres de Chambéry, deux associations de protection de la nature et de pêche ont déposé plainte contre X... pour « *délit d'atteinte à la faune piscicole* ». Des analyses ont montré que les nappes blanchâtres étaient des résidus d'égouts. Ces micro-organismes pourraient provenir d'une rivière, la Leysse de Novalaise. La préfecture indique que les eaux de baignade et d'alimentation sont « *conformes* ».

■ **LANDES : plus de 1 000 surfeurs ont formé, dimanche 24 août, une chaîne humaine sur la plage d'Hossegor** pour protester contre la pollution des océans, à l'initiative de la Surfrider fondation europe. Cette opération s'est inscrite entre deux tours de la 8e étape du championnat du monde de surf.



Le podium de Mexico

RETOUR SUR IMAGES

IL est venu à contrecoeur. Et il le dit d'emblée, sans agressivité, mais avec gravité. Pour que les choses soient claires. Tommie Smith ne triche jamais. S'il a changé d'avis après un premier refus brutal, c'est *« par amitié »* pour un vieux camarade, entraîneur sportif renommé, qui s'est porté garant et l'a supplié de parler : *« Tu as des choses à dire Tommie, ton geste a imprimé la mémoire de tous les Noirs d'Amérique. Explique-le. »* Il sourit, en secouant la tête avec accablement. Allons donc ! Expliquer... S'il suffisait de quelques mots pour dire la vérité ! Si une poignée de souvenirs, égrenés un à un, pouvaient conter l'histoire d'un geste définitif et inouï, qui magnifia et détruisit une vie ! L'image de Mexico n'a rien d'une anecdote. C'est du soufre qu'elle contient. De la douleur, de l'orgueil, du sang. Comment imaginer en parler sereinement ? *« Dans ce poing brandi très haut, j'avais ramassé toute ma vie. »* Le poing est devenu immortel, mais la vie est en lambeaux. *« J'en ai fait le sacrifice. »*

Il a calé sa longue carcasse sur une banquette de la cafétéria, posé ses lunettes de soleil et le chapeau de paille qui ne le quitte pas, commandé un café et une carafe de thé glacé. On a le temps, dit-il. Le collège de Santa Monica est au coin de la rue, ses élèves ne l'attendent pas au gymnase avant midi et demi. Mais comment amorcer un récit qui fait mal ? Son âme est pleine de blessures qui ne cicatrisent pas. *« Je n'étais pas causant. Je suis devenu muet. Sitôt mes cours finis, je me referme. Je n'ai pas vraiment d'amis. Ce truc de 68, c'est tout le temps dans ma vie. »* Il n'en parle à personne. C'est devenu son secret. Obsédant. *« J'ai été populaire, et me voilà paria. »* Ses mots cognent très fort. Comme s'ils étaient latents, comme s'ils étaient fin prêts et qu'ils n'attendaient qu'une question, qu'un regard pour s'échapper en groupe, libérés mais cruels, rugueux, cinglants. Ce matin, Tommie Smith a décidé qu'il ne les retiendrait pas.

Il oublie sa réserve, ses craintes de l'interview, sa méfiance pour les phrases. Trop tard de toutes façons ! Elles jaillissent. Il plonge dans l'entretien, les yeux dans ceux de son interlocutrice, insensible aux rumeurs et mouvements de l'endroit. Il est dans son récit, concentré et fervent. Les images ressurgissent. Les personnages aussi. Son père, James Richard Smith, *« peau foncée, pommettes hautes, yeux perçants, qui apprit seul à lire en étudiant la Bible »* ; sa mère Dora, de sang indien et *« d'humeur si tranquille »* ; une flopée de frères et soeurs – onze – disciplinés, soumis au père, *« qui mirent toujours un point d'honneur à ne pas paraître pauvres »* ; deux femmes – Denise et Denise – épouses successives qui n'ont pu supporter *« le poids »* de 68 ; quatre enfants. Et puis *« les Blancs »*.

Ils sont tous là, dans sa chronique d'une vie exposée au racisme primaire. Tommie Smith les raconte en les mettant en scène, changeant de voix pour reconstituer un dialogue, agitant ses longues mains, drôle et puis tragique, narrateur scrupuleux et formidable acteur. C'est l'Amérique qu'il campe. L'Amérique rurale des années 50 et 60, avec ses champs de coton remplis d'ouvriers noirs, ces *« nègres »* qui se louaient de ferme en ferme pour une poignée de dollars. C'est dans une de ces plantations que le jeune Tommie Smith fit ses premiers pas. Et c'est dans une poignée d'autres qu'il grandit et se met à son tour au travail, encadré par ses frères et son père qui, sous l'oeil nerveux de contremaîtres blancs, remplissent sans relâche d'immenses paniers de coton. *« On était de bons enfants, polis, travailleurs, souriants, qui allaient à l'église et n'osaient adresser la parole à un Blanc. »* Enfants modèles, irréprochables, qu'un directeur d'école viendra, lui-même, un beau matin, chercher aux champs.

Tommie Smith apprend à lire, écrire, parler, concourir, *« être un Américain »*. Il le désire si fort, appliqué par nature, vertueux par conviction. Ce pays ne récompense-t-il pas le dépassement de soi, l'effort, la foi ? Les propriétaires de la plantation en prennent de l'ombrage et observent d'un sale oeil l'ardeur du jeune homme qui, pensent-ils, menacera rapidement leur autorité. Mais Tommie Smith ne se risque jamais à la moindre polémique. Il s'accroche à ses études, cravache l'été pour se les payer et ne sèche aucun cours, même quand un sélectionneur détecte en lui les qualités d'un athlète d'exception et commence à lui imposer un entraînement de champion.

Il mène deux vies parallèles et progresse rapidement, sillonne les pistes, court, court de plus en plus vite, stupéfiant les médias par ses accélérations foudroyantes et les lunettes de soleil qu'il arbore dans les stades, sans doute par timidité. Avant la fin du premier degré de l'université, il a établi onze records du monde. Dans le monde sportif, Tommie Smith est devenu un exemple. Il fait partie du corps d'entraînement des officiers de réserve. Il croit en l'Amérique. Il y croit même si fort que tout ce qui dévoie son idéal et les textes fondateurs lui semble une trahison. Il a lu la Constitution.

C'est de là que viendra la rupture. Là que la différence entre le modèle de référence et la réalité lui paraîtra injurieuse pour ceux qui ont fait ce pays. Là qu'il mettra en perspective les discours de Jefferson avec les humiliations infligées à son père *« dans des plantations organisées en camps de travail »*, les lynchages et pendaisons sauvages et les souffrances de pionniers qui, depuis le boycott des bus en 1956 jusqu'aux marches pour la liberté, entreprirent de venir à bout de la ségrégation.

OUI, l'Amérique est bel et bien raciste, Tommie Smith en a chaque jour la douloureuse confirmation, y compris dans sa ville de San José, où il découvre que nombre de propriétaires refusent de louer leurs appartements à des Noirs. *« Le système, chaque jour, était pris en défaut. Ça m'est devenu insupportable. Il fallait rappeler l'Amérique au principe d'égalité. La roue qui grince a besoin d'huile. »* Tommie Smith n'a rien d'un révolutionnaire. Le climat, pourtant, est de plus en plus lourd. La communauté des sportifs noirs se politise. Consciente de l'importance de ses athlètes, elle brandit bientôt la menace d'un boycott des Jeux olympiques de Mexico, en octobre 1968. *« Comment accepter davantage le principe "Cours vite negro, rapporte-nous des médailles, et reviens ramper à la maison", qu'avait accepté Jesse Owens ? »* Tommie Smith-l'obéissant nage en plein dilemme. Il soutient cependant le Projet olympique pour les droits de l'homme, une sorte de pétition des athlètes noirs contre les discriminations raciales. L'idée d'une désertion de ses plus grands champions scandalise l'Amérique. Mais le ton des lettres adressées aux athlètes est plus qu'un aveu de racisme : *« Bon débarras ! Aucune envie de regarder courir un troupeau d'animaux comme les nègres ! » « Combien les communistes vous ont-ils payé pour ridiculiser les Américains ? » « Retournez au Congo ! »*

L'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril 1968, puis celui de Bob Kennedy, le 5 juin, accentuent les tensions. *« J'ai compris qu'à mon tour je devais prendre mes responsabilités. Je n'avais pas le droit de ne rien faire de la notoriété qu'un don du ciel m'avait apportée. Si nous allions à Mexico, alors il faudrait en faire un événement historique, attirer l'attention du monde sur la situation du peuple noir et appeler l'Amérique à un sursaut en matière d'égalité raciale. Je n'avais pas le choix. Mon geste serait pacifique, respectueux et symbolique. Ce serait un sacrifice, mais une question de dignité morale. »*

Il s'entraîne comme un fou, plus rien ne compte que l'accès au podium. Tout projet est différé au lendemain des JO et les nombreux employeurs potentiels qui le veulent sous contrat sont priés de patienter jusqu'à Mexico. Tommie Smith attend son heure. Elle sonnera le 16 octobre.

Tout se déroulera comme prévu : le record du monde du 200 m, la médaille d'or, le podium, le poing. John Carlos, médaille de bronze, s'est joint au mouvement et a revêtu l'un des gants de cuir noir achetés par Denise Smith. L'Australien Peter Norman, médaille d'argent, a accroché à son survêtement le macaron du Projet pour les droits de l'homme. Les trois sportifs quitteront le stade sous les huées et sifflements du stade. *« Des animaux ! Des animaux sauvages,* raconte Tommie Smith. *J'étais condamné. C'est l'enfer qui m'attendait. »*

SUSPENDU de l'équipe olympique et expulsé du village, il est retourné chez lui et a vu s'écrouler, un à un, les projets et contrats de travail annoncés. Alors il s'en est allé à Lemoore, tout près de San José, où l'attendaient ses parents. La petite ville californienne était en émoi. *« Il fut un temps où l'on aurait pendu des nègres pour avoir fait cela ! »* Son père l'a dévisagé en silence. Puis il lui a tendu la main. *« Tu sais mon gars, ces gens m'ont raconté des trucs sur ces Jeux et ce que tu as fait sur le morceau de bois. C'était plutôt difficile à assumer, hein ! La plus grande partie de ma vie fut difficile à assumer. Alors ce que tu as fait, je sais ce que c'est ! »* Tommie Smith était bouleversé. *« Je comprenais tellement ce qu'il voulait dire. Et c'était si lourd. Il en avait bavé pour nourrir sa famille. Au moins, ce geste exprimait de la fierté. »*

Des colis de bouse de vache sont arrivés le lendemain, le surlendemain et les autres jours chez les parents Smith. Des coups de téléphone ont empoisonné leurs nuits, des insultes et des menaces de mort. *« J'ai pris l'habitude de regarder chaque matin sous la carrosserie de la voiture. »* L'armée n'a plus voulu de Tommie Smith, ni les équipes de football qui l'avaient démarché. Des voitures le prenaient souvent en chasse, le FBI le suivait à la trace. *« Comment vous raconter la folie de ces années ? Il y avait tant de passion autour du geste de Mexico ! Un geste de haine envers l'Amérique, avait-on commenté, alors que je n'avais que de l'amour pour ce pays qui avait besoin d'aide. J'en appelais simplement à l'égalité, à la justice, à la dignité. Mais c'était encore un peu trop tôt dans la tête de beaucoup d'Américains... »*

Dora, la maman, mourra en 1970 d'une crise cardiaque. *« Elle est partie comme elle avait voulu : en écoutant ses trois filles chanter à l'église. Mais comment ne pas songer aux pressions, insultes, humiliations subies pendant deux ans... »* Les conditions de vie sont devenues rudes et précaires. Tommie Smith végète, tente sa chance au Canada, donne des cours ici et là, se fait virer d'une université, jugé tour à tour *« dangereux »* ou *« trop bon pour l'emploi »*. *« La femme de John Carlos s'est suicidée, la mienne a demandé le divorce. »*

Il fonde une nouvelle famille, affronte les mêmes problèmes. *« Dieu alors m'est venu en aide. »* Au moment le plus critique, on lui propose un poste d'entraîneur au collège pré-universitaire de Santa Monica, près de Los Angeles. Cela fait dix-neuf ans.

On y est donc allé ensemble, ce matin de juillet, les élèves depuis longtemps l'attendaient. *« C'est à cause de la journaliste française,* a-t-il expliqué.

– *Une journaliste ? Elle écrit sur le collège ?*

– *Non, c'est à votre prof que je m'intéresse ! »*

Stupéfaits, ils ont regardé le géant à chapeau de paille qui, déjà, déplaçait des haltères. *« Ils ne savent rien de moi,* m'avait-il glissé. *Cette jeunesse se moque bien de ce qui s'est passé avant sa naissance. »* C'est alors qu'un jeune athlète noir a pris la parole devant ses camarades interloqués : *« En 68, le coach était l'un des sportifs les plus fameux du monde. Il faisait la "une" de tous les magazines. Mais c'était plus que ça. Comme Malcolm X et Martin Luther King, il dénonçait le racisme. Et, sur le podium des Jeux, il a fait un truc incroyable... »* Mais le coach, ému, a tourné les talons, sans attendre la fin de l'histoire.

Annick Cojean

Juillet 1997-Santa Monica

DR

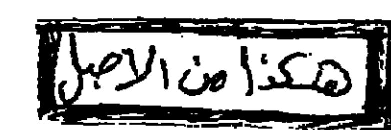
16 OCTOBRE 1968

Tommie Smith

« Je suis sur la plus haute marche du podium olympique. Celle dont j'ai tant rêvé. C'est pour y avoir accès que, pendant deux ans, je me suis battu, entraîné, défoncé. C'était mon aiguillon, mon objectif ultime. La victoire était nécessaire, mais elle n'était qu'un moyen. C'est la tribune que je visais, la plus belle tribune qu'un athlète puisse atteindre. Question d'efficacité. L'enjeu est politique. J'ai un message à faire passer. Les JO m'offrent le monde entier. Tout est prévu, pensé. Je sais exactement ce que je fais. Et je veux que cela ait de l'allure. Il ne s'agit pas de saboter une cérémonie que je respecte, mais de lui donner un sens. L'image que je compose [illegible] des milliers de mots. Des pieds nus évoquent la pauvreté des Noirs en Amérique. Mon foulard et le collier de John Carlos rappellent les lynchages opérés dans le Sud. Les poings gantés représentent la force et l'unité du peuple noir. Je conserve à la main la pousse d'olivier que l'on vient de m'offrir avec la médaille d'or en symbole de paix. L'hymne va commencer, le moment est sacré. [illegible] Alors, à la première note, je baisse la tête et tends mon poing le plus haut possible vers le ciel. »

JOHN DOMINIS/LIFE MAGAZINE/TIME INC.

PROCHAIN ARTICLE
La Princesse
au grand coeur



Pour une régulation économique de l'audiovisuel

par Hervé Bourges

Il y a quinze ans, la loi mettait un terme au monopole public de l'audiovisuel. Notre pays passait ainsi d'un régime de radio-télévision administrée à celui d'une communication audiovisuelle que l'on voulait à la fois pluraliste et régulée. Aujourd'hui, le poids pris à l'échelle nationale par certains investisseurs dans la production, la programmation et la diffusion audiovisuelles, conduit à s'interroger sur les garanties supplémentaires que la loi pourrait apporter en matière de pluralisme et d'indépendance des médias.

Comment renforcer le pluralisme – politique, culturel, éditorial et économique – auquel nous sommes attachés, et dont le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a pour mission de contrôler l'exercice ? Une telle réflexion s'impose dans la perspective du numérique – télévision payante, Internet, vidéo à la demande – et de l'élargissement, européen, de notre espace audiovisuel.

Avant d'entrer dans le débat sur les concentrations, rappelons le principal enseignement de quinze années de communication plurielle : seul un service public fort, créatif, compétitif – et regardé – est en mesure de garantir à l'ensemble des spectateurs que la télévision se montrera constamment attentive à leur diversité ; ce pôle public constitue en même temps une référence et une zone d'équilibre au coeur d'un système audiovisuel en train de se diversifier jusqu'à l'émiettement. C'est le cas de la BBC en Grande-Bretagne, face à ITV et à la télévision payante BSkyB. C'est aussi, soyons-en fiers, le rôle que joue France Télévision chez nous. Il faut soutenir, et s'attacher à mieux financer, cette exception française. Encourager l'ambition et l'exigence de programmes de qualité.

S'agissant du secteur privé, de nombreux correctifs ont déjà été apportés à la loi audiovisuelle, depuis 1982. Ainsi, le spectre radiophonique s'était couvert d'ex-radios libres reconverties en radios locales privées dès le lendemain de l'abrogation du monopole. Très vite, la question de leur indépendance économique allait se poser. La loi de 1982 comportait d'importantes dispositions anticoncentration, faisant obstacle à la constitution de réseaux. Celles-ci ont été revues par la loi, et les autorisations accordées par le CSA couvrent cinq catégories de radios différentes. Aujourd'hui, plus de 1 200 radios, les unes indépendantes et les autres affiliées, coexistent en France, non sans difficulté parfois. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : la radio est en France d'un pluralisme exemplaire.

En matière de télévision, l'idée de faire appel à la compétence éditoriale de groupes tels qu'Hachette ou la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) ou au savoir-faire des professionnels des services collectifs, tels que France Télécom ou les compagnies de distribution d'eau, pour y adosser les nouvelles chaînes privées – de préférence à de simples conglomérats d'intérêts financiers – a fait son chemin dans la première moitié des années 80. La même conviction guidera les auteurs de la loi de 1986, et la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés), installée en remplacement de la Haute Autorité, partagera sans difficulté ce point de vue : La Cinq entrait ainsi dans le giron du groupe Hersant, et M 6 s'adossait à la CLT et à la Lyonnaise des eaux. Seule exception au tableau, mais de taille : l'attribution de TF 1 au groupe de BTP Bouygues, à la suite de la malencontreuse privatisation de TF 1.

C'est le gouvernement constitué au lendemain des législatives de 1993 qui a accentué les phénomènes de concentration en faisant adopter une loi autorisant les groupes de tête des opérateurs de télévision à monter jusqu'à 49 % des parts sociales. La loi dite Carignon, portant également le plafond d'audience potentielle des groupes radiophoniques à 150 millions d'auditeurs, a favorisé les regroupements de réseaux autour des principaux acteurs du secteur (NRJ, Europe, CLT, RMC), tout en privant le CSA de l'exercice effectif de son contrôle sur les opérateurs à travers un système de reconduction automatique des autorisations dont on a pu mesurer les effets pervers.

Faut-il désormais inverser le mouvement ? Peut-on le limiter ? Est-ce l'heure de le faire ? La concentration est un phénomène mondial. Les géants du disque, qui contrôlent 80 % de la production musicale mondiale sont des groupes multimédias et multinationaux : Sony Music, BMG (Bertelsmann Music Group), Polygram/Philips, Thorn-EMI... On les retrouve dans l'audiovisuel, comme constructeurs ou comme producteurs. Du côté des supports, l'administration américaine fait tout son possible pour favoriser les fusions entre câblo-distributeurs et opérateurs de télécoms en vue de doper la concurrence sur les autoroutes de l'information. Outre-Atlantique, à vrai dire, il y a belle lurette que certains tabous sont tombés. Ainsi, les règles de la Commission fédérale pour la communication (FCC) garantissant l'indépendance de la production audiovisuelle à l'égard des réseaux nationaux de télévision (networks) – à laquelle se réfèrent en toute occasion les milieux français du cinéma et de la télévision – ont été rangées au rayon des affaires classées depuis qu'un juge a estimé qu'aucun réseau n'occupait désormais plus de position dominante, dans la mesure où ni ABC, ni CBS, ni NBC n'étaient en mesure de contrôler plus de 15 % du marché audiovisuel américain.

La FCC a dû réviser les règles qu'elle avait précédemment fixées. D'ailleurs, aujourd'hui, ce sont les studios (les fabricants de contenus) qui contrôlent les diffuseurs. Est-ce à dire qu'il n'y a qu'à laisser faire les lois du marché et tout attendre des opérations de Bourse ? Assurément non. Mais il n'est plus ni possible, ni raisonnable de penser dans un cadre étroitement hexagonal en matière de communication.

Il convient de prendre la juste mesure des choses. TF 1 continue de peser d'un poids particulier sur notre industrie de programmes. Idem pour Canal Plus dans l'univers de la télévision payante et, indirectement, du cinéma et du spectacle sportif. Sans les investissements de ces deux poids lourds du privé, l'industrie des programmes serait presque totalement dépendante des chaînes publiques.

Il convient de garantir davantage l'indépendance des médias vis-à-vis de leurs actionnaires, voire de leurs régies publicitaires. L'idée d'un dispositif anticoncentration peut y contribuer. Et favoriser à terme l'entrée de nouveaux acteurs dans l'industrie audiovisuelle

De pareilles influences ne peuvent s'exercer sans contrepoids. Certains ont suggéré l'instauration de plafonds d'audience, tous supports audiovisuels confondus, par groupe de communication, suivant un exemple allemand, pour prévenir le risque de position dominante... Tout dépend du seuil : on a évoqué le chiffre de 15 % de l'audience. L'idée serait irréaliste sur un marché aussi étroit que la France : à un tel niveau d'écoute (et par conséquent de recettes), La Cinq n'a pas survécu ; TF 1 ne s'en tirerait pas davantage ; une chaîne publique telle que France 2, non plus. En revanche, le chiffre de 35 % - 40 % pourrait constituer un objectif raisonnable.

Il convient, en outre, de garantir davantage l'indépendance des médias vis-à-vis de leurs actionnaires, voire de leurs régies publicitaires. L'idée d'un dispositif anticoncentration peut y contribuer, et favoriser à terme l'entrée de nouveaux acteurs dans l'industrie audiovisuelle.

Mais chacun doit être conscient qu'il s'agit là d'un choix prospectif et à longue échéance. Quel que soit le seuil de contrôle retenu – 25 % du capital, par exemple –, une loi anticoncentration adoptée aujourd'hui ne pourra vraisemblablement avoir d'effets que dans le futur : lors de l'attribution de nouvelles autorisations à de nouveaux opérateurs. C'est-à-dire en pratique dans quatre ou dans neuf ans. Le juge constitutionnel déjà appelé à se prononcer en octobre 1984 sur un texte anticoncentration, alors baptisé « loi Hersant », l'avait privé d'efficacité, considérant que le législateur pouvait adopter pour l'avenir des règles plus rigoureuses concernant l'exercice d'une liberté publique, mais qu'il ne pouvait remettre en cause les situations acquises que dans deux hypothèses : si ces situations ont été obtenues illégalement ou s'il apparaît nécessaire de restaurer un pluralisme effectif.

Dans le cas qui nous intéresse aujourd'hui, les opérateurs ont été désignés à l'issue de procédures légales et la composition de leur capital a été approuvée, à l'époque. Quant au pluralisme, celui-ci n'est-il pas garanti au premier chef par la loi audiovisuelle ? On recherchera en vain dans les autres législations une règle imposant la répartition des temps de parole entre gouvernement, majorité et opposition à l'ensemble des diffuseurs, y compris les opérateurs privés. Quoi qu'il en soit, il sera toujours bon de fixer des principes anticoncentration pour les temps, et les médias, à venir.

Et dans l'immédiat ? Si l'on désire répondre aux inquiétudes légitimes des acteurs de l'industrie audiovisuelle, ne serait-il pas souhaitable d'accorder au CSA une plus importante marge d'intervention en matière de régulation économique ? Ne serait-il pas utile, par exemple, que le conseil soit en mesure de contrôler effectivement les risques de distorsion de la concurrence résultant de contrats de coproduction avec des diffuseurs, voire des interférences existant entre achat de droits de diffusion et distribution cinématographique ?

Le droit français hésite à confier à une autorité indépendante le traitement de dossiers impliquant l'adoption de décisions de caractère réglementaire ; c'est même une doctrine constante du juge constitutionnel, là aussi. Dont acte. Mais ne pourrait-on définir des domaines de régulation économique pour lesquels le CSA serait compétent, au moins au stade de l'instruction et de la recommandation ?

Il appartient au gouvernement, et sans doute au législateur, d'ouvrir la voie à un tel aggiornamento de la régulation audiovisuelle. En même temps, n'oublions jamais que la véritable concentration se joue ailleurs. Les « géants » de l'audiovisuel français, TF 1 et Canal Plus se situent aux alentours du dixième rang européen... et du trentième rang mondial en termes de chiffre d'affaires. Ce qui pose un problème tout aussi sérieux, à la réflexion.

Hervé Bourges est président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Le cercle enchanté de Dionys Mascolo

Suite de la première page

Robert Antelme était mourant : les libérateurs américains, ayant trouvé le typhus au camp, l'avaient placé en quarantaine. Robert avait pu seulement murmurer faiblement « François » quand Mitterrand, alors commissaire aux prisonniers, effectua une visite officielle à Dachau. Prévenus dès son retour, Dionys et Georges Beauchamp, fidèle ami de Robert Antelme, partirent en voiture officielle pour Dachau, avec trois faux papiers d'officiers, dont un pour Robert, qu'ils découvrirent et firent sortir sous une capote militaire. C'est par miracle que Robert Antelme survécut au voyage du retour. L'amitié, désormais scellée dans les tréfonds de la vie et de la mort, souda à jamais Robert et Dionys.

Alors, rue Saint-Benoît, dans l'appartement de Marguerite Duras où réside Robert, où Dionys vient tous les jours et passe souvent la nuit, où nous sommes hébergés, Violette et moi, à notre retour d'Allemagne en 1946, se constitue le cercle enchanté, ce qu'on a appelé plus tard le groupe de la rue Saint-Benoît. Ce fut pour moi une patrie d'amitié. J'ai acquis auprès de Dionys et de Robert une culture d'existence. Je dois à Robert une leçon quotidienne de bonté et d'ouverture à autrui. Je dois à Dionys une leçon quotidienne d'amour pour l'écriture sans parler de découvertes capitales : il m'a ouvert l'esprit sur l'importance philosophique et morale du surréalisme, m'a inoculé la passion du flamenco, m'a fait connaître le *Wozzek* d'Alban Berg, *La Mort à Venise* de Thomas Mann et tant d'oeuvres qui m'ont marqué.

On vivait hors argent, hors profession, hors ambition. Le travail de Dionys l'occupait peu, mon premier travail au ministère m'occupait à peine, Robert, avec sa petite maison d'édition (qui publia le livre de Dionys sur Saint-Just, mon *An zéro de l'Allemagne* puis son sublime *L'Espèce humaine*), ne se tuait pas non plus au travail. On faisait vie commune. On parlait, on se baladait, on bistrotait, on rencontrait des amis, on vivait des dîners enflammés, des discussions interminables. Plus on se querellait, plus on s'aimait.

Le cercle enchanté était un cercle ouvert. Autour du noyau Duras-Mascolo-Antelme, dont j'étais l'électron le plus proche, s'était constitué un bouillon de culture à température d'ébullition, avec discussions interminables, violentes et fraternelles, échanges d'idées sur toutes les grands problèmes et sur tous les petits riens, rencontres fabuleuses avec des êtres mythiques devenant présences amies comme Camus, Queneau ou Merleau-Ponty.

Mais la guerre froide survint et le cercle se rétrécit, se transformant en noyau de résistance au stalinisme culturel. A la suite de l'injonction venue d'Union soviétique, le parti déclencha une campagne d'une incroyable bassesse et stupidité, dénonçant Sartre et Merleau-Ponty comme « stipendiés des Américains », Gide comme « vieux fasciste pédéraste », etc. Notre dissidence culturelle au sein du parti renforçait notre union. Dès 1947, nous avions publié, Dionys et moi, dans *Les Lettres françaises*, une interview de notre ami Elio Vittorini, où nous refusions de réduire le culturel au politique.

Nous fumes vaincus et nous nous trouvâmes dans un exil intérieur à l'égard du parti. Les procès en sorcellerie dans les démocraties populaires suscitèrent en nous un dégoût profond. Cependant, nous nous sentions écrasés par la contradiction entre l'exigence éthique, inhérente à la volonté révolutionnaire d'émancipation, et l'idéologie qui niait cette exigence en la ridiculisant comme petite-bourgeoise. Nous avions rencontré Margaret Buber Neuman, qui nous avait révélé que Staline avait livré des communistes allemands à Hitler à l'époque du pacte germano-soviétique, dont elle-même et son mari. Nous étions alertés par David Rousset sur l'énormité monstrueuse du système concentrationnaire soviétique. Mais nous n'osions rien dire publiquement de peur de nous trouver projetés sur la « pente savonnée » de l'anticommunisme.

J'ai quitté la rue Saint-Benoît pour Vanves au début de 1948. Marguerite et Violette s'étant trouvées simultanément enceintes, l'appartement serait devenu trop petit pour nous tous. Nous avions perdu la communauté de vie quotidienne, bien que nous nous revoyions très souvent. Dionys, Robert, Marguerite furent exclus en 1950 par la cellule de Saint-Germain-des-prés. Je n'avais pas repris ma carte du parti, mais fus exclu à mon tour en 1951. Le commun anathème resserrait notre destin commun. Nous eûmes à souffrir du mépris non seulement des staliniens, mais aussi des compagnons « progressistes » du parti, et même, au-delà, d'intellectuels bon genre, pour qui l'ex-communiste était marqué comme relaps, apostat, renégat. Nous étions des cadavres politiques, paralysés entre ce qui était à nos yeux l'impossibilité d'être communiste et l'impossibilité d'être anticommuniste : c'est bien le thème fondamental du livre de Dionys *Le Communisme*, publié en 1953.

Le déclenchement de la guerre d'Algérie nous tire de notre paralysie. Je crois que c'est sur l'initiative de Dionys que nous constituons, début 1955, avec Marguerite, Violette, Louis-René Desforets, le comité des intellectuels contre la guerre en Afrique du Nord, qui réunit des signatures illustres et rares, dont celles de Roger Martin du Gard, François Mauriac, Louis Massignon. Aussitôt après, l'extraordinaire année 1956 voit la révélation du rapport Khrouchtchev transformant le chef génial en despote criminel ; puis c'est la révolte des ouvriers de Poznan contre le parti communiste polonais et le grand soulèvement d'octobre, où Gomulka restitue le droit de grève aux ouvriers ; quasi simultanément survient la révolution hongroise, qui rétablit le pluralisme politique et le droit d'expression, suivie de la répression des soviets ouvriers de Budapest par l'armée dite soviétique.

L'espérance polonaise et la révolution hongroise nous exaltent. Nous fîmes ensemble, avec Robert Antelme et Claude Lefort, intégré dans notre noyau, une fabuleuse incursion automobile dans la Pologne destalinisée d'après l'Octobre 56... Dionys, Robert et moi espérions en un « communisme libéral » et croyions que le système soviétique pouvait se réformer de l'intérieur. Lefort ne partageait pas ces illusions, mais il croyait qu'une révolution « véritablement » socialiste pouvait sortir de la crise du stalinisme. L'intervention en Hongrie nous fit rapidement abandonner l'idée que le rapport Khrouchtchev allait conduire à la réforme de l'URSS ; plus encore, nous avions définitivement pris parti contre le parti.

Il était par vocation insoumis, et le « manifeste des 121 » qu'il inspira fut le révélateur de son insoumission spirituelle. A rien, à nulle mode, à nulle tendance, à nul dogme (sauf le dogme que formait son esprit), à nulle autorité, il ne se subordonna

Nous avons en même temps dénoncé l'oppression française en Algérie et l'oppression soviétique en Hongrie. Nous n'avons pas voulu abandonner l'un des fronts pour l'autre. Et nous nous trouvions ensemble, Dionys, Robert, Lefort et moi. Toutefois, la façon dont le FLN menait la guerre créa une faille dans notre communauté. Influencés par Francis Jeanson et André Mandouze, un grand nombre d'intellectuels du comité, dont Dionys, dénoncèrent les messalistes, que liquidait physiquement le FLN, comme traîtres et collaborateurs de la répression française, tout comme les staliniens l'avaient fait des trotskistes. Dionys fut l'inspirateur et le principal rédacteur du « Manifeste des 121 ». Bien que je fus prêt à signer la partie du texte concernant le droit à l'insoumission, j'ai expliqué ailleurs pourquoi, convaincu que la poursuite de la guerre radicalisait le pire dans les deux camps, j'ai préféré, avec Claude Lefort, susciter une pétition demandant des négociations pour la paix.

Nous n'étions plus sur la même longueur d'onde. Déjà Dionys avait refusé de répondre à ma demande de participer au comité de rédaction d'*Arguments*. En mai 1958, il voit en de Gaulle un tyran venu asservir la nation, et dans *Le Quatorze Juillet*, qu'il fonde avec Jean Schuster, il trouve des accents de Saint-Just pour condamner le nouveau Louis XVI. Ces divergences d'idées nous ont séparés, mais n'ont en rien altéré mon amitié. J'ai toujours pensé que la qualité de la personne m'importe plus que ses idées, et que l'amitié est transpolitique.

Le cercle enchanté s'est lentement défait au cours des années 60. Comme beaucoup d'entre nous, Dionys retrouve ses ardeurs en Mai 68. Il anime le comité « écrivains-étudiants ». Il espère de nouveau en cette révolution à laquelle il n'a cessé de croire. L'idée communiste, à laquelle il a converti son ami Maurice Blanchot, reste pour lui rayonnante. Pour ma part, heureux de cette extase de l'histoire, je me borne à tenter d'élucider sur le vif l'événement dans des articles que publie *Le Monde*.

Après 1968, plus rien ne vient profondément solliciter Dionys. Il vit dans une relation quotidienne avec Robert Antelme et une relation quasi continue avec Maurice Blanchot, Louis René Desforets, Jean Schuster. En 1983, frappé par une attaque cérébrale, Robert est hospitalisé. Il meurt le 26 octobre 1990. L'affaiblissement, la maladie frappe chacun de ses amis. Après la mort de Robert, c'est la mort de Jean Schuster. Dionys écrira encore un texte admirable sur une lettre non moins admirable que lui avait envoyée Robert en retournant à la vie après l'expérience du camp de concentration. Il écrira un pamphlet philosophique, *Haine de la philosophie*. Mais solitaire, exigeant, sans compromission, il est de plus en plus méconnu, inconnu pour ce nouveau monde médiatique où les réseaux de services mutuels sont devenus de puissantes mafias contrôlant chacune ses journaux ou magazines.

Dionys est fatigué, il est triste, il ne se console pas de la disparition de Robert, sa mémoire se brouille. Et pourtant, quand je le retrouve à nouveau en septembre 1994, c'est son visage adolescent qui m'avait tant séduit que je perçois, n'arrivant pas à le septuagénariser. Je tire parfois de lui une raillerie amusée : « T'es toujours un clown. » C'est ce qu'il me dira encore, sortant de la prostration, à l'hôpital Rotschild en juillet dernier. Il est atteint de partout, s'affaiblira progressivement jusqu'en ce 20 août au soir où il s'éteint en présence de sa compagne Solange, de sa fille Virginie, de son fils Jean, dit Outa. Il laisse un journal, gardé secret, qu'il tint je crois sans discontinuer, et une correspondance qu'il a classée méticuleusement.

Dionys Mascolo fut comme un Paulhan de l'esprit. Sans ostentation, toujours en retrait, il fut un homme d'exigence. Son exigence éthique n'a cessé de porter sur l'écriture, pour laquelle, comme Paulhan, il avait respect et religion. Et, comme Paulhan, l'exigence éthique le conduisit à la Résistance. Il trouva en Saint-Just l'incarnation historique de cette exigence, qui devint alors exigence révolutionnaire. Dionys, qui forma sa culture de façon autodidacte, ne fut pas domestiqué par l'éducation universitaire. Il était par vocation insoumis, et le manifeste qu'il inspira fut le révélateur de son insoumission spirituelle. A rien, à nulle mode, à nulle tendance, à nul dogme (sauf le dogme que formait son esprit), à nulle autorité, il ne se subordonna.

Que ceux que révoltent bassesse, misère, humiliation, oppression sachent qu'ils ont perdu un frère. Que ceux qui respectent la dignité, la rigueur, la noblesse prennent le deuil.

Edgar Morin

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tel. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Eglise et la société

L'INTERROGATION suscitée par l'impressionnant succès des Journées mondiales de la jeunesse vaut-elle *« autant pour la société que pour l'Eglise »*, selon le mot du cardinal Lustiger ? Cet immense rassemblement de jeunes de tous horizons autour d'une même foi, le catholicisme, est-il porteur d'un message pour une nation plurielle où l'on est aussi musulman, protestant, juif, franc-maçon, religieusement indifférent, sans croyance ou athée militant ?

La réponse n'est pas automatique. Les JMJ ne sauraient tenir lieu de mouvement social, à l'instar de celui qui en 1984, autour de l'école privée – essentiellement catholique –, ébranla en profondeur la société française, affirmant un droit de l'individu supérieur à celui de l'Etat. De fait, où qu'elles se soient tenues ces dernières années, elles ont réuni de très larges foules : trois millions aux Philippines en 1995, un million en Pologne en 1991, pour ne citer que les précédents records. Elles témoignent de cette affirmation sans complexe de l'universalisme de la religion catholique qu'aura su incarner le long pontificat de Jean Paul II. Aussi comprend-on que cette réussite puisse parfois agacer par sa dimension, sinon conquérante, du moins exclusive : ce *« risque d'un certain confessionnalisme »* que soulignait la Fédération protestante de France, préférant envisager pour l'avenir un rassemblement œcuménique autour de toutes les *« grandes religions »*.

Mais il n'est pas certain que ces réserves soient aujourd'hui de mise. La surprise des JMJ fut que, contredisant des prévisions pessimistes, elles ont réuni des centaines de milliers de jeunes autour d'un message social. Le choix fait par le pape et l'épiscopat français ne fut pas de sermonner la jeunesse, mais de l'inviter à se mobiliser contre l'injustice. Si le séjour de Jean Paul II eut un fil conducteur, ce fut bien celui-là : cérémonie sur le parvis des Droits-de-l'Homme du Trocadéro en hommage au Père Wresinski, fondateur d'ATD-Quart monde ; béatification de Frédéric Ozanam, initiateur d'un catholicisme social rallié aux idéaux de la République ; affirmation par le pape que *« le prochain est tout être humain sans exception »* et que, pour lui venir en aide, on ne lui demande pas *« sa nationalité, son appartenance sociale ou religieuse »*.

On le sait, Jean Paul II ne goûte guère le libéralisme des mœurs, de la sexualité à la contraception, donnant de l'Eglise en cette matière une image conservatrice. Or ce message-là fut, durant son séjour à Paris, renvoyé à la sphère privée, son hommage controversé au Professeur Lejeune étant écarté du programme officiel. Mais Jean Paul II n'apprécie guère plus le libéralisme sauvage de l'économie, son indifférence à l'humanité, les inégalités qui en résultent. Ce message-là, en revanche, fut asséné publiquement, et il dépasse l'engagement confessionnel. Si l'on se remémore ce propos du désormais bienheureux Ozanam, on ne saurait le juger conservateur : *« Passons du côté des barbares, c'est-à-dire de la démocratie, pour aller au peuple, au lieu d'épouser les intérêts d'une bourgeoisie égoïste. »*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldny, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Prisonniers ou travailleurs libres ?

LE RÉFÉRENDUM ouvert le 20 avril auprès des prisonniers allemands pour les inviter à choisir entre leur maintien dans l'état de prisonnier et leur transformation en travailleur libre est terminé. A cette date, la France occupait 590 000 prisonniers allemands. Elle devait, à partir du mois d'avril, en rapatrier environ 20 000 chaque mois, choisis par categories prioritaires, les autres ayant de toute façon l'assurance de rentrer dans leurs foyers au plus tard le 31 décembre 1948. Mais une chance est donnée à tous d'être libérés avant l'heure en souscrivant pour un an un contrat de travailleur libre les assimilant en tout point aux autres travailleurs étrangers.

Les premiers résultats laissent augurer un pourcentage final assez important de « oui ». Cela d'autant plus que le contingent mensuel des rapatriés va être ramené, autant pour des raisons d'ordre ferroviaire que par nécessité de main-d'œuvre, de 20 000 à 10 000.

Les dures conditions de vie qui attendent les prisonniers libérés dans une Allemagne en partie détruite ne sont pas sans influer, sans doute, sur la tournure favorable du référendum, ainsi que les avantages appréciables dont ils bénéficient dès leur transformation en travailleurs libres : paiement de leur pécule de prisonnier, prestations médicales, congés payés, possibilité d'envoyer de l'argent à leurs familles et même de faire venir en France leurs femmes et leurs enfants après acceptation des autorités françaises. Ils ont également, comme tous les travailleurs français et étrangers, le droit d'adhérer à un syndicat.

(26 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La Russie sans repères

ELÉMENT ESSENTIEL, dès l'origine, de l'identité russe, l'Eglise orthodoxe a mis l'icône au centre de sa relation au sacré. Elle proscrit en conséquence les statues. Le cas est sans doute unique de la sereine Trinité de bronze, inspirée de l'œuvre célèbre d'Andreï Roublev, qui se dresse maintenant, en signe d'expiation et de réparation, à Iaroslavl, au bord de la Volga, aux lieu et place de la cathédrale rasée en 1927 sur l'ordre de Staline.

Pour le meilleur et pour le pire, la statuaire n'en a pas moins joué un rôle considérable dans l'histoire de la Sainte Russie. Parcs et palais regorgent de divinités païennes, et l'on n'a pas ménagé l'or pour restaurer celles qui ornent les jeux d'eau de Petrodvorets, sur le golfe de Finlande. Dans chaque grande ville, les monuments aux morts de la dernière guerre, souvent immenses, souvent d'une force poignante, rappellent le terrible tribut qui lui fut payé.

Si Staline a disparu, Lénine lui-même est toujours en très bonne place, la plupart du temps la casquette à la main, les pans de son manteau soulevés par le vent. Leningrad est redevenue Saint-Pétersbourg, mais sa plus grande voie demeure la perspective Lénine. De même que, six ans après le naufrage corps et biens du communisme, on y trouve encore une station de métro « Proletarskaïa » et une « rue de la Dictature-du-Prolétariat », dont les plaques viennent d'être refaites à neuf : apparemment, celles-là ne sont pas « sponsorisées », comme tant d'autres, par des firmes occidentales.

ARGENT DE LA MAFIA

Ces survivances peuvent s'expliquer en partie par cette *« force d'inertie »* que Lénine dénonçait comme la plus forte de toutes, et qui est sans doute la principale responsable d'un délabrement si général qu'il en devient banal. Elles n'en révèlent pas moins la survivance d'un passé dont beaucoup paraissent avoir conservé une certaine nostalgie.

Moscou se donne des airs de fête pour ses huit cent cinquante ans, la cathédrale du Saint-Sauveur, reconstruite après avoir été démolie sous Staline, n'attend plus que les feuilles d'or de ses coupoles, payées en partie, dit-on, par l'argent sale de la mafia, les nouveaux boyards font restaurer les délicieuses façades aux ocres ou aux verts pastel des vénérables palais sur lesquels ils ont jeté leur dévolu, le maire de la capitale a dix inaugurations par jour, et la Bourse grimpe à un rythme auprès duquel notre CAC 40 paraît tout essoufflé : il n'empêche que la grande majorité des Russes vit sensiblement plus mal aujourd'hui qu'hier. Plus mal et moins longtemps : l'espérance de vie des hommes est passée, depuis 1990, de soixante-quatre ans à cinquante-huit.

Le visiteur qui a connu l'URSS des vitrines vides et des queues interminables ne peut qu'être impressionné par l'abondance et la diversité des produits mis en vente, quitte à s'étonner qu'une si grande part soit importée. Leurs prix paraissent plus que raisonnables. Mais il faut se souvenir que la moyenne du salaire mensuel est de 141 dollars, que celle des retraites est trois fois moindre, et que trop souvent le paiement se fait attendre des semaines. Pour joindre les deux bouts, pas d'autre solution que de se procurer, légalement ou pas, un complément. Quoi d'étonnant, le chef de la police de Saint-Pétersbourg reconnaît que ses agents de la circulation sont pratiquement tous des ripoux...

Comment enfin ne pas tenir compte, dans cette nostalgie, de la formidable humiliation subie par une nation qui avait vaincu Hitler, conquis, outre un grand bout d'Europe, l'atome et l'espace et s'était habituée à partager avec l'Amérique, selon la prédiction de Tocqueville, *« les destinées de la moitié du monde »*, à voir du jour au lendemain, sans tirer un coup de fusil, s'écrouler son empire, perdant jusqu'à cette Ukraine dont le destin était lié au sien depuis plus d'un millénaire. De là à vouloir rétablir l'ancien régime, il y a un pas que seule une petite minorité, essentiellement composée de gens âgés, serait prête à franchir : à preuve, l'échec du candidat du PC à l'élection présidentielle de l'an dernier, face à un Boris Eltsine dont on n'était même pas sûr alors qu'il fût encore en vie. L'idéologie dominante du moment, c'est celle du chacun pour soi, sous sa forme la plus élémentaire. Rares pourtant sont ceux qui sont prêts à s'en satisfaire. Ce n'est pas par hasard que l'homme le plus populaire de Russie, à en juger par les sondages, est Pierre le Grand.

ÉTOILES FILANTES DE LA POLITIQUE

La statue qu'avait commandée la Grande Catherine à notre compatriote Falconnet n'est plus seule à Saint-Pétersbourg à commémorer son souvenir. Une autre, d'une facture très moderne, a été érigée dans cette forteresse Pierre-et-Paul qu'il y bâtit en 1703 en défi aux Suédois. Si ses doigts cagneux brillent d'un tel éclat, c'est parce que tous ceux qui s'en approchent viennent les toucher en s'imaginant que ce geste leur portera bonheur.

Le maire de Moscou, le très efficace Iouri Loujkov, étaie minutieusement sa puissance dans la banque et la communication. Mais, ici, les étoiles ne durent pas longtemps au firmament politique. On ne parle plus guère du populiste Jirinovski et du communiste Ziouganov, qui ont fait un moment si peur, et même du général Lebed, qui se prenait plutôt, lui, pour Bonaparte. Populaire chez lui, le maire de Moscou se voit reprocher ailleurs de ne se soucier que de ses administrés. Son ex-collègue de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak, un moment la coqueluche de l'Occident, est quasiment accusé d'avoir voulu vendre sa bonne ville à l'étranger.

L'homme dont le nom revient le plus souvent, Boris Nemtsov, a trente-sept ans. Ancien gouverneur de Nijni Novgorod, il a été nommé vice-premier ministre, avec pour mission de rétablir le contrôle de l'Etat sur les divers « complexes » industriels qui se partagent ce que la mafia leur laisse de pouvoir. Aura-t-il plus de chance ? Il n'a pas fallu longtemps au richissime chef du gouvernement, Victor Tchernomyrdine, l'homme de Gazprom, sauf erreur la plus grande entreprise d'hydrocarbures de la planete, pour faire comprendre qu'il ne se laisserait pas faire. Qu'il soit juif n'arrange rien dans ce pays où l'antisémitisme demeure répandu.

Eltsine a dit il y a peu que ce dont aurait d'abord besoin la Russie, c'est d'une idée-force. Personne n'y a fait attention. Mais c'est un fait qu'elle n'a pas été habituée par son histoire à s'en passer. Un moment, on a pu se demander si le vent du renouveau ne viendrait pas d'une Eglise orthodoxe envers laquelle le pouvoir politique a multiplié les gestes, la laissant, par exemple, ce qui ne peut manquer de surprendre, importer des cigarettes en franchise. Vocations sacerdotales et monacales ont beau pourtant s'être multipliées depuis quelques années, la fréquentation des églises, malgré la splendeur des cérémonies qui s'y déroulent, demeure moindre encore qu'en Occident. A la vérité, c'est plutôt vers les sectes, innombrables, qu'a tendance à se porter aujourd'hui la religiosité, qui demeure profonde, du peuple russe.

On serait tenté, dans ces conditions, de se dire que ce peuple si attachant, si marqué par les épreuves qu'il n'a guère cessé de subir, en est tout simplement à devoir recommencer son histoire. N'oublions jamais l'exceptionnelle immensité de son territoire, qui en fait un archipel, aux agglomérations souvent très éloignées les unes des autres. A défaut d'un « pouvoir » central qui peine à s'affirmer, ne doit-on pas s'attendre à voir prendre racine une nouvelle féodalité, basée tantôt sur une identité régionale, tantôt sur la puissance économique, jusqu'au jour où un seigneur plus fort que les autres, et les ayant soumis, relèvera, au moins au figuré, la couronne impériale déjà réapparue au fronton des bâtiments publics ?

Après tout, c'est ainsi que se sont formés et les nations d'Europe et le grand capitalisme. Pour le moment, les dirigeants des grands groupes industriels et bancaires s'entretuent, il n'y a pas d'autre mot, avec férocité : peut-être est-ce le signe que ce processus pourrait être finalement plus rapide que ne le suggère la contemplation de tant d'usines à l'abandon, de tant de tôles rouillées, de tant de campagnes en friche.

André Fontaine

Le Kenya, entre violences ethniques et corruption

CINQ ANS APRÈS, l'histoire du Kenya semble se répéter. Entre 1992 et 1994, des affrontements prétendument ethniques avaient fait près de 2 000 morts et 300 000 déplacés, essentiellement des paysans kikuyus établis dans la province de la Rift Valley depuis les années 70 et chassés par des « guerriers kalenjins » appartenant à la tribu du chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi.

Ce tragique épisode, le plus sombre depuis l'indépendance du Kenya en 1963, va-t-il se rééditer à l'approche des élections générales multipartistes prévues d'ici décembre ? Une chose est sûre : les troubles qui ensanglantent le littoral depuis deux semaines rappellent étrangement – par leur nature, par le moment où ils surviennent et par le comportement des forces de l'ordre – ceux qui avaient précédé le scrutin de décembre 1992.

Une quarantaine de personnes, dont six policiers, ont été tuées depuis le 13 août dans la ville de Mombasa, le grand centre touristique de la côte. La police a arrêté près de 400 personnes dont des agitateurs notoires proches de la KANU, le parti au pouvoir depuis l'indépendance, mais aussi des opposants au régime. Malgré tout, les exactions se poursuivent. Elles sont perpétrées par des jeunes digos, guiriamas ou mijiskendas – trois tribus africaines de la bande côtière – qui s'en prennent aux *« watu wa bara »* (littéralement les « gens de l'intérieur » en swahili).

Comme en 1992, dans la Rift Valley, les assaillants laissent parfois des preuves écrites de leurs projets, ordonnant aux *« étrangers »* de retourner au plus vite chez eux sous peine de mort. Les victimes, dont 3 000 sont aujourd'hui réfugiées dans une mission catholique alors que des centaines d'autres ont pris d'assaut les trains en partance pour Nairobi, à 500 kilomètres de là, sont principalement des Luos de l'ouest et des Kikuyus du centre.

A Mombasa comme dans la Rift Valley, on peut d'autant plus facilement mobiliser les jeunes désœuvrés qu'il existe une hostilité latente vis-à-vis des *« étrangers »* qui viendraient voler et le travail et les terres des indigènes. Toutefois, les propriétés des riches Kikuyus, ou même des Kenyans blancs, proches du pouvoir, ne sont jamais touchées, pas plus que celles des Kalenjins – aujourd'hui favorisés dans l'achat des terrains très convoités du front de mer. Tout comme en 1992, lorsqu'il répétait que le multipartisme allait réveiller le tribalisme – jusqu'alors peu meurtrier au Kenya –, M. Moi affirme aujourd'hui que *« les demandes de réforme de l'opposition ont ouvert la boîte de Pandore »*, ce qui lui vaut d'être accusé d'avoir lui-même planifié les campagnes de violences d'hier et d'aujourd'hui pour justifier ses prophéties.

Car tous, y compris les églises kényanes, s'interrogent sur *« l'incapacité, voire le manque de volonté »* des forces de l'ordre d'arrêter quelques dizaines d'hommes de main, fussent-ils bien armés. Et si, à la différence du passé, un poste de police a été attaqué le 13 août, l'opposition n'exclut pas que ce fut pour mieux rejeter sur elle la responsabilité des désordres.

DOUBLE PRESSION

Comme il y a cinq ans, le président Moi se trouve confronté, à l'approche du scrutin, aux pressions conjugées des opposants et des bailleurs de fonds et fait preuve de nervosité. Si les partis « anti-KANU » traditionnels sont toujours englués dans des rivalités internes – celles-là même qui avaient permis au chef de l'Etat de l'emporter en 1992 avec 35 % des voix –, un nouveau groupe d'opposants, réunis dans l'Assemblée pour une convention nationale (ACN), occupe activement le devant de la scène. L'ACN se montre déterminée à manifester aussi longtemps que le pouvoir n'aura pas amendé la Constitution actuelle, encore taillée sur mesure pour le monopartisme d'antan, ce qu'il s'obstine à refuser. Elle se dit prête, non pas à boycotter les élections, mais à les perturber.

Quant aux donateurs, qui avaient déjà une première fois gelé leur aide jusqu'à ce que le chef de l'Etat se résigne en décembre 1991 à restaurer le multipartisme, ils vont sans doute s'aligner sur le Fonds monétaire international (FMI). Le 31 juillet, le FMI a suspendu une assistance de 200 millions de dollars au Kenya, irrité par le refus de M. Moi de prendre de réelles mesures anticorruption.

Le président, qui n'aime pas être acculé, a réagi en lançant un message clair : *« C'est moi ou le chaos. »* Il sait que la stabilité, inégalée dans la région, dont jouit le Kenya depuis l'indépendance est appréciée des Occidentaux, qui sont prêts à fermer les yeux sur quelques entorses à la démocratie et même à la bonne gestion si cela peut éviter que l'anarchie emporte le Kenya, comme elle a sévi en Ouganda et comme elle ravage aujourd'hui la Somalie ou le sud du Soudan. La réplique du chef de l'Etat, âgé de soixante-treize ans – dont dix-neuf au pouvoir – aux exigences des critiques de l'intérieur et de l'extérieur, a donc été d'engager un nouveau bras de fer alors que, durant les cinq années de cette période inter-électorale, il avait su doser subtilement la répression des opposants de façon à les neutraliser sans risquer d'encourir les foudres des Occidentaux.

La province de la Côte a voté, en 1992, à 60 % pour le régime. Mais aujourd'hui, la popularité du président y serait grandement altérée. Il faut donc chasser les opposants naturels, à savoir les Luos et les Kikuyus, qui pourraient empêcher que M. Moi obtienne les fameux « 25 % » vitaux. Selon la Constitution, le vainqueur de l'élection présidentielle doit en effet obtenir au moins un quart des voix dans cinq des huit provinces kényanes. Et trois d'entre elles sont déjà acquises à l'opposition. La KANU doit aussi s'assurer des deux tiers des sièges parlementaires pour priver les députés de l'opposition du pouvoir d'amender la Constitution.

PEUR DE REPRÉSAILLES

Pour y arriver, rien de plus efficace que de semer la terreur sans laisser de preuves. Mais quelques indices suffisent pour que, les accusations du camp adverse aidant, les Kényans prennent la mesure de la capacité de nuisance du pouvoir. Par crainte de représailles, nombre de citoyens préféreront alors la KANU en se souvenant que telle ou telle circonscription, après avoir voté pour l'opposition, fut par la suite la cible d'un raid, manifestement punitif, commis par une bande armée.

Les revenus du secteur touristique – près de 350 millions de dollars en 1996 – risquent de s'effondrer. Les hôteliers de la Côte enregistrent déjà 70 % d'annulation sur les réservations de la saison. Pivot d'un vaste système clientéliste, le président a réagi d'autant plus violemment qu'il n'a plus beaucoup de marge de manœuvre financière pour à la fois récompenser ses fidèles et alimenter les caisses de la KANU en prévision des prochaines élections, sa gestion économique étant surveillée de trop près par les inspecteurs du FMI.

Dans un récent numéro du quotidien *Daily Nation*, une caricature allégorique résumait parfaitement l'imbrication de ces deux maux bien connus des Kényans : devant une pancarte proclamant *« Bienvenue au Kenya »*, la Violence à tête de mort rencontrait la Corruption, en lançant : *« Bonjour, je suis* free lance. *Et vous ? » « Moi, je suis employée à plein temps »*, répondait la Corruption.

Jean Hélène



FINANCE Le gouvernement sud-coréen a annoncé, lundi 25 août, une série de mesures dont la *création d'un* fonds spécial de 24 milliards de francs, destinés à éviter une *crise de* liquidités de plusieurs banques commerciales du pays. ● LES CRÉANCES DOUTEUSES des grandes banques sont estimées à quelque 175 milliards de francs. Elles sont dues par les grands groupes industriels. ● CES CONGLOMÉRATS, les *chaebols*, se sont développés très rapidement ces dernières années en liaison avec le gouvernement et en faisant appel à des crédits quasiment illimités. ● LE RALENTISSEMENT de la croissance en 1996 a mis au jour la fragilité de ce système. La faillite d'Hanbo Steel a été révélatrice. Puis la crise a touché le groupe textile Dainong et le constructeur automobile KIA ● LA RÉFORME du système financier coréen, souvent annoncée mais toujours repoussée, apparaît plus que jamais urgente.

Le gouvernement sud-coréen se porte au secours des grandes banques

La faillite de plusieurs conglomérats fortement endettés a fragilisé le système financier. Séoul va créer un fonds spécial de 24 milliards de francs pour éviter une crise

LE MINISTRE sud-coréen de *l'économie et des finances*, Kang Kyong-Shik, a annoncé lundi 25 août une série de mesures, dont la création d'un fonds spécial de 24 milliards de francs, destinés à éviter une crise de liquidités de plusieurs banques commerciales du pays. Ebranlé par les faillites à répétition des grands groupes industriels (les *chaebols*), auxquels il a prêté sans distinction et massivement au cours des deux dernières décennies, le système bancaire coréen est en situation d'extrême fragilité. La situation est grave au point que le gouvernement est contraint d'employer les grands moyens. Une baisse de la notation par les agences financières de certaines banques qui renchériraient leur coût de refinancement aurait des conséquences catastrophiques sur l'irrigation de l'économie coréenne. L'agence de notation Standard and Poors a annoncé qu'elle plaçait cinq banques sous surveillance.

La Korea First Bank, l'une des huit plus grandes banques commerciales du pays, fait, pour cette raison, l'objet de toutes les attentions. Comme ses consœurs, elle est d'ores et déjà considérée comme techniquement insolvable, le montant de ses créances douteuses dépassant celui de ses fonds propres. Selon le *Korea Economic Daily*, la banque centrale pourrait injecter jusqu'à 2 000 milliards de wons (plus de 13 milliards de francs) dans la banque.

Le filet de sécurité d'urgence qu'est en train de tendre le gouvernement coréen autour de son secteur financier parviendra sans doute à éviter le pire : un effondrement du système bancaire. Il n'évitera pas les turbulences que vont vraisemblablement continuer de provoquer les difficultés en chaîne des conglomérats. Viendra ensuite la nécessaire réforme du système financier.

IN EXTREMIS

S'agissant des chaebols, l'assainissement forcé est en cours : il devront se regrouper ou disparaître. En janvier dernier, la faillite retentissante du troisième producteur d'acier coréen, Hanbo Steel, avait créé un électrochoc dans la communauté financière. Il s'agissait du premier soubresaut dans un pays au développement économique remarquable qui vient de rejoindre l'OCDE en janvier 1997 tout en conservant encore certaines caractéristiques de pays en développement : un secteur industriel à la croissance débridée et un système financier rustique et peu performant. Le tassement de la croissance du PIB en 1996 a fait apparaître les dysfonctionnements de l'économie.

En mai, le groupe textile Dainong, endetté à hauteur de quelque 9 milliards de francs, a dû être repêché *in extremis* par ses créanciers pour éviter son dépôt de bilan. Mi-juillet, c'était au tour du huitième groupe industriel du pays, le constructeur automobile KIA, d'admettre qu'il n'était plus capable de faire face à sa dette de 60 milliards de francs (*Le Monde* du 17 juillet). La semaine dernière, on apprenait que l'exportateur d'appareils électroménagers Han Joo ne pouvait faire face à ses 700 millions de francs de dettes. Le 22 août, la Bourse de Séoul a chuté sur des rumeurs de difficultés financières du groupe de distribution et d'électronique Haitai. Au total, on estime à quelque 175 milliards de francs le montant des dettes dues par les grands groupes industriels coréens aux banques et autres institutions financières.

La spirale est infernale : frappés de plein fouet par le tassement de la croissance, notamment provoquée par la hausse du dollar et la dépression du marché des puces électroniques, les groupes coréens flanchent les uns après les autres. La faillite d'Hanbo Steel est de ce point de vue révélatrice. Pour Guillaume Lejoindre, président de Crédit agricole - Indosuez à Séoul, elle a mis fin à la croyance aveugle, en Corée, que seule la taille compte. Elle a également révélé les relations – souvent incestueuses – entre le gouvernement, le système financier et les grandes entreprises. La cohésion entre ces trois groupes d'intérêt a été un facteur de l'extraordinaire développement économique du pays dans les années 70 et 80 : le gouvernement fixait les priorités, les entreprises les appliquaient à marche forcée et les banques finançaient aveuglement. Mais, souligne un diplomate, *« de cohésion à collusion et corruption, il n'y a qu'un pas »*, franchi par Hanbo Steel, où le projet industriel ne reposait sur aucune rationalité économique et où la moitié des fonds levés s'est évaporée.

Des montagnes de créances douteuses

en milliards de dollars
1 dollar = 6,25 F

Korea Exchange Bank	2,30	2,47
Hanil Bank	0,98	2,10
Korea First Bank	2,71	2,08
Cho Hung	1,96	2,00
Commercial Bank of Korea	2,02	1,80
Seoul Bank	2,49	1,36
14 grandes banques	14,60	19,65

Source : Dongbang Peregrine Securities

C'est l'absence de garde-fous qui a surtout manqué aux groupes d'origine souvent familiales et peu structurés du point de vue managérial. Les crédits qui leur étaient consentis étaient décidés par la « Maison Bleue », la Maison Blanche coréenne.

Le secteur bancaire coréen, peu performant et totalement sous tutelle, a distribué des crédits, selon les indications de l'administration, à des chaebols à la gestion peu contrôlée. D'autant que ces groupes se sont largement fournis en crédits supplémentaires sur le *« Kurb market »*, marché de l'argent noir (que le gouvernement a entrepris de faire disparaître) qui servait à compléter les besoins de ces groupes industriels au-delà des plafonds fixés par la banque centrale. De plus, plus soucieuses de parts de marché que de rentabilité, les banques se sont livrées à une compétition sauvage pour inonder le pays d'agences qui s'avèrent aujourd'hui ruineuses.

Le résultat est un surendettement généralisé dont le pays paie aujourd'hui le prix. On estime que les principales banques coréennes ont des pertes potentielles sur leurs portefeuilles d'actions de près de 32 milliards de francs.

La réforme du système financier coréen, souvent annoncée mais toujours repoussée, apparaît plus que jamais urgente. La fin du mandat du président Kim Young Sam – l'élection présidentielle a lieu en décembre – pourrait faciliter les réformes. En attendant, la Maison Bleue fait tout pour que les banques puissent prêter des fonds à la population avant la fête de la pleine lune, le Chusok (équivalent au nouvel an chinois), le 15 septembre.

Babette Stern

Samsung veut devenir un des cinq premiers fabricants mondiaux de micro-ordinateurs

SI CERTAINS *chaebols* donnent du souci à leurs banquiers, Samsung est de ceux pour qui le ciel paraît bien dégagé. Douzième groupe industriel du monde d'après le classement du magazine américain *Fortune*, ce géant qui affiche 87 milliards de dollars de chiffre d'affaires (522 milliards de francs) multiplie les projets pour étendre son territoire.

Un de ses porte-parole a confirmé, la semaine dernière, l'existence d'un rapport interne évoquant la possibilité d'un rachat des deux constructeurs automobiles en difficulté Kia et Sangyong. S'il ne s'agit pour l'instant que d'un simple scénario, Samsung paraît militer activement auprès des autorités de son pays en faveur d'une vaste restructuration de l'industrie automobile sud-coréenne, dans laquelle il jouerait évidemment un rôle de premier plan.

Dans le secteur de l'électronique, où sa filiale Samsung Electronics réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars, le groupe poursuit également une politique offensive. A l'issue d'une OPA lancée au début de l'été, il prend officiellement le contrôle, lundi 25 août, du dixième fabricant mondial de micro-ordinateurs, l'américain AST. Samsung, qui était entré au capital de cette société californienne en 1995 et avait peu à peu augmenté sa participation, débourse 150 millions de dollars (environ 900 millions de francs) pour acquérir les 50,1 % qu'il ne possédait pas encore.

Pour AST, société d'électronique créée en 1980 et présente depuis dix ans dans la micro-informatique – elle a notamment racheté des marques naguère célèbres comme Tandy, Grid et Victor –, cette prise de contrôle tombe à pic. Affectée par la guerre des prix qui touche l'ensemble du secteur, mettant en danger des sociétés aussi réputées qu'Apple, AST a enregistré en 1996 une perte de 417 millions de dollars pour 2,1 milliards de chiffre d'affaires. Après un plan de licenciements qui a touché 20 % de ses salariés avant l'été, AST emploie désormais 3 500 personnes grâce auxquelles la société livre 1,3 million de PC professionnels par an. Ces machines sont fabriquées dans trois sites industriels situés aux Etats-Unis, en Irlande et en Chine. A la suite d'une tentative malheureuse de commercialiser ses micro-ordinateurs dans le monde, Samsung n'est actuellement présent sur ce marché qu'en Corée du Sud (où il occupe la première place) et au Japon.

Avec Samsung, qui a d'ores et déjà placé l'un de ses dirigeants, S. T. Kim, à la tête d'AST, et envoyé une centaine de ses ingénieurs pour y travailler au développement de nouveaux produits, la vie de l'entreprise américaine va changer. Elle qui n'était pas du tout cliente de Samsung avant 1995 va lui acheter de plus en plus de composants.

DERNIÈRES MÉTHODES

« Samsung est le numéro un mondial des mémoires et des moniteurs, et l'un des tout premiers fabricants d'écrans plats, de disques durs et de CD-Roms », rappelle Thierry Labbé, le directeur de la filiale française d'AST. Une plus grande intégration industrielle, estime-t-il, permettra au fabricant de micro-ordinateurs d'accéder aux meilleurs prix et, surtout, aux composants les plus récents. *« C'est l'un des secrets de la réussite de Toshiba dans le domaine des PC portables »*, assure M. Labbé.

Sous l'impulsion de son nouveau propriétaire, AST va également devoir se mettre aux dernières méthodes de production, empruntées au monde de l'automobile : fabrication des machines à la commande, assemblées directement selon la configuration voulue par le client. Une organisation qui permet notamment d'éviter la constitution de stocks coûteux.

Si Samsung ne précise pas combien il investira dans AST, ses ambitions, elles, ne sont pas secrètes. Le groupe compte sur un retour à la profitabilité pour 1999 et il veut devenir le cinquième fabricant mondial de micro-ordinateurs d'ici à 2005. A ceux qu'un objectif à échéance aussi éloignée pourrait faire sourire, M. Labbé rétorque : *« Les sud-Coréens sont des gens sérieux. En 1985, Samsung, qui n'était pas encore présent sur le marché des mémoires, y est entré en annonçant qu'il deviendrait le premier fabricant avant la fin du siècle. Il est aujourd'hui le numéro un. »*

Anne-Marie Rocco

Démission de dirigeants de Kia

Quatre-vingt-quatre cadres dirigeants du groupe automobile sud-coréen Kia ont annoncé, dimanche 24 août, leur démission collective. Le vice-président de la compagnie, Hang Sung-joon, fait partie de ces volontaires « autosacrifiés » qui veulent *« contribuer au redressement de la compagnie »*, selon un porte-parole de la société. Kia comptait 340 cadres dirigeants avant ces démissions en masse. Kim Sung-hong, le président de Kia, reste en place pour tenter de trouver un accord avec les créanciers du groupe. Kia a été placé sous tutelle le mois dernier après que les créditeurs eurent interrompu leurs lignes de financement du huitième conglomérat du pays et demandé des réformes d'urgence et des changements de dirigeants. Une douzaine d'équipementiers et une centaine de fournisseurs du groupe sont également menacés de faillite. M. Sung-hong compte bénéficier du plan financier d'urgence qui devait être négocié, lundi 25 août, entre les banques et les grandes entreprises du pays.

En Roussillon, Sabaté invente le nouveau bouchon

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits d'entreprises, retraçant l'histoire d'un métier, au cœur de l'economie d'une région.

CÉRET
de notre envoyé spécial

Lorsqu'il débouche une bouteille de bon vin, Augustin Sabaté s'intéresse au bouchon en professionnel. *« Regardez sa tenue, son aspect... »*, commente-t-il en faisant délicatement tourner le petit cylindre de liège entre ses doigts. Tel un œnologue qui scruterait le bouchon plutôt que le nectar... L'homme pourrait ainsi parler des heures de ses bouchons. Sise à Céret, en Roussillon, son entreprise en produit 500 millions par an. Créée en 1939 par le père d'Augustin, Modest – *« Ça s'écrit sans "e" en catalan, mon père y tenait »*, précise le fils –, Sabaté SA est devenue le numéro un français de la spécialité. Et brigue maintenant la place de leader mondial.

Une saga qui prend racine en Espagne, au siècle dernier, dans les forêts d'Estrémadure, où les aïeux de Modest Sabaté cultivaient le chêne-liège. Dans les années 30, Modest est journaliste à *La Veu de Catalunya*, grand quotidien libéral de Barcelone. La guerre civile le contraint à s'exiler au-delà de la frontière. Le Roussillon est une vieille terre de « suberaies » (du latin *suber*, le liège), les plantations de chênes-lièges. Renouant avec la tradition familiale, Modest se fait bouchonnier. Ses quatre fils – Augustin est l'aîné – le rejoindront dans l'affaire dans les années 60 et 70. Mais il faudra attendre la décennie 80 pour que la PME décolle enfin. Le dépôt d'un brevet de « lavage anti-goût » du liège, en 1984, et le lancement du bouchon industriel Altec, en 1996, l'installent définitivement en tête des producteurs français de bouchons.

UN MÉTIER, UNE RÉGION

Le liège, comme le vin, est une école de patience. Le chêne-liège, qui ne pousse que sur le pourtour méditerranéen, en particulier au Portugal et en Espagne, donne son premier liège, dit « mâle », environ quarante-cinq ans après avoir été planté. Et il faut encore attendre de huit à douze ans pour chaque récolte de liège « femelle », le seul exploitable. Sabaté SA entend maîtriser toute la filière, *« de l'arbre à la table »*. Si elle ne possède pas ses plantations, la PME de Céret dispose de ses propres équipes de forestiers pour assurer le « démasclage », le décollage de la délicate écorce. Le bouchon sera taillé dans la partie la plus noble du matériau, soit *« moins de 25 % du liège récolté »*, explique M. Sabaté.

Le patron catalan est intarissable sur *« le binôme vin-liège, riche en évocations de toutes sortes : plaisir de vivre, tradition, sensualité... »*. Poète ? Le roi du bouchon, lorsqu'il affirme qu'*« un grand vin ne serait rien sans un grand bouchon »*, ferait penser à un Michelin soulignant que la voiture est le complément du pneu...

La comparaison flatte l'industriel de Céret. Son regard pétille lorsqu'il évoque le petit dernier des Sabaté pas son deuxième fils, qui vient de le rejoindre dans l'entreprise comme l'avait fait son aîné, mais l'Altec, le nouveau bouchon lancé en 1996. Peut-être la première révolution technologique depuis la découverte des vertus étanches de l'écorce de *Quercus suber* par un moine champenois, un certain... dom Pérignon, au XVII[e] siècle. Altec est le fruit de dix ans de recherches pour parvenir à obtenir enfin un liège pur. Un liège qui ne contiendrait que de la subérine, la partie élastique du matériau, et dont on aurait éliminé la lignine, dont les veinules font l'aspect si typique du bouchon, mais qui altère sa souplesse, son étanchéité et sa neutralité organoleptique. Ce résidu de bois est en effet responsable de *« ces goûts que l'on dit "de bouchon" »*, commente Augustin Sabaté de l'air outragé du père défendant sa progéniture. Une étroite collaboration avec l'université de Perpignan, puis un accord exclusif avec le chimiste suédois Akzo-Nobel permettront d'obtenir un bouchon recomposé par un subtil alliage de subérine réduite en poudre et de microsphères synthétiques issues du dernier cri de la pétrochimie. Avec ce *« premier vrai bouchon industriel »*, Sabaté pense détenir l'arme absolue pour conquérir le « ventre » du marché mondial : les cinq ou six milliards de bouteilles de vins de milieu de gamme produites chaque année. Le segment de marché le plus industrialisé, le plus internationalisé aussi, et pour lequel *« le côté erratique du bouchon de liège classique ne permet pas le maintien d'une qualité standard »*. Dix-huit mois après son lancement, Altec génère près du tiers du chiffre d'affaires de Sabaté SA, et *« il double ses ventes tous les six mois »*, affirme le PDG.

Reste à convaincre les producteurs de grands crus de donner à l'Altec, en l'adoptant, ses lettres de noblesse. Attachés aux traditions, ils ne sont pas encore prêts à se convertir au nouveau bouchon, reconnaît Augustin Sabaté. *« Mais je ne serais pas étonné que quelques maîtres de chai aient mis des bouteilles de vin bouchées avec Altec à vieillir dans leurs caves pendant quelques années... »* Le liège n'est-il pas affaire de patience ?

Pascal Galinier

PROCHAIN ARTICLE
François-Charles Oberthur, des billets de banque bretons pour le monde

DÉPÊCHES

■ **FINANCES : Le ministre de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn** a estimé lundi 25 août sur RTL qu'une hausse des taux d'intérêt en France serait *« un frein »* pour la croissance économique. *« Il serait souhaitable que la France ne voie pas ses taux (d'intérêt) augmenter »*, a-t-il ajouté. Mais, *« c'est le rôle de la Banque de France de le faire »*. *« Je ne veux pas parler à sa place »*, a-t-il dit.

■ **TEAMSTERS : Ron Carey, président du syndicat des teamsters**, a vu son élection à la tête de ce syndicat invalidée. Un officier ministériel désigné par la justice a constaté des irrégularités dans le financement de sa campagne en décembre dernier. De nouvelles élections devront avoir lieu dans un délai de 112 jours.

■ **TOYOTA : Le constructeur automobile japonais** va développer ses centres logistiques régionaux, y compris le centre belge, affirme, lundi 25 août, le quotidien *Nihon Keizai Shimbun*. La production européenne du groupe devrait progresser de 70 % cette année.

■ **AEROSPATIALE : la division missiles du groupe aéronautique** et la société norvégienne Kongsberg Defence and Aerospace ont annoncé, lundi 25 août, la signature d'un accord pour le développement conjoint d'un nouveau missile anti-navire baptisé NSM.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 25 AOUT

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,33 %
CAC 40 : 2913,94

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	970	962	− 0,82	+ 0,41
Cr.Lyonnais(T.P.)	940	926	− 1,48	+ 13,61
Renault (T.P.)	1846	1849	+ 0,16	+ 15,56
Rhone Poulenc(T.P)	2270	2260	− 0,44	+ 19,57
Saint Gobain(T.P.)	1291	1270	− 1,62	+ 0,23
Thomson S.A (T.P)	975	1000	+ 2,56	[illegible]
Accor	954	958	+ 0,41	+ 45,83
AGF-Ass.Gen.France	221	217,50	− 1,58	+ 29,85
Air Liquide	924	930	+ 0,64	+ 14,81
Alcatel Alsthom	794	794	—	+ 90,49
Atos (ex.Axime) CA	625	630	+ 0,80	[illegible]
Axa	406	407,30	+ 0,32	+ 21,42
Bail Investis.	759	769	+ 1,31	+ 3,79
Bancaire (Cie)	701	708	+ 0,99	+ 15,30
Bazar Hot. Ville	555	565	+ 1,80	+ 27,28
Bertrand Faure	322	325,10	+ 0,96	+ 60,86
BIC	482,60	479	− 0,74	+ 23,13
BIS	497	514	+ 3,42	− 3,36
B.N.P.	283,40	283,70	+ 0,10	+ 41,28
Bollore Techno	770	790	+ 2,59	+ 38,59
Bongrain	2136	2179	+ 2,01	+ 8,57
Bouygues	505	503	− 0,39	− 6,50
Bouygues Offs.	243	248	+ 2,05	+ 36,46
Bull#	61	60,60	− 0,65	+ 89,67
Canal +	1021	1029	+ 0,78	[illegible]
Cap Gemini	385	384	− 0,25	+ 53,04
Carbone Lorraine	1545	1529	− 1,03	+ 35,30
Carrefour	3863	3880	+ 0,44	+ 14,92
Casino Guichard	281,50	283	+ 0,53	+ 17,13
Casino Guich.ADP	227,20	230,10	+ 1,27	+ 27,90
Castorama Dub.(Li)	709	712	+ 0,42	− 20,26
C.C.F.	315	314,90	− 0,03	+ 37,28
Cegid (Ly)	590	590	—	− 0,67
Cerus Europ.Reun	34,60	34,95	+ 1,01	+ 8,47
Cetelem	644	655	+ 1,70	+ 9,16
CGIP	1715	1730	+ 0,87	+ 20,89
Chargeurs	358,80	359	+ 0,05	+ 39,68
Christian Dalloz	2480	2450	− 1,20	+ 32,36
Christian Dior	938	935	− 0,31	+ 11,70
Ciments Francais	225,50	221	− 1,99	+ 52,41
Cipe France Ly #	668	670	+ 0,29	+ 8,43
Clarins	717	744	+ 3,76	− 2,23
Club Mediterranee	498	491,20	− 1,36	+ 45,84
Coflexip	482	486	+ 0,82	+ 76,72
Colas	784	786	+ 0,25	+ 4,80
Comptoir Entrep.	10,15	10,60	+ 4,43	+ 18,81
Comptoirs Mod.	2850	2861	+ 0,38	+ 2,37
CPR	467,90	470,90	+ 0,64	+ 13,79
Cred.Fon.France	62	63,10	+ 1,77	− 6,51
Credit Lyonnais CI	348,50	349,10	+ 0,17	+ 162,48
Cred.Nat.Natexis	379	375,10	− 1,02	+ 25,53
CS Signaux(CSEE)	211,80	213	+ 0,56	− 9,32
Damart	4570	4506	− 1,40	+ 8,57
Danone	924	932	+ 0,86	+ 28,90
Dassault-Aviation	1280	1308	+ 2,18	+ 31,29
Dassault Electro	535	536	+ 0,18	+ 20,86
Dassault Systemes	385	394	+ 2,33	+ 64,64
De Dietrich	250	242,50	− 3	+ 24,04
Degremont	413	418	+ 1,21	+ 8,57
Deveaux(Ly)#	720	720	—	—
Dev.R.N-P.Cal Li #	43,90	42,25	− 3,75	− 2,87
Dexia France	549	559	+ 1,82	+ 23,67
DMC (Dollfus Mi)	118	115,50	− 2,11	− 8,18
Dynaction	141	140	− 0,70	+ 14,66
Eaux (Gle des)	696	698	+ 0,28	+ 9,20
Eiffage	328	320,30	− 2,04	+ 56,73
Elf Aquitaine	707	707	—	+ 49,68
Eramet	287	296	+ 3,13	+ 8,82
Eridania Beghin	821	818	− 0,36	− 2,03
Essilor Intl	1537	1532	− 0,32	+ 2,73
Essilor Intl.ADP	1403	1420	+ 1,21	+ 9,23
Esso	539	544	+ 0,92	+ 2,25
Eurafrance	2400	2342	− 2,41	+ 4,46
Euro Disney	8,70	8,65	− 0,57	+ 16,01
Europe 1	1399	1395	− 0,28	+ 26,81
Eurotunnel	6,85	6,95	+ 1,45	+ 1,45
Fimalac SA	503	503	—	+ 4,35
Finextel	106	[illegible]	—	+ 32,16
Fives-Lille	420	420	—	+ 14,28
Fromageries Bel	4100	4125	+ 0,60	− 4,02
Galeries Lafayette	2350	2455	+ 4,46	+ 32,99
GAN	139	140	+ 0,71	+ 33,33
Gascogne (B)	554	558	+ 0,72	+ 22,30
Gaumont #	439	436	− 0,68	+ 3,39
Gaz et Eaux	2641	2620	− 0,79	+ 28,99
Geophysique	722	720	− 0,27	+ 100
G.F.C	505	500	− 0,99	+ 6,49
Groupe Andre S.A.	552	550	− 0,36	+ 87,84
Gr.Zannier (Ly) #	150	150	—	+ 27,99
GTM-Entrepose	330	335	+ 1,51	+ 39,58
Guilbert	801	809	+ 0,99	− 20,29
Guyenne Gascogne	2075	2065	− 0,48	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1325	1300	− 1,88	+ 12,56
Havas	376	376,80	+ 0,21	+ 3,51
Havas Advertising	702	696	− 0,85	+ 21,04
Imetal	847	833	− 1,65	+ 8,74
Immeubl.France	332,90	332	− 0,27	+ 8,47
Infogrames Enter.	778	799	+ 2,69	+ 33,26
Ingenico	147,90	153	+ 3,44	+ 75,86
Interbail	149	149,50	+ 0,33	− 34,11
Intertechnique	1409	1405	—	+ 81,80
Jean Lefebvre	300,50	302	+ 0,16	+ 11,27
Klepierre	760	760	—	+ 9,51
Labinal	1600	1575	− 1,56	+ 38,93
Lafarge	410,50	406,60	− 0,95	+ 30,61
Lagardere	164,50	165,30	+ 0,48	+ 16,08
Lapeyre	372,50	362	− 2,81	+ 21,47
Lebon	214,50	[illegible]	—	+ 25,36
Legrand	1087	1099	+ 1,10	+ 24,32
Legrand ADP	755	750	− 0,66	+ 30,66
Legris indust.	230,60	238	+ 3,20	+ 3,92
Locindus	763	[illegible]	+ 0,26	[illegible]
L'Oreal	2227	[illegible]	+ 1,70	[illegible]
LVMH Moet Hen.	1424	[illegible]	+ 0,42	[illegible]
Marine Wendel	625	[illegible]	+ 3,20	[illegible]
Metaleurop	93,60	[illegible]	+ 0,10	[illegible]
Metrologie Inter.	15,70	[illegible]	+ 2,54	[illegible]
Michelin	355	[illegible]	+ 0,78	[illegible]
Moulinex #	141	[illegible]	+ 2,83	[illegible]
Nord-Est	118,90	[illegible]	+ 0,92	[illegible]
Nordon (Ny)	382	[illegible]	− 1,83	[illegible]
NRJ #	885	[illegible]	− 1,69	[illegible]
Olipar	76	[illegible]	+ 2,63	[illegible]
Paribas	437,20	[illegible]	+ 0,06	[illegible]
Pathe	1171	[illegible]	+ 1,02	[illegible]
Pechiney	266,80	[illegible]	+ 0,07	[illegible]
Pernod-Ricard	294	[illegible]	+ 1,08	[illegible]
Peugeot	670	[illegible]	+ 2,53	[illegible]
Pinault-Print.Red	2730	[illegible]	− 1,17	[illegible]
Plastic-Omn.(Ly)	478	[illegible]	+ 0,83	[illegible]
Primagaz	509	[illegible]	+ 1,57	[illegible]
Promodes	2154	[illegible]	+ 0,69	[illegible]
Publicis #	585	[illegible]	+ 0,85	[illegible]
Remy Cointreau	113	[illegible]	+ 6,19	[illegible]
Renault	163	[illegible]	+ 0,36	[illegible]
Rexel	1717	[illegible]	− 3,90	[illegible]
Rhone Poulenc A	247,50	[illegible]	− 1,13	[illegible]
Rochette (La)	27	[illegible]	− 0,18	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	5660	[illegible]	− 1,06	[illegible]
Sade (Ny)	191,10	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
Sagem SA	2948	[illegible]	+ 0,91	[illegible]
Saint-Gobain	867	[illegible]	+ 0,34	[illegible]
Salomon (Ly)	435	[illegible]	+ 0,68	[illegible]
Salvepar (Ny)	466	[illegible]	+ 0,42	[illegible]
Sanofi	604	[illegible]	− 0,49	[illegible]
Sat	1550	[illegible]	− 0,64	[illegible]
Saupiquet (Ns)	622	[illegible]	+ 0,48	[illegible]
Schneider SA	324	[illegible]	+ 1,79	[illegible]
SCOR	252	[illegible]	− 0,39	[illegible]
S.E.B.	970	[illegible]	− 0,30	[illegible]
Sefimeg CA	405	[illegible]	− 1,23	[illegible]
SEITA	174,50	[illegible]	+ 0,28	[illegible]
Selectibanque	64,90	[illegible]	− 1,07	[illegible]
SFIM	905	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
SGE	138	[illegible]	+ 2,17	[illegible]
Sidel	445	[illegible]	+ 1,79	[illegible]
Silic CA	817	[illegible]	− 0,48	[illegible]
Simco	467	[illegible]	+ 0,42	[illegible]
S.I.T.A	1155	[illegible]	+ 1,21	[illegible]
Skis Rossignol	113	[illegible]	+ 1,76	[illegible]
Societe Generale	784	[illegible]	—	[illegible]
Sodexho Alliance	2802	[illegible]	− 0,35	[illegible]
Sommer-Allibert	212	[illegible]	+ 0,70	[illegible]
Sophia	226	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Spir Communic. #	475	[illegible]	− 2,10	[illegible]
Strafor Facom	408,40	[illegible]	− 0,80	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	664	[illegible]	—	[illegible]
Synthelabo	732	[illegible]	− 1,36	[illegible]
Technip	742	[illegible]	+ 1,88	[illegible]
Thomson-CSF	152,70	[illegible]	+ 3,47	[illegible]
Total	609	[illegible]	− 0,32	[illegible]
UFB Locabail	559	[illegible]	—	[illegible]
UIF	419,80	[illegible]	− 4,12	[illegible]
UIS	202	[illegible]	+ 0,99	[illegible]
Unibail porteur	578	[illegible]	—	[illegible]
Union Assur.Fdal	625	[illegible]	+ 1,60	[illegible]
Usinor	110,90	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Valeo	370	[illegible]	+ 2,64	[illegible]
Vallourec	375	[illegible]	− 3,20	[illegible]
Via Banque	161,50	[illegible]	− 0,80	[illegible]
Worms & Cie	335	[illegible]	− 0,44	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1411	[illegible]	+ 0,63	[illegible]
Elf Gabon	1391	[illegible]	+ 0,86	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	130,10	[illegible]	+ 3,38	[illegible]
Adecco S.A.	2223	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Adidas AG #	770	[illegible]	+ 0,77	[illegible]
American Express	495	[illegible]	+ 1,81	[illegible]
Anglo American #	301	[illegible]	+ 7,97	[illegible]
Amgold #	340	[illegible]	—	[illegible]
Arjo Wiggins App.	18,70	[illegible]	− 6,68	[illegible]
A.T.T. #	244,30	[illegible]	+ 0,90	[illegible]
Banco Santander #	170,20	[illegible]	+ 1,05	[illegible]
Barrick Gold #	141,50	[illegible]	+ 1,06	[illegible]
B.A.S.F. #	219,90	[illegible]	− 0,86	[illegible]
Bayer #	237	[illegible]	− 0,67	[illegible]
Cordiant PLC	11,25	[illegible]	+ 4,44	[illegible]
Crown Cork ord.#	307,90	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	290	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	465	[illegible]	+ 0,64	[illegible]
De Beers #	194,50	[illegible]	+ 0,30	[illegible]
Deutsche Bank #	378	[illegible]	− 0,07	[illegible]
Dresdner Bank	254,30	[illegible]	− 0,08	[illegible]
Driefontein #	45,50	[illegible]	+ 2,63	[illegible]
Du Pont Nemours #	381	[illegible]	+ 5,01	[illegible]
Eastman Kodak #	400	[illegible]	+ 2,02	[illegible]
East Rand #	1,35	[illegible]	+ 5,92	[illegible]
Echo Bay Mines #	31,20	[illegible]	—	[illegible]
Electrolux #	440	[illegible]	+ 3,27	[illegible]
Ericsson #	268,90	[illegible]	− 1,82	[illegible]
Ford Motor #	260	[illegible]	+ 0,96	[illegible]
Freegold #	32,10	[illegible]	+ 2,80	[illegible]
Gencor act.regr	13,50	[illegible]	+ 9,62	[illegible]
General Elect. #	398,10	[illegible]	+ 0,10	[illegible]
General Motors #	390	[illegible]	+ 1,69	[illegible]
Gle Belgique #	560	[illegible]	− 4,64	[illegible]
Grd Metropolitan	55,70	[illegible]	+ 0,53	[illegible]
Guinness Plc #	55,25	[illegible]	+ 1,35	[illegible]
Hanson PLC reg.	30,95	[illegible]	− 5,33	[illegible]
Harmony Gold #	29,75	[illegible]	+ 3,86	[illegible]
Hitachi #	62,30	[illegible]	− 0,16	[illegible]
Hoechst #	242,50	245	+ 1,03	+ 0,48
I.B.M #	632	652	+ 3,16	+ 63
I.C.I #	99,50	98,60	− 0,90	+ 54,06
Ito Yokado #	350,10	355,10	+ 1,42	+ 53,78
Kingfisher plc #	72	72	—	+ 29,22
Matsushita #	115,50	114,50	− 0,86	+ 32,04
Mc Donald's #	300,20	304,30	+ 1,36	+ 27,32
Merck and Co #	572	580	+ 1,39	+ 30,44
Mitsubishi Corp.#	65,10	65	− 0,15	+ 23,18
Mobil Corporat.#	460	453	− 1,52	+ 40,46
Morgan J.P. #	685	680	− 0,72	+ 30,01
Nestle SA Nom. #	7590	7560	− 0,39	+ 35,73
Nipp. MeatPacker #	75,10	—	—	+ 15,53
Nokia A	492	492,50	+ 0,10	+ 63,62
Norsk Hydro #	318	322,70	+ 1,47	+ 15,20
Petrofina #	2210	2259	+ 2,21	+ 37,32
Philip Morris #	265,10	270,30	+ 1,96	+ 34,61
Philips N.V #	448,10	454,50	+ 1,42	+ 117,46
Placer Dome Inc #	108,90	107,30	− 1,46	− 9,90
Procter Gamble #	829	847	+ 2,17	+ 47,56
Quilvest	351	355	+ 1,13	+ 23,47
Randfontein #	10,70	11,20	+ 4,67	− 38,51
Rhone Poul.Rorer #	587	590	+ 0,51	+ 48,36
Rio Tinto PLC #	98	95,60	− 2,44	+ 17,73
Royal Dutch #	317	322,10	+ 1,60	+ 43,95
Sega Enterprises	180	178,30	− 0,94	− 8,09
Saint-Helena #	25	26,30	+ 5,20	+ 12,38
Schlumberger #	445,70	453,10	+ 1,66	+ 69,38
SGS Thomson Micro.	580	582	+ 0,34	+ 58,54
Shell Transport #	41,20	43	+ 4,36	+ 49,33
Siemens #	400	399,90	− 0,02	+ 66
Sony Corp. #	578	558	− 3,46	+ 48,11
Sumitomo Bank #	94	94,75	+ 0,79	+ 30,68
T.D.K #	500	475	− 5	+ 39,79
Telefonica #	160	160,60	+ 0,37	+ 32,19
Toshiba #	38	37,50	− 1,31	+ 17,37
Unilever #	1298	1332	+ 2,61	+ 46,93
United Technol. #	490,50	492	+ 0,30	+ 38,59
Vaal Reefs #	316,10	327,30	+ 3,47	− 3,51
Volkswagen A.G #	4450	4500	+ 1,12	+ 102,57
Volvo (act.B) #	165	165,20	+ 0,12	+ 62,40
Western Deep #	146,10	151	+ 3,35	− 5,62
Yamanouchi #	151	149	− 1,32	+ 41,90
Zambia Copper	16,35	17,10	+ 4,58	+ 100,32

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 25 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	7,323 o
CEPME 9% 89-99 CA#	109,05	8,022 d
CEPME 9% 92-06 TSR	122,50	1,627
CFD 9,7% 90-03 CB	122,10	5,421
CFD 8,6% 92-05 CB	119,85	4,689
CFF 10% 88-98 CA#	106,44	8,495 o
CFF 9% 88-97 CA#	100,24	8,112 d
CFF 10,25%90-01CB#	117,16	4,062 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	111,43	2,243 o
CLF 9%88-93/98 CA#	102,22	5,128
CNA 9% 4/92-07	123,70	2,860
CRH 8,6% 92/94-03	116,91	1,414
CRH 8,5% 10/87-88#	—	4,099
EDF 8,6% 88-89 CA#	109,82	4,971
EDF 8,6% 92-04 #	118,41	3,322 d
Finansder 9%91-06#	123,68	6,781
Finansd.8,6%92-02#	114,85	5,019
Floral9,75% 90-99#	—	0,935 ↓
OAT 88-98 TME CA#	100,56	2,302 d
OAT 9/85-98 TRA	—	3,138
OAT 9,50%88-98 CA#	104,66	1,666 ↑
OAT TMB 87/99 CA#	99,92	1,948
OAT 8,125% 89-99 #	—	2,116
OAT 8,50%90/00 CA#	110,19	3,356 d
OAT 85/00 TRA CA#	—	6,258 o
OAT 10%5/85-00 CA#	114,47	2,548
OAT 89-01 TME CA#	102,85	2,902 d
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,73	6,422
OAT 8,50% 89-19 #	127,52	3,148
OAT 8,50%92-23 CA#	—	2,290
SNCF 8,8% 87-94CA	106,10	4,991
Suez Lyon.Eaux 90	968	

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		79,10	[illegible]
Baccarat (Ny)		650	[illegible]
Bains C.Monaco		641	[illegible]
Bque Transatlantl.	◆	194,50	[illegible]
B.N.P.Intercont.	◆	810	[illegible]
Bidermann Intl.	◆	110	[illegible]
B T P (la cie)	◆	7,60	[illegible]
Centenaire Blanzy		440	[illegible]
Champex (Ny)	◆	24,20	[illegible]
CIC Un.Euro.CIP		410,30	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2051	[illegible]
Concorde-Ass Risq		1265	[illegible]
Continental Ass.Ly		559	[illegible]
Darblay	◆	550	[illegible]
Didot Bottin		780	[illegible]
Eaux Bassin Vichy		3830	[illegible]
Ecia		1029	[illegible]
Ent.Mag. Paris	◆	1450	[illegible]
Fichet Bauche	◆	73,40	[illegible]
Fidei		36,70	[illegible]
Finalens	◆	327	[illegible]
F.I.P.P.	◆	329	[illegible]
Fonciere (Cie)		591	[illegible]
Fonc. Lyonnaise #		729	[illegible]
Foncina #	◆	465	[illegible]
Francarep		290	[illegible]
France S.A.	◆	1250	[illegible]
From. Paul-Renard	◆	2050	[illegible]
Gevelot	◆	1352	[illegible]
G.T.I (Transport)	◆	199	[illegible]
Immobail		147,70	[illegible]
Immobanque		607	[illegible]
Locamion (Ly)	◆	463	[illegible]
Lucia	◆	60	[illegible]
Monoprix	◆	246,10	[illegible]
Metal Deploye	◆	400	[illegible]
Mors		7,50	[illegible]
Navigation (Nle)		102	[illegible]
Optorg	◆	326,50	[illegible]
Palael-Marmont	◆	281	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)	◆	912	[illegible]
Parfinance	◆	289	[illegible]
Paris Orleans	◆	270	[illegible]
Promodes (CI)		1950	[illegible]
PSB Industries Ly		441	[illegible]
Rougier #		368	[illegible]
Saga		86	[illegible]
S.I.P.H.	◆	340	[illegible]
Sofragi	◆	4920	[illegible]
Taittinger		3060	[illegible]
Tour Eiffel		251	[illegible]
Vicat		546	[illegible]
Caves Roquefort	◆	1990	[illegible]
Elyo		320	[illegible]
Fimara		344	[illegible]
Gaillard (M)	◆	1600	[illegible]
Givaudan-Lavirotte	◆	1291	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	150	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg	◆	1965	[illegible]
Hotel Lutetia		299,90	[illegible]
Hotels Deauville	◆	580	[illegible]
Immeubl.Lyon(Ly)#		599	[illegible]
L.Bouillet (Ly)	◆	305	[illegible]
Lloyd Continental	◆	8300	[illegible]
Lordex (Ny)	◆	18	[illegible]
Mag.Lyo.Gerl.(Ly)#	◆	170	[illegible]
Matussiere Forest		60	[illegible]
Moncey Financiere	◆	3330	[illegible]
M.R.M. (Ly)		443	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	110	[illegible]
Pechiney Intl		126	[illegible]
Poliet		490	[illegible]
Sabeton (Ly)	◆	821	[illegible]
Sanse (Ly)		875	[illegible]
Sechilienne (Ly)	◆	1198	[illegible]
Sucr.Pithiviers		3301	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)		248	[illegible]
Teleflex L. Dupont		115	[illegible]
Union Gle Nord(Li)	◆	220	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	285	[illegible]
Commerzbank AG	229,90	229,90
Fiat Ord	20,90	20,90
Gevaert	515	515
Gold Fields South	143,50	143,50
Kubota Corp.	24	24
Montedison act.ep.	9,60	[illegible]
Olympus Optical	46,80	46,80
Robeco	595	[illegible]
Rodamco N.V.	188,40	[illegible]
Rolinco	586	587
Sema Group Plc	140	[illegible]
Solvay SA	3320	3320

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 25 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		57	54,15
AFE #		500	505
Aigle #		300	300
Albert S.A (Ns)		162,50	170
Altran Techno. #		1897	1898
Arkopharma#		300	300
Montaignes P.Gest.	◆	2901	3198
Assystem #		333	330
Bque Picardie (Li)	◆	719	719
Bque Tarneaud(B)#		350	351
Bque Vernes		139	153
Beneteau #		930	930
B I M P		99,10	99,10
Boiron (Ly) #		344	342
Boiset (Ly) #		710	718
But S.A.		297	297
Cardif SA		787	800
C.E.E #		127	126
CFPI #	◆	380	380
Change Bourse (M)		218	220
CNIM CA#		235	227,10
Codetour		359	348
Comp.Euro.Tele-CET		421	439
Conflandey #		313,90	315,20
C.A. Hte Normandie		314	314
C.A. Paris IDF		792	790
C.A.Ile & Vilaine		330	330
C.A.Loire Atl.Ns #		292	292
C.A.Morbihan (Ns)		325	324
C.A.Pas de Calais		526	526
C.A.du Nord (Li)		550	547
C.A. Oise CCI		316,20	316,70
C.A. Somme CCI		319,90	319
C.A.Toulouse(B)		420	420
Devanlay		620	619
Devernois (Ly)		583	583
Ducros Serv.Rapide	◆	77	77
Emin-Leydier (Ly)#		403	403
Europ.Extinc.(Ly)#		379	379
Expand s.a.	◆	518	518
Factorem		697	698
Faiveley #		200	270
Finacor		70	70
Fininfo		727	728
Fructivie		660	[illegible]
Gautier France #		241	[illegible]
Gel 2000		45,60	[illegible]
GFI Industries #		970	[illegible]
Girodet (Ly) #	◆	34,50	[illegible]
GLM S.A.		266,10	266,10
Grandoptic.Photo #		974	[illegible]
Gpe Guillin # Ly		215,10	[illegible]
Kindy #		187	[illegible]
Guerbet		240	[illegible]
Hermes internat.1#		550	555
Hurel Dubois	◆	714	714
ICBT Groupe #		225	[illegible]
I.C.C.		130,60	130,60
ICOM Informatique		488	[illegible]
Idianova	◆	74,70	74,70
Int. Computer #		89	[illegible]
IPBM		65,95	66,50
M6-Metropole TV		632	[illegible]
Manitou #		768	770
Manutan		460	460
Marie Brizard #		673	673
Maxi-Livres/Profr#		46,50	47,30
Mecelec (Ly)	◆	60,15	60,15
MGI Coutier #		306	305
Monneret Jouet Ly#		150,10	[illegible]
Naf-Naf #		69,95	68,90
Norbert Dentres.#		875	[illegible]
NSC Groupe Ny		820	[illegible]
Onet #		1008	[illegible]
Paul Predault #		164	[illegible]
P.C.W.	◆	19	[illegible]
Petit Boy #	◆	96,30	[illegible]
Phyto-Lierac #		414	[illegible]
Pochet		812	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns)	◆	240	[illegible]
Radiall #		772	[illegible]
Robertet #		1320	[illegible]
Rouleau-Guichard	◆	339,50	[illegible]
Securidev #		113	[illegible]
Smoby (Ly)#		630	[illegible]
Sofco (Ly)	◆	22	[illegible]
Sofibus	◆	388,50	388,50
Sogeparc (Fin)		364	[illegible]
Sopra #		649	[illegible]
Steph.Kelian #		85	[illegible]
Sylea		560	[illegible]
Teisseire-France		178	[illegible]
TF1		497,80	[illegible]
Thermador Hol. #		298	[illegible]
Trouvay Cauvin #		111	[illegible]
Unilog		810	[illegible]
Union Fin.France		625	[illegible]
Viel et Cie #		127	[illegible]
Vilmorin et Cie #		481	[illegible]
Virbac		570	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 25 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		51,05	[illegible]
Belvedere		790	[illegible]
BVRP		183	[illegible]
Coil		229	[illegible]
Electronique D2		871	[illegible]
FDM Pharma n.		225	[illegible]
Genset	◆	367	[illegible]
Guyanor action B	◆	13,55	[illegible]
High Co.	◆	174	[illegible]
Inforie		92	[illegible]
Joliez-Regol	◆	76	[illegible]
Mille Amis		59,90	[illegible]
Naturex		80	[illegible]
Olitec		1250	[illegible]
Picogiga	◆	200	[illegible]
Proxidis		20	[illegible]
R21 Santé		415	[illegible]
Stelax		8	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 25 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl.	◆	745	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	8,50	[illegible]
Générale Occidentale	◆	111	[illegible]
Mumm	◆	998	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	150	[illegible]
Via Crédit (Banque)	◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

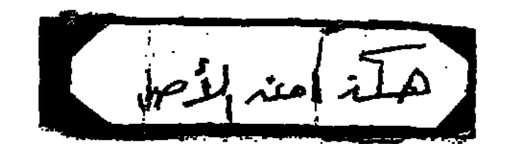
SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 22 août

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		147,07	140,07
Agipi Actions (Axa)		124,26	118,34
BANQUES POPULAIRES			
Valorg	◇	2446,10	2409,95
BNP 3615 BNP			
Natio Court Terme		14254	14254
Natio Epargne		2225,68	2203,64
Natio Ep. Capital C/D		17146,80	16977,03
Natio Ep. Croissance		3343,90	3278,33
Natio Ep. Patrimoine		146,02	143,16
Natio Epargne Retraite		164,38	161,16
Natio Epargne Trésor		11293,56	11271,02
Natio Euro Valeurs		1099,39	1077,83
Natio Euro Oblig.		1021,56	1011,45
Natio Euro Opport.		1135,03	1112,77
Natio Inter		2237,80	2193,92
Natio Opportunités		202,73	198,75
Natio Revenus		1111,34	1100,34
Natio Sécurité		11480,30	11480,30
Natio Valeurs		1411,11	1383,40
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		92745,31	92745,31
Oblig. ttes caté.		272,17	268,15
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)			
Livret Bourse Inv. D	◆	874,11	848,65
Nord Sud Dévelop. C	◆	2699,24	2693,85
Nord Sud Dévelop. D	◆	2550,48	2545,39
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C	◇	313,43	307,28
Patrimoine Retraite D	◇	303,94	297,98
Sicav Associations C	◆	2429,77	2429,77
CDC TRESOR			
Fonsicav C	◇	19731,36	19731,36
Mutual. dépôts Sicav C	◇	19380,21	19360,85
CAISSE D'EPARGNE			
Écur. Act. Futur D PEA	◇	289,54	283,86
Écur. Capitalisation C	◇	254,05	254,05
Écur. Expansion C	◇	83190,52	83190,52
Écur. Géovaleurs C	◇	3725,22	3652,18
Écur. Investis. D PEA	◇	232,78	228,22
Écur. Monépremière	◇	11373,41	11373,41
Écur. Monétaire C	◇	13081,70	13081,70
Écur. Monétaire D	◇	12458,66	12458,66
Écur. Trésorerie C	◇	321,22	321,22
Écur. Trésorerie D	◇	308,74	308,24
Écur. Trimestriel D	◇	2008,74	2008,24
Éparcourt-Sicav D	◇	192,91	192,91
Géoptim C	◇	12901,15	12617,92
Géoptim D	◇	11758,38	11564,61
Horizon C	◇	2343,51	2297,56
Prévoyance Ecur. D	◇	105,73	105,73
Sensipremière C	◇	13185,33	13152,45
Fonds communs de placements			
Écur. Capipremière C	◇	12082,01	12059,89
Écur. Sécuripremière C	◇	12016,37	12004,37
CNCA (INDOCAM)			
Amplia	◇	120144,84	[illegible]
Atout Amérique		201,26	[illegible]
Atout Asie		121,42	118,46
Atout Futur C		835,69	815,31
Atout Futur D		[illegible]	767,51
Coexis		1961,81	[illegible]
Dieze		2206,85	2169,96
Elicash	◇	[illegible]	[illegible]
Epargne-Unie		219,20	213,85
Eurodyn		2721,78	[illegible]
Indicia		1809,71	1765,34
Monéj C		11995,59	11995,59
Monéj D		11614,25	[illegible]
Oblifutur C		549,36	[illegible]
Oblifutur D		326,41	317,61
Oraction		1837,36	1792,55
Revenu-Vert		1206,74	1186,57
Sévéa		118,95	116,86
Synthésis		18221,57	[illegible]
Uni Association		121,18	121,18
Uni Foncier		1437,20	1402,15
Uni France		895,03	[illegible]
Uni Garantie C		1901,36	[illegible]
Uni Garantie D		1454,16	1429,85
Uni Régions		1803,17	1789,19
Univar C		310,81	310,81
Univar D		297,87	297,87
Univers Actions		263,94	257,50
Univers-Obligations		251,73	247,52
CIC BANQUES			
Francic		765,30	[illegible]
Francic Pierre		141,40	[illegible]
Francic Régions		2010,18	[illegible]
CIC PARIS			
Associc	◇	1124,91	1124,91
Cicamonde		1662,77	[illegible]
Converticic		415,58	[illegible]
Ecocic		1804,69	[illegible]
Mensuelcic		10189,30	[illegible]
Oblicic Mondial		4049,58	[illegible]
Oblicic Régions		1174,81	[illegible]
Rentacic		165,29	[illegible]
CREDIT LYONNAIS			
Eurco Solidarité		1391,05	[illegible]
Lion 20000 C		17222,84	17222,84
Lion 20000 D		16521,31	16521,31
Lion Associations C		11096,05	11096,05
Lion Associations D		11096,05	[illegible]
Lion Court Terme C		26516,05	[illegible]
Lion Court Terme D		24043,09	24043,09
Lion Plus C		1576,27	[illegible]
Lion Plus D		1503,61	[illegible]
Lion Trésor		2455,45	[illegible]
Oblilion		2187,35	[illegible]
Sicav 5000		761,92	[illegible]
Slivafrance		1282,13	[illegible]
Slivam		608,57	[illegible]
Slivarente		246,83	[illegible]
Slivinter		844,71	[illegible]
Trilion		5215,15	[illegible]
CRÉDIT MUTUEL FINANCE			
Avenir Alizes		2376,18	[illegible]
CM Option Dynamique		136,06	[illegible]
CM Option Equilibre		264,66	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		163,59	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		924,61	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind.C		147,71	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J		23026,90	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde		1776,69	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.		1884,98	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre		1109,83	[illegible]
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		102,15	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		951,62	[illegible]
Saint-Honoré Capital	◆	20049,19	[illegible]
St-Honoré March. Emer.		1012,86	[illegible]
St-Honoré Pacifique		839,76	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux	◇	1838,62	[illegible]
Stratégie Actions	◆	1224,39	[illegible]
Stratégie Rendement	◆	2004,18	[illegible]
[illegible]			
Amplitude Amérique	◇	122,55	[illegible]
Amplitude Europe C	◇	169,34	[illegible]
Amplitude Europe D	◇	166,51	[illegible]
Amplitude Monde C	◇	1123,69	[illegible]
Amplitude Monde D	◇	1072,01	[illegible]
Amplitude Pacifique	◇	118,73	[illegible]
Elanciel D PEA	◇	188,81	[illegible]
Émergence Poste D PEA	◇	156,62	[illegible]
Géobilys C	◇	661,90	[illegible]
Géobilys D	◇	626,24	[illegible]
Kaléis Dynamisme	◇	1137,39	[illegible]
Kaléis Équilibre	◇	1089,17	[illegible]
Kaléis Sérénité	◇	1050,49	[illegible]
Latitude C	◇	149,04	[illegible]
Latitude D	◇	135,78	[illegible]
Oblitys D	◇	623,83	[illegible]
Plénitude D PEA	◇	213,12	[illegible]
Poste Gestion C	◇	14922,41	[illegible]
Revenus Trimestr. D	◇	5230,22	[illegible]
Solstice D	◇	2369,29	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		38134,41	[illegible]
Actimonétaire D		31051,90	[illegible]
Cadence 1 D		1075,49	[illegible]
Cadence 2 D		1065,13	[illegible]
Cadence 3 D		1065,87	[illegible]
Capimonétaire C		412,02	[illegible]
Capimonétaire D		371,76	[illegible]
Sogeoblig C/D		9314,15	[illegible]
Interoblig C		7631,56	[illegible]
Intersélection France D		750,58	[illegible]
S.G. France opport. C		2096,02	[illegible]
S.G. France opport. D		2000,91	[illegible]
Sogenfrance C		1940,93	[illegible]
Sogenfrance D		1774,11	[illegible]
Sogépargne D		314,87	[illegible]
Soginter C		2738,11	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	1634,70	[illegible]
Sogelance D	◆	1700,96	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	◆	217,55	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الاصل



COMMUNICATION Premier *signal politique dans un domaine* jusqu'alors négligé par le gouvernement, Lionel Jospin a proposé, lundi 25 août, de combler le retard français dans le domaine des technologies de l'information, lors de l'inauguration de la dix-huitième Université de la communication, à Hourtin. ● LE PREMIER MINISTRE a annoncé un *« plan d'action »* et milité en faveur d'un accès plus aisé, *via* Internet, aux différents services de l'administration française. Mais il n'a annoncé aucune mesure financière d'accompagnement ● LES RAPPORTS parlementaires sur Internet, qui se sont multipliés au cours des douze derniers mois, stigmatisent tous le retard de la France et regorgent de propositions. Aucune n'a encore été appliquée. ● LA TECHNOLOGIE du réseau mondial évoluant à grande vitesse, Internet est en passe de devenir aussi simple à utiliser que l'électricité.

Le premier ministre veut connecter la France à Internet

Pour combler le retard national dans le domaine des nouvelles technologies de l'information, Lionel Jospin trace à Hourtin les grandes lignes d'un programme d'action destiné à favoriser un accès plus large au « réseau des réseaux »

UN ACCÈS plus large sur Internet au fonds de la Bibliothèque nationale de France ainsi qu'au *Journal officiel* ou encore aux petites annonces de l'ANPE, tout comme la possibilité de remplir et d'envoyer, à terme, une déclaration d'impôt ou de renouveler une carte grise en surfant sur le « réseau des réseaux », ce sont les propositions très concrètes que le premier ministre, Lionel Jospin, devait développer lundi 25 août à Hourtin (Gironde), lors de l'inauguration de la dix-huitième université d'été de la communication.

Premier signal politique fort dans un domaine jusqu'alors délaissé par le gouvernement, Lionel Jospin devait affirmer d'entrée de jeu : *« L'industrie du multimédia constitue désormais l'un des moteurs de la croissance et un gisement d'emplois. La part des technologies de l'information dans l'économie mondiale est plus importante que celle du secteur automobile. »* Souhaitant sans doute apparaître plus *« dans le vent »* que Jacques Chirac, qui avait fait sourire les internautes en essayant tant bien que mal de se servir d'un « mulot » (en l'occurrence la « souris » d'un ordinateur) lors de l'inauguration de la Bibliothèque nationale de France, Lionel Jospin ne devait pas masquer le très important retard que la France a pris dans le domaine des technologies de l'information.

Alors que moins d'un million de foyers français sont connectés à Internet, le chef du gouvernement devait attribuer ce sous-équipement à *« une culture informatique trop faible »*, *« une offre insuffisante de services en français »* et *« un manque de soutien aux PME innovantes »*, et ce malgré des *« atouts nombreux »*, comme des *« réseaux de télécommunications très performants »*. Le Minitel, qui reste *« limité technologiquement »*, *« risque de constituer progressivement un frein au développement des applications nouvelles et prometteuses des technologies de l'information »*. Une manière pour le gouvernement de demander clairement à France Télécom, qui traîne un peu des pieds, d'adapter rapidement les Minitel à Internet.

PROGRAMME D'ACTION

Le premier ministre devait aussi annoncer la *« mise en place d'un programme d'action »*, qui s'appuiera sur une coordination *« assurée par un comité interministériel »* et dont les *« modalités seront arrêtées avant la fin de l'automne »*. Prévu comme *« un ensemble de propositions »*, ce programme d'action fera l'objet d'un débat public, notamment auprès des associations, des élus, des collectivités territoriales. Il *« aura vocation à constituer une référence pour les administrations et pour les autres acteurs de la société qui réclament une intervention volontaire, lisible et durable de l'Etat »*.

M. Jospin devait souligner que *« cette présence active de la puissance publique »* n'épargnait pas les Etats-Unis. Toutefois, si Bill Clinton et Al Gore, son vice-président, se sont faits très tôt les chantres de la société de l'information, c'est parce qu'ils devaient aussi défendre l'industrie de la micro-informatique, dominée par des acteurs américains.

Lionel Jospin devait quant à lui jouer une carte beaucoup plus sociale et culturelle. Refusant à la fois de *« diaboliser la technologie ou à l'inverse feindre d'ignorer l'ampleur de cette évolution »*, il devait proposer *« une société de l'information solidaire »*. Affirmant sa *« décison à combler le retard français en matière de technologies de l'information »*, il devait refuser l'idée d'une société à deux vitesses. Ce qui passe notamment par *« un développement en milieu scolaire de l'utilisation des technologies de l'information »*, pour *« donner la maîtrise des nouveaux outils de communication »* et *« exploiter les richesses du multimédia comme outil pédagogique »*. Très prudent, le premier ministre devait rappeler que *« l'équipement des écoles »* devait s'effectuer, grâce aux compétences partagées entre *« l'Etat et les collectivités locales »*.

Tout en souhaitant *« un soutien volontariste à la production de programmes pédagogiques multimédias »*, il devait prôner *« une politique ambitieuse de numérisation de notre patrimoine culturel »* et faire référence aux efforts de la presse écrite pour s'adapter à l'information en réseau. Partisan de l'exception culturelle, il devait appeler à *« une grande vigilance pour éviter que la culture soit traitée sur Internet comme une marchandise parmi d'autres »*.

Très techniques, mais très attendus par les entreprises qui réalisent du commerce sur Internet, les décrets libéralisant la cryptologie devraient être publiés *« prochainement »*, ce qui devrait faciliter le *« développement du commerce électronique grâce à l'initiative privée »*.

EXPÉRIENCES CONCRÈTES

Sans plus de détails, le chef du gouvernement devait promettre un *« appui privilégié aux PME du secteur des technologies de l'information »*. Mais c'est surtout dans les relations entre l'administration et le concitoyen que des expériences concrètes devaient être annoncées, notamment pour permettre l'accès, *via* Internet, à des formulaires administratifs.

Afin d'aménager un cadre législatif et réglementaire, réprimer la « cyber-criminalité » ou lutter contre la propagande raciste sur Internet, le Conseil d'Etat sera également largement sollicité. Plus spécifiquement, Guy Braibant, président de section au Conseil d'Etat et vice-président de la Commission supérieure de codification, sera chargé d'une mission sur la protection des données à caractère personnel.

Alors que le gouvernement avait jusqu'à présent négligé la question des technologies de l'information, Lionel Jospin devait affirmer haut et fort sa volonté de combler le retard français en la matière. Mais sans donner de pistes concrètes. Ni de défiscalisation ou d'aides à l'achat de micro-ordinateurs, à l'instar de ce qui a pu être fait dans le secteur automobile. Ni de coups de pouce financiers pour les entreprises françaises qui souhaitent se lancer dans l'aventure. Ni même d'assurance que les écoles soient toutes branchées sur Internet au tournant du siècle.

Nicole Vulser

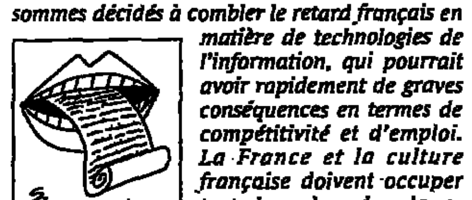
Le rendez-vous des professionnels de la communication

L'université d'été de la communication d'Hourtin (Gironde) sonne traditionnellement la rentrée de ce secteur. Organisée par le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle (Crepac) d'Aquitaine et la Ligue de l'enseignement, sa dix-huitième édition, qui a lieu du 25 au 29 août, propose débats, ateliers et rencontres réunissant à la fois des hommes politiques, des journalistes, des militants associatifs, des enseignants, etc. Cette année, le thème central est : *« Et le politique ? »*

Les ministres ont choisi, depuis la création de cette université d'été, d'y annoncer les axes de leur politique en matière de médias. Lionel Jospin, premier ministre, devait donc inaugurer l'université d'Hourtin, lundi 25, et Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, s'y exprimer mardi 26. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, devaient aussi s'y rendre.

« L'Etat n'a pas vocation à se substituer aux autres acteurs de la société de l'information »

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, devait notamment déclarer lundi 25 août, à l'inauguration de la dix-huitième université de la communication d'Hourtin : *« Nous sommes décidés à combler le retard français en matière de technologies de l'information, qui pourrait avoir rapidement de graves conséquences en termes de compétitivité et d'emploi. La France et la culture française doivent occuper toute leur place dans la société mondiale de l'information. Mais nous refuserons que le fossé séparant ceux de nos concitoyens qui maîtrisent ces nouveaux outils du reste de la population s'accroisse. »*



VERBATIM

»L'action du gouvernement repose sur l'ouverture d'un débat public. J'ai en effet la conviction que les solutions ne peuvent être imposées d'en haut à la société. Quelle que soit son importance, il serait illusoire de tout attendre de l'intervention publique. L'Etat n'a pas vocation à se substituer aux autres acteurs de la société de l'information : particuliers, entreprises et collectivités territoriales. C'est pourquoi je souhaite que le programme d'action gouvernemental pour la société de l'information fasse l'objet d'un débat public à travers lequel chacun, et je pense particulièrement aux associations, pourra réagir à nos propositions. Les modalités en seront précisées en même temps que le programme d'action sera rendu public. (...)

»Pour être efficace, notre action doit s'articuler autour de priorités. Les initiatives du gouvernement pour préparer l'entrée de notre pays dans la société de l'information répondent à de grandes préoccupations : plus d'accès au savoir et à la culture, plus d'emplois et de croissance, plus de service public et de transparence, plus de démocratie et de liberté. Cette politique, pour être efficace et lisible, doit s'articuler autour d'un nombre limité de priorités : l'école, la culture, le commerce électronique, les entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication, la réforme des services publics, la régulation. (...)

★ Le discours de Lionel Jospin à Hourtin sera disponible lundi 25 août 1997, en français, en anglais, en allemand et en espagnol, dans la rubrique Actualité du site internet du premier ministre (http : // www. premier-ministre.gouv. fr/). Une dizaine d'extraits vidéo de son intervention seront téléchargeables en fin de journée.

Une farandole de rapports autour du retard hexagonal

DEPUIS UN AN environ, missions, rapports et autres études se sont multipliés en France à propos des nouvelles technologies de l'information. Les questions sociétales, éducatives, juridiques, commerciales ont été passées au peigne fin. Toutes ces analyses, pour la plupart remarquablement documentées, parviennent à la même conclusion : Internet est incontournable et la France est en retard. Au total, elles ont engendré des centaines de propositions, dont quasiment aucune n'a porté à conséquence.

● **En juin 1996,** la mission interministérielle présidée par Isabelle Falque-Pierrotin a remis son rapport à François Fillon et Philippe Douste-Blasy, alors respectivement ministres des télécommunications et de la culture. Déjà, l'auteur relevait que *« la France est la queue du peloton européen et loin derrière les Etats-Unis pour le développement du réseau »*. Elle prônait une préférence à l'autocontrôle plutôt qu'au contrôle *a priori*, la clarification des responsabilités des acteurs, le développement d'une coopération internationale et une aide au commerce électronique avec la création de « tiers de confiance », ces « cybernotaires » destinés à garantir la sécurité des transactions sur Internet. Dès le 18 juin 1996, un projet de loi appliquait cette dernière proposition. Mais, aujourd'hui, les décrets d'application ne sont toujours pas promulgués. Et les autres propositions, comme celle préconisant que *« notre industrie se mobilise sur les contenus mais également sur les logiciels de réseaux »*, sont restées lettre morte.

● ***En octobre 1996,*** le rapport d'un groupe de travail du Commissariat au plan intitulé « Les réseaux de la société de l'information » soulignait *« le rôle toujours indispensable de la puissance publique »*. Thierry Miléo, chef du service de la stratégie et des affaires extérieures de Bouygues Télécom et président du groupe de travail, estimait alors que *« seuls un cadre réglementaire stable et incitatif et une régulation souple permettront le développement des réseaux et des services innovants sans lesquels notre pays ne pourra profiter des opportunités considérables ouvertes par la société de l'information »*.

● **Le 8 janvier 1997,** Alain Juppé, alors premier ministre, charge le sénateur (RPR) du Rhône René Trégouët d'analyser *« les conséquences des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'évolution de notre société »*. Dès le mois de mars, le sénateur se demande : *« Sommes-nous des retardés... ou des attardés ? »* Une question de fond qui réclame un supplément d'enquête. Le rapport Trégouët, qui devait être remis le 30 juin, ne le sera que fin décembre 1997.

● **Dès le 19 février,** le sénateur (RDSE) des Alpes-Maritimes Pierre Laffitte pousse son *« cri d'alarme »*. Plus concret, le député (RPR) du Loir-et-Cher Patrice Martin-Lalande publie le 30 avril le rapport d'une mission confiée par Alain Juppé et destinée à clarifier les régimes juridiques et fiscaux dans le domaine du multimédia. En fait, les dix priorités qu'il dégage concernent le développement général d'Internet, qui constitue, pour lui, *« un vrai défi pour la France »*. Il préconise, en tout premier lieu, une affirmation de *« la volonté politique de bâtir la société française de l'information »*, au travers de 134 propositions. Tout reste à faire.

● **En mai,** le sénateur (RPR) du Finistère Alain Gérard publiait à son tour un rapport sur « Multimédia et réseau dans l'éducation ». Trente-deux propositions venaient s'ajouter aux précédentes. Alain Gérard constatait qu'il existait, en 1996, *« 10 ordinateurs en moyenne par établissement éducatif en France, 21 en Allemagne et 31 au Royaume-Uni »*. Pour combler son handicap, l'enseignement public devrait, selon le sénateur, consacrer *« un investissement annuel de 1 050 millions de francs pendant trois ans »* alors que le montant budgétaire prévu n'est que de 560 millions de francs par an sur cette période.

● **Le manque de réactions à ces propositions** est dû à la *« technopathie »* des parlementaires diagnostiquée par le sénateur (PS) du Rhône Franck Sérusclat, dans le rapport sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information par la société française qu'il a remis le 4 juillet au Parlement. Le sénateur soulignait alors les carences de la déclaration de politique générale prononcée par Lionel Jospin le 19 juin.

M. A.

La bataille technologique a lieu aux Etats-Unis

EAU, GAZ, électricité et... Internet. Les annonces immobilières porteront peut-être d'ici peu cette mention. En effet, l'informatique est en train de passer de l'ère de l'ordinateur à celle du réseau. Cette mutation affectera aussi profondément la vie quotidienne et les pratiques du travail que le téléphone au début du siècle. Le réseau télématique va devenir aussi accessible que ceux qui fournissent l'électricité, le gaz naturel ou l'eau courante. La simplicité du Minitel avec la puissance d'Internet. Par la nouvelle « prise », passeront les informations publiées dans le monde entier. Instantanément, les internautes accèderont à une infinité de sources sous la forme de textes, d'images, de sons et de vidéos. Ils pourront communiquer entre eux, produire et faire circuler l'information à travers la planète.

Déjà, le terme est sur toutes les lèvres. *« L'ordinateur, c'est le réseau »*, clament Oracle, Sun ou IBM. Certes, le *personal computer* (PC) résiste encore au *network computer* (NC). Mais sans la moindre chance de l'emporter. Non qu'il doive disparaître, mais il lui faudra se contenter d'une part limitée du marché, celle des utilisateurs actuels de l'informatique, les spécialistes, passionnés et autres professionnels. Quant au rêve mégalomaniaque de voir chaque terrien équipé d'un PC, il s'envole en fumée.

L'avenir de l'informatique populaire appartient à un ordinateur dépouillé sans être stupide. Mieux encore, au réseau sans ordinateur. Un réseau immanent à la vie quotidienne, ubiquiste, à la fois impalpable et omniprésent. Un réseau sortant du lit de son ancêtre Internet pour s'aventurer sur le terrain du téléphone, de la vidéoconférence ou du multimédia, de la télévision et de la radio. Unique et pluriel à la fois, il devient le moyen de télécommunication universel, répondant aussi bien aux besoins professionnels que privés.

COURSE À LA PERFORMANCE

La seconde révolution de l'informatique agite le monde industriel depuis un an à peine. Mais le rythme de l'innovation est devenu tel, dans ce secteur, que quelques mois suffisent pour qu'une idée se transforme en produit commercial. D'où la bataille au couteau que se livrent les géants américains de l'informatique. Avec pour enjeux la survie de certains, comme Apple, et la préservation de positions dominantes pour d'autres, comme Intel ou Microsoft. Ce dernier, dans cette période charnière, fait preuve d'une habileté et d'une réactivité inédite dans l'histoire industrielle. Mais l'efficacité de son alliance objective avec Intel s'émousse. Le règne sans partage du duo sur l'ordinateur personnel, à l'image de celui d'IBM dans les années 70, vacille.

La soif de profit alliée à la fuite en avant technologique ont progressivement transformé le PC en monstre. La stratégie d'Intel et Microsoft a consisté à stabiliser le prix de l'ordinateur aux alentours de 1 500 dollars aux Etats-Unis, soit environ 10 000 francs en France, TVA oblige. Dans le même temps, l'évolution des logiciels (système d'exploitation, programmes de bureautique, jeux sur CD-ROM) rend obsolètes les machines en moins de deux ans. D'où la rentabilité la plus faible de l'histoire industrielle. Cette course à la performance, pavée de bogues pour cause de précipitation dans la commercialisation, atteint aujourd'hui ses limites.

La puissance des PC est devenue telle que les applications capables de la justifier viennent à manquer. Rares sont les jeux utilisant la technologie multimédia MMX, lancée au début de l'année par Intel. D'ici la sortie des programmes qui en tireront profit, une nouvelle génération de microprocesseurs sera arrivée sur le marché. Et tout sera à recommencer. Alors, pourquoi investir aujourd'hui dans une machine qui sera si vite dépassée ? La loi de Moore, qui fixe à deux ans le délai nécessaire pour doubler le nombre de transistors présents dans un microprocesseur, répond à une logique de progrès purement technologique.

ÉCHAPPER À L'OBSOLESCENCE

Commercialement, une telle vitesse de dépréciation des produits tue le marché dès lors que ce dernier tente de sortir du cercle des *technomaniaques argentés*. D'où la solution prônée par Oracle avec son NC. Avec cette machine aux fonctionnalités réduites au minimum, l'utilisateur échappe à la fatalité de l'obsolescence précoce. En effet, l'essentiel du travail est réalisé sur le serveur, l'ordinateur qui est appelé à jouer un rôle essentiel dans la nouvelle informatique. C'est lui qui prend en charge la complexité dont souffre aujourd'hui le PC. Il libère l'utilisateur de la fastidieuse mise à jour des logiciels, dont la durée de vie ne se compte plus en mois mais en semaines... Nombre de CD-ROMs, utilisant une multitude de programmes différents pour reproduire le son, ou la vidéo pose un véritable casse-tête aux béotiens. Mêmes difficultés sur Internet où les *« plugins »*, ces petits logiciels utilitaires, prolifèrent de façon totalement anarchique.

Le tandem NC-serveur prétend supprimer les mauvaises surprises. Ce sont les techniciens en charge de la maintenance du serveur qui assurent le travail, tandis que l'utilisateur retrouve un rôle plus à sa portée. Mais comment utiliser des logiciels de la taille de Word, Excel ou Corel Draw, sur un NC dépourvu de disque dur et disposant d'une mémoire limitée à 8 ou 16 mégaoctets ?

L'écueil n'a pas échappé à Larry Elison. Dans son élan révolutionnaire et meurtrier à l'égard de Microsoft, il ne propose rien d'autre que de reconstruire tout l'outillage logiciel existant grâce au langage Java, développé par Sun Microsystems. Toutefois le développement et la mise au point des nouveaux logiciels écrits en Java prendront encore de nombreux mois. Et la bureautique Windows est très profondément implantée dans les entreprises et chez les particuliers. Pas question de laisser Microsoft reprendre l'initiative. La course de vitesse est lancée. Difficile de pronostiquer un vainqueur.

Michel Alberganti

La marque Nike a déjà gagné les Internationaux de tennis des Etats-Unis

En cinq ans, l'équipementier américain a posé sa griffe sur les courts comme il l'a fait dans les autres sports. Le n° 1 mondial, Pete Sampras, porte sa marque sur le nouveau stade new-yorkais Arthur-Ashe

L'Américain Pete Sampras, n° 1 mondial, entame, lundi 25 août à New York, les internationaux des Etats-Unis face à l'Australien Todd Larkham. Le joueur, qui porte la marque du fabriçant Nike, peut caresser l'espoir d'aller jusqu'au bout de l'US Open pour la troisième fois d'affilée, comme John McEnroe (1979-81) et Ivan Lendl (1985-87). Il offrirait ainsi aux habitués de Flushing Meadow une continuité et leur favoriserait la transition entre l'ancien central Louis-Armstrong et le nouveau court Arthur-Ashe, capable d'accueillir 23 000 spectateurs. Les Espagnols, emmenès par Alex Corretja et Carlos Moya, et le Brésilien Gustavo Kuerten affichent l'ambition d'empêcher un nouveau triomphe de Pete Sampras. Chez les dames, en l'absence de l'Allemande Steffi Graf, la Suissesse Martina Hingis affiche sa sérénité face aux progrès de Monica Seles.

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

A côté du coquillage qui symbolise la marque Shell, du M des restaurants McDonald, existe la virgule de Nike. Les Américains l'appellent le *swoosh*, ce qui pourrait se traduire par « mouvement fouetté », à l'allure et au bruit semblables à celui d'une raquette de tennis. La griffe de la nouvelle multinationale de l'équipement sportif fut dessinée en 1971 par une étudiante de l'université de Portland pour 35 dollars. Vingt-six ans plus tard, le swoosh – qui comme tout logo se suffit à lui-même – s'affiche sur le Tour de France, aux Jeux olympiques, aux championnats du monde d'athlétisme, sur la poitrine de Tiger Woods ou même sur les vêtements d'après-course de Michael Schumacher. Nike habille les athlètes des pieds à la tête.

Signe de sa puissance, la marque n'éprouve même pas le besoin d'être partenaire des Internationaux de tennis des Etats-Unis : Flushing Meadow est son fief. Dimanche 24 août, pour la traditionnelle journée caritative dévolue à la fondation Arthur-Ashe contre le sida, « Flushing » était transformé en temple du swoosh. Après les matches sur le court central, le public pouvait, sur les courts annexes, recevoir des leçons ou des conseils d'Andre Agassi, Pete Sampras, Mary Pierce, Jim Courier ou Monica Seles, tous joueurs estampillés Nike. Marcelo Rios, autre champion de la marque, jouait contre le reste du monde. Quant à John McEnroe, il donnait un cours magistral avant de commenter les matches pour la chaîne CBS. Dans les rues de New York, la firme avait disposé des courts provisoires pendant le week-end ; les rames de la ligne du métro qui déverse chaque jour des milliers de spectateurs ont été garnies de la nouvelle campagne publicitaire de Nike.

L'histoire de Nike pourrait être une compilation de clichés à l'intention des étudiants d'écoles de commerce. En 1957, se rencontrent, à l'université d'Oregon à Eugene, Bill Bowerman, un entraîneur-bricoleur qui dessine et fabrique des chaussures d'athlétisme, et Phil Knight, un coureur de demi-fond féru d'économie. En 1962, ses études terminées, il part au Japon à la recherche d'une paire de chaussures agréables et bon marché, les Tigers.

DÉESSE DE LA VICTOIRE

Pour les exporter, il crée son entreprise, Blue Ribbon Sports (BRS), dont le siège social est basé dans le garage familial, dans l'Oregon. Les « Tigres » plaisent. En 1964, BRS en importe 1 300 paires et vend tout le stock. A mesure que les importations augmentent, les deux hommes ont d'autres idées. En 1967, Bowerman invente la Marathon, légère parce que faite de nylon, avant que Knight envisage de se démarquer de ses fournisseurs japonais.

La biographie officielle raconte que Phil Knight a rêvé le nom de Nike ; en fait, celui-ci a été « pensé ». Nike est la déesse grecque de la victoire. La première chaussure estampillée du swoosh est un soulier de football ; le premier champion Nike, Ilie Nastase, gagne l'US Open en 1972. Au début des années 80, l'athlétisme rejoint le giron de la marque grâce à Carl Lewis, qui va être neuf fois champion olympique. L'appétit de Nike s'aiguise.

A la veille des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, Nike s'impose très vite comme la société du sport. Après 1996 et Atlanta, le chiffre d'affaires atteint, en 1997, 5,5 milliards de dollars (plus de 33 milliards de francs). En augmentation de 22 % par rapport à 1996, il est aussi important que les chiffres d'affaire de ses principaux adversaires réunis, Adidas et Reebok.

Avec la télévision, les champions deviennent des figures planétaires. En basket, Nike mise sur Michael Jordan. Le joueur des Chicago Bulls signe un contrat en 1985. On lui invente un surnom qui va à merveille avec la dernière trouvaille des laboratoires de Nike : le coussin d'air sous le talon. Les royalties touchées par Jordan sur les Jordan Air depuis 1988 sont estimées à 600 millions de francs. En football, Nike, qui « possède » Eric Cantona, veut devenir le premier sur un marché dominé par Adidas. A un an de la Coupe du monde en France, la maison s'est achetée l'équipe du Brésil, championne en titre.

Reconnu à la télévision grâce aux colères de John McEnroe, le swoosh a estampillé le tennis américain. Nike s'invente un triumvirat, le gentil, Pete Sampras – numéro un mondial depuis quatre ans –, le rugueux, Jim Courier – ancien numéro un mondial –, le méchant, dont le rôle, d'abord tenu par McEnroe, puis par Andre Agassi, a été repris par le Chilien Marcelo Rios.

Porté par l'engouement pour le sport féminin, Nike s'est entouré de femmes. Pendant la convalescence de Monica Seles, Phil Knight a racheté son contrat avec Fila. La néo-américaine effectue son retour à Flushing Meadow en août 1995, deux ans et demi après son agression à Hambourg. Jusqu'à la finale, perdue contre Steffi Graf, elle éclipsa le reste de l'US Open. Mais, depuis, Monica Seles n'est pas redevenue numéro une mondiale.

Bénédicte Mathieu

Un stade de la démesure

Depuis le dernier rang, dénommé le Z, le court est minuscule et les joueurs ont la taille de fourmis : de là-haut, les spectateurs suivent l'action sur deux écrans géants disposés en angle. Ils jouissent du vent de la mer et ont la visite des mouettes à la recherche de miettes. Le soir, ils seront aux premières loges pour contempler le coucher de soleil qui transforme Manhattan en ombres chinoises. Le central Arthur-Ashe, inauguré lundi 25 août, est fidèle à la conception américaine du spectacle. Il est démesuré et fonctionnel, à défaut d'être beau. 23 000 personnes peuvent s'y asseoir (contre 17 000 sur le central de Roland-Garros et 16 000 à Wimbledon). A côté de lui, l'ancien central Louis-Armstrong (17 000 places) se fait tout petit. Car, contrairement aux organisateurs de Roland-Garros et de Wimbledon, qui, en 1994 et 1997, ont ouvert des courts plus modestes à l'ombre de leur central, la Fédération américaine de tennis (USTA) a misé sur le gigantisme et l'amour que portent au sport les Américains.

Michael Schumacher prince de la pluie lors du Grand Prix de Belgique de F1

L'ALLEMAND Michael Schumacher s'est magistralement imposé au Grand Prix de Belgique, dimanche 24 août, en tirant parti des conditions de course difficiles et en profitant des choix tactiques de son équipe Ferrari, dirigée par Jean Todt.

Un quart d'heure avant le départ, une averse intense noya le circuit de Spa-Francorchamps, incitant la direction de course à organiser un départ lancé, derrière la voiture de sécurité. Après trois tours de bride, le peloton mécanique s'élançait sur une piste gorgée d'eau, les uns en pneus pluie, les autres en pneus intermédiaires. Ce dernier choix, opéré par Michael Schumacher, s'avéra décisif : l'Allemand prenait le large de façon irrésistible, s'imposant au final devant l'Italien Giancarlo Fisichella et le Finlandais Mika Hakkinen. La 26e victoire de sa carrière est aussi la quatrième au Grand Prix de Belgique. Michael Schumacher compte désormais 12 points d'avance sur son rival au classement du championnat du monde des pilotes, le Canadien Jacques Villeneuve, qui s'est contenté de la sixième place. La prochaine explication entre les deux prétendants aura lieu dans l'antre de Ferrari, sur le circuit italien de Monza, dimanche 7 septembre.

La course d'obstacles de Lasnet N'Kouka

LASNET N'KOUKA n'a pas participé aux championnats du monde d'athlétisme d'Athènes et elle ne participe pas plus à la fructueuse tournée des meetings qui suit. Et pourtant, avec 54 s 45 sur 400 m, elle détient toujours le record du Congo de la distance et compte parmi les meilleures athlètes africaines sur cette course. Mais elle peut toujours courir, rien n'y fera. Les compétitions internationales lui sont interdites. Lasnet N'Kouka, vingt-sept ans, est punie. Là-bas, à Brazzaville, les dirigeants sportifs, à commencer par le président du Comité olympique national, Jean-Claude N'Ganga, qui est également son oncle, ne veulent rien savoir : elle est rayée des listes. Bannie.

Et, pourtant, ils en ont fondé des espoirs sur elle. Sélectionnée dès 1988 aux Jeux olympiques de Séoul à tout juste seize ans, elle s'est ensuite alignée aux championnats du monde de Tokyo, en 1991. C'était sûr, Lasnet N'Kouka avait tout pour devenir une championne sur 400 m et 800 m, ses deux distances de prédilection. Avec du travail, un bon encadrement, elle pouvait raisonnablement espérer des places de demi-finaliste au plus haut niveau mondial.

C'est pour se perfectionner, se hisser vers les sommets, qu'elle décide de rester en France à l'issue des Jeux mondiaux de la Francophonie, organisés à Paris en juillet 1994. Arrivée avec la délégation congolaise, Lasnet N'Kouka ne repartira pas. Elle s'installe chez sa sœur en région parisienne et prend une licence à l'Entente athlétique du Sud-Yvelines. Pour Lasnet, cela ne pose aucun problème. Tout juste quelques démarches administratives auprès des autorités françaises afin d'obtenir un visa long séjour, qui se négocie généralement à Brazzaville entre le consulat de France et les autorités sportives congolaises.

SANS NOUVELLES DU CONGO

« *Il fallait que je le fasse*, dit-elle, *parce qu'en Afrique je n'avais plus de concurrence. Je gagnais trop facilement. Je ne progressais plus.* » Et c'est vrai ! Stéphane Cavillier, son entraîneur, le confirme : « *Quelques mois après son arrivée chez nous, elle a obtenu de meilleurs résultats.* » Mais voilà, les Congolais se font tirer l'oreille. Ils tergiversent, laissent traîner la demande. C'est que Lasnet est partie de sa propre initiative, sans autorisation préalable. De plus, ni elle ni sa famille ne disposent des moyens financiers qui accéléreraient probablement la procédure. Son nouveau club n'a pas non plus suffisamment d'argent dans ses caisses pour faire valoir les droits de sa nouvelle recrue. Et, à la préfecture de Versailles, le préfet ne veut rien savoir : Lasnet N'Kouka n'aura pas de visa longue durée.

Sa demande est rejetée et, lorsque la police vient la chercher pour la renvoyer vers Brazzaville, c'est au juge qui ajourne l'extradition qu'elle doit son salut. Entre-temps, la situation au Congo s'est dégradée et Lasnet N'Kouka n'a plus aucun contact avec son pays ; pas même avec sa famille, dont elle est sans nouvelles depuis deux mois. Pour les autorités françaises, elle fait partie des « sans-papiers ». Depuis plus de deux ans.

Ce qui ne l'empêche pas d'avoir été championne d'Ile-de-France sur 800 m ni même d'avoir pris le départ des championnats de France en 1995 et 1996. Son cas n'est pas unique. Ils sont, comme elle, quelques dizaines de sportifs d'origine africaine : clandestins à la ville et applaudis sur le stade.

Yves Bordenave

Nouveaux records sur 800 m et 3 000 m steeple

Dimanche 24 août, à Cologne, deux jours après les records du monde établis à Bruxelles par Daniel Komen (5 000 m) et Paul Tergat (10 000 m), le Danois d'origine kenyane Wilson Kipketer (vingt-quatre ans) a amélioré de 13 centièmes son propre record mondial du double tour de piste (800 m), en 1 min 41 s 11. A Zurich, le 13 août, il avait déjà fait tomber le record vieux de seize ans du Britannique Sebastian Coe.

A cet exploit plus ou moins attendu par les 30 000 spectateurs s'est ajouté celui de Bernard Barmasai, dernière révélation de la fabuleuse équipe kenyane. Barmasai (vingt-trois ans), en courant le 3 000 m steeple en 7 min 55 s 72, améliorait de plus de trois secondes le précédent record du monde, signé à Zurich par son compatriote Wilson Boit Kipketer.

6 médailles françaises aux championnats d'Europe de natation

APRÈS des Jeux d'Atlanta décevants, les nageurs et nageuses français ont repris des couleurs lors des championnats d'Europe, qui se sont achevés dimanche 24 août à Séville (Espagne). Au cours des deux derniers jours de compétition, la délégation française a récolté quatre médailles. Franck Esposito a obtenu son deuxième titre de champion d'Europe, après celui de 1991, en remportant le 200 m papillon en 1 min 57 s 24, établissant un nouveau record de France. Xavier Marchand a obtenu la médaille d'argent à l'issue du 200 m 4 nages, remporté par le Hollandais Wouda, établissant un nouveau record de France en 2 min 1 s 08. L'inattendu Martiniquais Julien Sicot, dix-neuf ans, a remporté la médaille de bronze sur 50 m, derrière l'intouchable Alexander Popov et le Britannique Forster. Enfin, la Française d'origine roumaine Roxana Maracieanu est repartie de Séville avec deux médailles, une d'argent sur 100 m dos, l'autre de bronze, à l'issue du 200 m dos.

Claude Le Roy, directeur sportif du Paris-Saint-Germain

« L'erreur de Bucarest nous fait très mal »

ENGAGÉ il y a deux mois à un poste-clé, l'ancien sélectionneur du Cameroun, devenu le nouvel homme fort du club parisien, connaît des débuts agités. Premières impressions à l'approche d'un terrible PSG-Steaua, mercredi 27 août, au Parc des Princes.

– « A la suite de l'énorme erreur administrative commise à Bucarest, vous n'avez pas hésité à déclarer que le club parisien allait être la risée de l'Europe. Vous confirmez cette impression ?

– Je n'ai pas l'habitude de pratiquer la langue de bois. Oui, cette erreur nous fait très mal, l'image du club en a pris un coup. Et une éventuelle non-participation à la Ligue des champions serait grave. Pas dramatique, grave. Tout le monde au club ne parlait que de cet objectif depuis des semaines. Alors, si nous nous retrouvons à disputer la Coupe de l'UEFA, ce n'est évidemment pas pareil. Cette compétition est non seulement moins attrayante sur le plan financier, mais elle est surtout moins prestigieuse.

– On peut légitimement s'étonner de voir un club comme le PSG commettre une telle erreur...

– L'affaire de Bucarest est due à la défaillance d'un des responsables, victime d'un terrible concours de circonstances. Il n'y a pas, contrairement à ce que j'ai pu entendre, trop de responsables au PSG. Au contraire, dans un club pareil, il y a besoin de beaucoup de gens très pointus dans des domaines précis. Le club de la capitale est en permanence sous les feux de l'actualité. Nous devons gérer des rapports complexes dans le domaine sportif, mais également économiques, juridiques et politiques, à un haut niveau. Il nous faut donc du personnel qualifié et en quantité sufisante. Tous les grands clubs européens disposent d'un organigramme important, car la gestion d'un club de haut niveau est devenue très complexe.

– Il y a quelques semaines, avant d'intégrer officiellement le club, vous disiez que le PSG était perçu de manière injuste...

– C'est effectivement la perception que j'avais de l'extérieur. Je sentais une agressivité anti-PSG assez forte. Les gens parlaient de ce club comme d'une énorme machine composée de personnages hautains et arrogants. Je crois que tout cela remonte à une tradition solidement ancrée dans ce pays. La capitale a toujours été honnie par la province. Lorsque j'étais gosse, en Bretagne, les Parisiens étalent automatiquement taxés d'arrogants.

– Le PSG n'est pas un club arrogant ?

– Lorsque l'on vit au quotidien avec ses joueurs, ses techniciens, ses dirigeants, ce n'est absolument pas le cas !

–Votre arrivée au PSG répond-elle au besoin de clarifier les relations entre le club et les médias ?

– Un club comme le nôtre doit savoir assumer ses relations avec les médias. J'ai envie que ce club soit aimé. Ou en tout cas mieux compris.

– Vous qui connaissez bien le fonctionnement des grands clubs européens, comment jugez-vous le PSG sur la scène internationale ?

– Je suis dans un grand club et je vais tout entreprendre pour en faire un très grand club. Dans quelques mois, le PSG bénéficiera d'une plaine de jeu de 20 000 mètres carrés. Le terrain, c'est l'outil de travail du footballeur. Aujourd'hui, les conditions de travail au camp des Loges, à Saint-Germain-en-Laye, ne sont pas encore dignes de très grands clubs comme le Milan AC, qui dispose d'un bijou avec Milanello. Même les Girondins de Bordeaux, avec le domaine du Haillan, sont plus gâtés que nous. Mais nous sommes en train de construire du solide.

– Quelles sont vos autres missions de directeur sportif ?

– Deux aspects essentiels, à savoir le recrutement et la politique de formation. Concernant le recrutement, il faut procéder de manière méthodique : d'une part, dresser une liste d'une dizaine de grands joueurs susceptibles de nous intéresser, d'autre part, quadriller encore mieux l'Ile-de-France pour y repérer les meilleurs jeunes joueurs. Ensuite, il faut faire en sorte que le jeune doué ait envie de venir au PSG. Nous devons fonctionner dans un environnement d'excellence. Notre politique n'est pas de faire signer vingt-cinq jeunes en espérant que dans le tas il y aura une ou deux perles. Il faut repérer les meilleurs dès le départ. Ensuite, une fois chez nous, ils auront l'assurance d'évoluer dans une structure qui les aidera à faire carrière.

– Vous êtes considéré depuis de longues années comme un spécialiste du football africain. Comment en faire bénéficier vos employeurs ?

– Nous sommes actuellement en pourparlers au plus haut niveau, c'est-à-dire avec certains chefs d'Etat et ministres de pays d'Afrique noire francophone. En septembre prochain, Michel Denisot et moi-même partons en tournée sur le continent africain. Nous voulons instaurer une véritable politique de coopération Nord-Sud. Le PSG va établir des relations étroites avec les responsables du football au Burkina-Faso, au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal. Et aussi en Tunisie. Il est hors de question de participer à la paupérisation actuelle du foot africain, littéralement pillé par les clubs européens. Arrivés en Europe, de jeunes espoirs africains se font naturaliser et, s'ils ne percent pas, ils se retrouvent totalement perdus. De plus, leurs pays d'origine ne peuvent plus compter sur leurs talents et les sélections africaines s'affaiblissent.

» Notre rôle est à la fois sportif, politique et sociologique. Nous aiderons ces pays africains à développer leurs structures et leurs méthodes de travail. Cette politique de formation en profondeur doit déboucher sur l'arrivée "naturelle" des jeunes Africains les plus doués au PSG.

– Que vous inspire le cas Loko, victime une nouvelle fois d'un coup de déprime ?

– L'homme, le père de famille, le mari, sont plus importants que le joueur. Patrice est fragilisé, il faut lui permettre de remonter la pente, l'aider, le protéger. Ce qui lui arrive actuellement pose en tout cas une autre question, celle des agents de joueurs : pourquoi ceux qui sont toujours là pour les histoires d'argent ne sont-ils plus présents lorsqu'il s'agit d'aider humainement le joueur ? »

propos recueillis par Alain Constant

DÉPÊCHES

■ **JEUX OLYMPIQUES** : une explosion s'est produite dans la nuit de dimanche à lundi au stade Ullevi de Göteborg, théâtre en 1995 des championnats du monde d'athlétisme. Il y a quelques jours, une bombe avait endommagé la tribune de presse du stade olympique de Stockholm. Les partisans de la candidature olympique de la capitale suédoise craignent que ces attentats ne ruinent les chances de Stockholm d'accueillir les JO de 2004 (*Le Monde* du 13 août). Le choix du CIO doit s'effectuer vendredi 5 septembre.

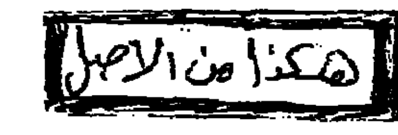
RÉSULTATS

FOOTBALL

Championnat de France D2
Cinquième journée

Martigues - Red Star	2-0
Lille - Le Mans	2-0
Caen-Wasquehal	6-0
Laval-Troyes	2-1
Niort-Nancy	2-1
Toulon-Mulhouse	2-1
Nice-Amiens	1-1
Louhans-Cuiseaux - Gueugnon	2-1
Beauvais-Valence	1-2
Saint-Etienne - Lorient	0-0
Sochaux-Nîmes	1-0

Classement : 1. Troyes, 12 pts ; 2. Lorient, 11 ; 3. Sochaux, 10 ; 4. Lille, 9 ; 5. Amiens, 9 ; 6. Valence, 8 ; 7. Beauvais, 7 ; 8. Nice, 7 ; 9. Nancy, 7 ; 10. Laval, 7 ; 11. Louhans-Cuiseaux, 7 ; 12. Red Star, 7 ; 13. Mulhouse, 6 ; 14. Niort, 6 ; 15. Wasquehal, 6 ; 16. Nîmes, 5 ; 17. Gueugnon, 5 ; 18. Le Mans, 5 ; 19. Martigues, 5 ; 20. Caen, 4 ; 21. Toulon, 3 ; 22. Saint-Etienne, 2.



Pluies et orages à l'est

LES PRESSIONS baissent sur la France, et une perturbation s'évacue vers l'est du pays. Les pluies seront éparses, mardi, mais des orages parfois violents se déclencheront localement. Les températures seront en nette baisse en toute région.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sur la pointe Bretagne, les nuages seront parfois porteurs de faibles pluies. Ailleurs, après dissipation de brumes ou de brouillards locaux, le soleil fera de belles apparitions. Il fera de 20 à 24 degrés.

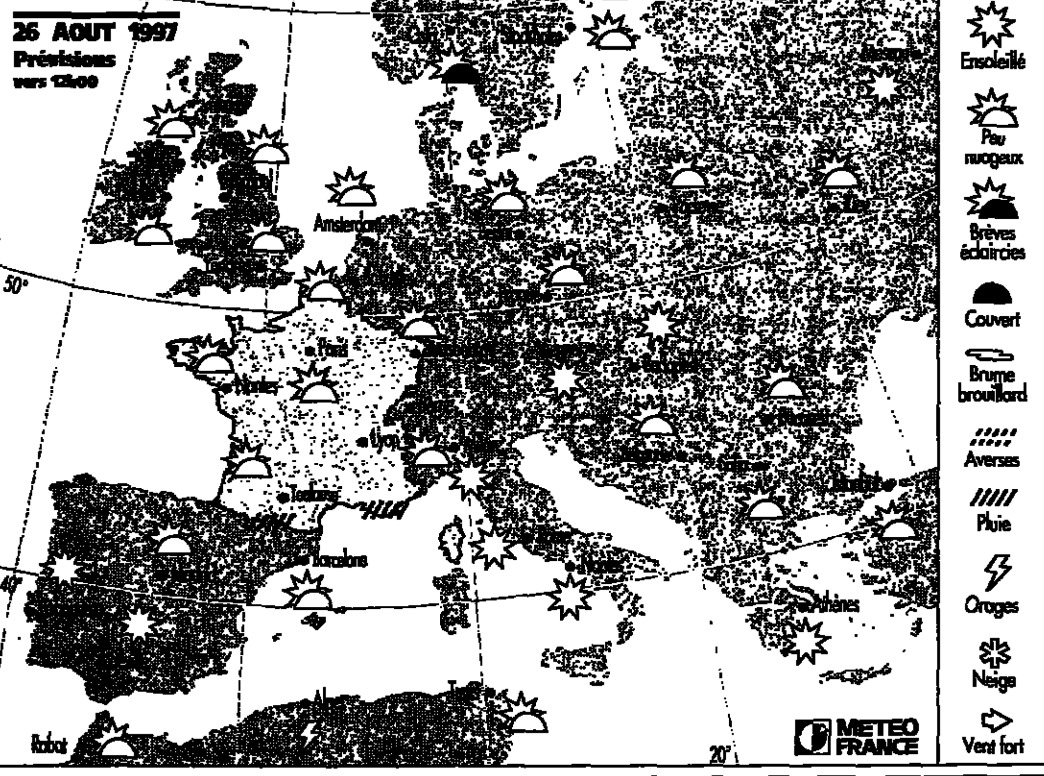
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur les Ardennes, le temps sera couvert, avec des pluies orageuses. Ailleurs, il fera beau. Il fera de 22 à 25 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – De l'Alsace à la Franche-Comté, les nuages et les éclaircies alterneront avec des ondées, et des orages l'après-midi. Ailleurs, le temps restera couvert, avec des pluies et des orages locaux. Il fera de 24 à 26 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou-Charentes, le soleil sera présent le matin, puis des nuages se développeront l'après-midi. Ailleurs, le temps sera maussade, avec des pluies et des orages locaux. Il fera de 25 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin, le soleil restera prédominant, malgré la présence de nuages l'après-midi. Sur l'Auvergne, le temps sera couvert, avec des pluies orageuses. Sur Rhône-Alpes, les nuages et les éclaircies alterneront, avec des orages, localement violents. Il fera de 25 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur la Côte d'Azur, les nuages deviendront plus nombreux l'après-midi, avec des pluies orageuses. Ailleurs, le temps restera le plus souvent couvert, avec de la pluie et des orages. Il fera de 27 à 30 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	18/28	P
BIARRITZ	17/24	P
BORDEAUX	15/27	N
BOURGES	13/25	P
BREST	12/20	N
CAEN	14/20	N
CHERBOURG	9/21	N
CLERMONT-F.	14/26	P
DIJON	15/25	P
GRENOBLE	15/27	N
LILLE	13/24	N
LIMOGES	14/23	N
LYON	18/27	S
MARSEILLE	20/28	P
NANCY	14/24	P
NANTES	12/24	N
NICE	20/27	N
PARIS	12/25	N
PAU	16/24	P
PERPIGNAN	20/28	P
RENNES	12/24	N
ST-ETIENNE	15/26	P
STRASBOURG	16/25	N
TOULOUSE	18/26	P
TOURS	11/24	P
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	22/31	S
FORT-DE-FR.	25/30	S
NOUMEA	18/23	S
PAPEETE	23/28	N
POINTE-A-PIT.	24/31	S
ST-DENIS-RÉ.	19/24	N
EUROPE		
AMSTERDAM	17/21	N
ATHENES	21/30	S
BARCELONE	22/27	S
BELFAST	11/18	S
BELGRADE	16/26	N
BERLIN	19/32	S
BERNE	15/26	S
BRUXELLES	15/22	N
BUCAREST	14/22	S
BUDAPEST	18/29	S
COPENHAGUE	20/26	N
DUBLIN	10/18	S
FRANCFORT	20/30	N
GENEVE	16/26	S
HELSINKI	15/26	N
ISTANBUL	19/24	N
KIEV	15/23	S
LISBONNE	17/22	S
LIVERPOOL	15/18	S
LONDRES	15/23	N
LUXEMBOURG	16/26	P
MADRID	15/26	N
MILAN	20/29	S
MOSCOU	14/27	S
MUNICH	15/27	N
NAPLES	22/29	S
OSLO	17/23	N
PALMA DE M.	21/30	S
PRAGUE	15/26	N
ROME	20/27	S
SEVILLE	18/28	S
SOFIA	11/22	S
ST-PETERSB.	18/26	N
STOCKHOLM	19/26	N
TENERIFE	17/24	S
VARSOVIE	15/28	N
VENISE	19/27	N
VIENNE	15/27	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	16/33	S
BUENOS AIR.	12/22	S
CARACAS	25/29	P
CHICAGO	14/27	C
LIMA	21/24	C
LOS ANGELES	19/26	S
MEXICO	13/21	C
MONTREAL	16/25	S
NEW YORK	20/25	N
SAN FRANCIS.	15/21	C
SANTIAGO/CHI	6/22	C
TORONTO	13/23	N
WASHINGTON	17/29	N
AFRIQUE		
ALGER	23/28	P
DAKAR	27/30	P
KINSHASA	20/28	N
LE CAIRE	23/32	S
MARRAKECH	18/31	N
NAIROBI	11/22	N
PRETORIA	9/27	S
RABAT	17/24	S
TUNIS	25/32	N
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/33	C
BOMBAY	26/29	P
DJAKARTA	26/31	N
DUBAI	33/40	S
HANOI	26/29	P
HONGKONG	27/28	P
JERUSALEM	22/30	S
NEW DEHLI	27/30	P
PEKIN	24/32	S
SEOUL	21/28	S
SINGAPOUR	27/31	C
SYDNEY	6/15	S
TOKYO	23/26	P

Situation le 25 août à 0 h TU

Prévisions pour le 27 août à 0 h TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **SUISSE.** Sur la rive droite du Léman, l'hôtel d'Angleterre propose deux forfaits : « tea for two » (deux nuits en chambre double, petit déjeuner, afternoon tea, coupe de champagne, dîner spécial, croisière sur le lac : 3 600 francs) et « spécial grand week-end », du jeudi au lundi (1 560 francs par jour, en chambre double). Tél. : 00-41-(22)-906-55-55. Numéro vert (France) : 0800-90-85-67.

■ **TROPIQUES.** Le voyagiste Exotismes propose, pour un franc symbolique, l'accès aux prestations des classe affaires d'Air Mauritius et alizée d'Air France. Jusqu'au 14 septembre pour l'achat d'un forfait « avion + 7 nuits en demi-pension » à l'île Maurice. Jusqu'au 23 octobre pour un forfait « avion + 7 nuits avec petits déjeuners » à Saint-Martin ou en Martinique. Renseignements au 04-91-24-25-00.

ARCHÉOLOGIE

Le Marseille antique sort de terre sous le futur Musée César

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

« Personne n'a jamais fouillé d'installation portuaire grecque aussi ancienne, s'émeut Antoinette Hénard (CNRS), coresponsable du chantier de fouilles préalable à la construction du Musée consacré au sculteur César, dans le Vieux-Port de Marseille, avec Frédéric Conches (Afan, Association pour les fouilles archéologiques nationales). *D'après nos premiers indices, le site daterait d'environ 570 av. J.-C. »* Etincelant de coquilles nacrées, le quai archaïque est apparu sous les coups de pioche durant les derniers jours de travail, au début de l'été. Autour, des amas de coquilles d'huîtres semblent être les seules traces d'implantation de ses utilisateurs, arrivés là avant les Phocéens. Mais l'existence d'un village sur la colline proche n'est pas exclue.

Les archéologues s'attendaient à trouver un quai parallèle au rivage, précédé d'une plage sur laquelle les Grecs, selon leur habitude, hissaient les bateaux. Or il lui est perpendiculaire. Sans doute, estiment les chercheurs, *« la pente du rivage était-elle trop forte pour y remonter les navires ».* Les pierres ont été simplement jetées dans l'eau, maintenues par des pieux préalablement enfoncés dans la vase. D'autres, situés en boutisse (c'est-à-dire transversalement), contribuaient à les caler. Un lit de galets et d'argile damée surmontait les blocs.

Ce quai, ou plutôt cette extrémité de quai, mesure plus de 2 mètres de haut sur 6 de large et a été dégagé sur 11 mètres de long. Il se prolonge jusqu'au rivage, situé probablement quelques mètres plus au nord. Les Grecs sont allés chercher les blocs au sommet de la colline qui surplombe le port, mais sur la pente opposée. *« Cela pourrait être une preuve indirecte que des aménagements s'y faisaient,* commente Antoinette Hesnard. *L'envasement très rapide de ce port, en quelques décennies, peut aussi être un signe de l'activité constructrice sur la colline. Je crois que Marseille, à la fin du VI[e] siècle av. J.-C., était plus étendue qu'on ne le suppose. »*

Car, paradoxalement, on connaît bien peu de vestiges grecs de la cité phocéenne. Quant à la date de sa fondation, 600 av. J.-C., elle a été avancée par les historiens du XIX[e] siècle. Les Phocéens – originaires de Phocée, ville grecque sur la côte d'Asie Mineure – arrivèrent en Méditerranée occidentale assez tardivement par rapport aux autres colonisateurs grecs. Ils s'installèrent à Hyélé (Velia) en Italie du Sud, à Alalia (Aléria) en Corse, à Emporion (Ampurias) en Catalogne et à Massalia, l'actuelle Marseille.

FONDATION PACIFIQUE

D'un navire phocéen longeant la côte celte, quelques hommes furent envoyés en reconnaissance, racontent les auteurs antiques. Ils débarquèrent dans une calanque alors que Nannos, roi des Ségobriges, s'apprêtait à y marier sa fille. La coutume gauloise était que les jeunes filles offraient à boire lors de la cérémonie de mariage à ceux qu'elles choisissaient pour époux. La princesse indigène, Petta (ou Gyptis), tendit sa coupe au bel étranger, Euxénos (ou Protis), le chef du navire phocéen. Nannos leur donna la calanque en cadeau de noces, et la colonie phocéenne s'y établit.

Les fouilles archéologiques actives menées depuis une dizaine d'années dans la ville préalablement à des travaux d'aménagement confirment, jusqu'à présent, cette fondation pacifique de Marseille. Les plus anciennes traces d'implantation datent bien du début du VI[e] siècle av. J.-C. Les archéologues ne décèlent aucune trace de destruction violente à cette époque. Les maisons de bois et de terre sont progressivement mais rapidement remplacées par des maisons de type grec : murs de briques crues sur fondations de pierre. Et les céramiques indigènes, montées au colombin, sont mêlées à de rares céramiques grecques, montées au tour.

La ville se serait, ensuite, agrandie rapidement, accueillant notamment une partie de la population d'Alalia, menacée par les Etrusques et les Carthaginois dans les dernières décennies du VI[e] siècle av. J.-C. A la fin de ce siècle, le port archaïque découvert par l'actuel chantier du Musée César est totalement envasé. Le rivage sert alors de chantier naval, comme en témoignent les éléments de bateaux retrouvés par les fouilleurs. Un autre quai – parallèle à la plage, celui-là – est construit, vers 510 av. J.-C., à quelques centaines de mètres au sud-ouest. Il est doté d'un parement soigné formé de blocs d'environ 1 mètre sur 2. Découvert en 1992 par une équipe dirigée par Antoinette Hesnard lors d'une fouille préventive avant la construction du parking Jules-Verne, ce quai correspond à l'emplacement du port commercial.

La zone du chantier César devient alors port de guerre. Les archéologues y ont également mis au jour des ateliers de métallurgie du bronze, qui se développèrent près du rivage vers le milieu du II[e] siècle av. J.-C.. Au début du I[er] siècle av. J.-C., le site semble abandonné. Plus tard, après la prise de la ville par Jules César en 49 av. J.-C., de très grands thermes publics seront construits dans cette zone. D'importants travaux à la romaine – dragage, arasement, comblement, édification – modifieront considérablement le littoral qui s'étend entre la Bourse et le Musée des docks

Catherine Chauveau

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT** : un gypaète barbu a vu le jour en Haute-Savoie en avril dernier, ce qui constitue la première naissance en liberté depuis plus de cent ans de cet oiseau qui avait complètement disparu de son habitat naturel en Europe. L'événement a été gardé secret durant quatre mois afin de préserver la tranquillité de l'oisillon.

■ **ESPACE** : le tir d'une fusée Delta-2, emportant la sonde spatiale ACE (Advanced Composition Explorer), d'un coût de 111 millions de dollars, a dû être reporté, dimanche 24 août, parce que les gardes-côtes ne sont pas parvenus à écarter deux chalutiers qui pêchaient la crevette dans la zone de sécurité autour du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride). Le lancement tir d'ACE a été reprogrammé pour lundi 25.

■ **MESSAGE** : un disque DVD contenant 616 400 signatures d'habitants de quatre-vingt-un pays a été fixé sur la paroi du vaisseau (inhabité) Cassini qui devrait partir en direction de Saturne le 6 octobre prochain. L'idée de cette « carte de visite » terrienne avait été lancée en novembre 1995 par les responsables de la mission, au JPL (Jet Propulsion Laboratory) de la NASA à Pasadena (Californie). Cassini devrait atteindre en 2004 l'orbite de Saturne, lâcher la sonde européenne Huygens sur son satellite Titan, avant d'étudier Saturne et ses satellites pendant quatre ans.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97183

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Manifestation amoureuse. – II. Faire souffrir. Un excès en chimie. – III. Possessif. Couvrira d'injures. – IV. Dieu. Diplomatique, elle garde ses secrets. En vain. – V. Soustraites. Une étoile dans le ciel, un phare pour *Le Monde*. – VI. De Cadix ou de Cordoue. Participe gai. – VII. Ses pousses font de très bonnes salades. Invitées à se rendre. – VIII. Le prenait de très haut. Diane y attendait amoureusement Henri. – IX. Objet volant identifiable. Personnel. – X. Découpée au passe-partout. Celle du public rend populaire.

VERTICALEMENT

1. Le retour du couvre-chef. – 2. Préparation pharmaceutique. Permet de rester dans le vague. – 3. Bovidé disparu. Les six au complet et dans le désordre. – 4. Conforme à la morale et à la bienséance. – 5. Donne le choix. En mansuétude. Ses états souvent scrupuleux ne doivent pas être pris au sérieux. – 6. Vient de la grappe. On peut compter sur lui. – 7. Son pouvoir fait loi. – 8. Finit par tout détruire. Donné avant exécution. – 9. Nobel de littérature en 1971. – 10. Se dresse sur le chef. Fondateur de Rome pour Virgile. – 11. Travaillée comme une voûte. – 12. Son utilisation a fait disparaître toutes les lampes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97182

HORIZONTALEMENT

I. Démonstratif. – II. Ore. Karatéka. – III. Motivée. Emeu. – IV. Isard. Pole. – V. Nice. Paieras. – VI. Ova. Base. Ara. – VII. Terrons. Titi. – VIII. Persévérer. – IX. Etendue. Léré. – X. Ressassasses.

VERTICALEMENT

1. Dominotier. – 2. Erosive. Té. – 3. Métacarpes. – 4. Ire. Rens. – 5. NKVD. Borda. – 6. SAE. Pansus. – 7. Trépassées. – 8. Ra. Oie. – 9. Atèle. Tels. – 10. Téméraires. – 11. Ike. Artère. – 12. Faussaires.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 32

Enigme policière

UN CONVOI de deux cars, de 50 places (maximum) chacun, conduit des prévenus depuis le tribunal vers leurs prisons respectives. Outre les prisonniers, les cars contiennent un certain nombre de policiers chargés de les raccompagner, parmi lesquels les deux chauffeurs.

Lors du premier arrêt du convoi, un tiers des voyageurs (*prisonniers et policiers confondus*) descend, et deux policiers montent. L'effectif total est maintenant réduit.

Lors du deuxième arrêt, un tiers des voyageurs descend, et deux policiers montent.

Lors du troisième arrêt, un tiers des voyageurs descend, et deux policiers montent.

Lors du quatrième arrêt, un tiers des voyageurs descend, et deux policiers montent.

Il ne restait plus maintenant que des policiers. Combien ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

© POLE 1997

Solution du problème n° 31 paru dans *Le Monde* du 19 août

La séquence la plus rapide utilise 13 touches :
A-A-B-A-A-A-B-A-A-B-A-A-B
Elle permet d'afficher successivement, après le 0 :
1-3-4-9-19-39-22-45-91-48-97-195-100

■ ***LOTO* : les tirages n° 68 du Loto** effectués samedi 23 août ont donné les résultats suivants :

● premier tirage : 5, 8, 18, 33, 45, 46, numéro complémentaire 13. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 56 195 F ; pour cinq bons numéros de 8 895 F ; pour quatre bons numéros de 159 F ; pour trois bons numéros de 15 F ;

● second tirage : 5, 6, 19, 26, 38, 42, numéro complémentaire 37. Les rapports sont pour six bons numéros de 2 412 215 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire de 132 455 F ; pour cinq bons numéros de 4 330 F ; pour quatre bons numéros de 111 F ; pour trois bons numéros de 12 F.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

PAYSAGE L'art du jardin connaît une renaissance spectaculaire. Le succès remporté par le Festival annuel de Chaumont-sur-Loire en est une première illustration. Et c'est à Lausanne, aujourd'hui, qu'ont rendez-vous les amateurs. ● TRENTE-QUATRE nouveaux jardins s'inscrivent dans la ville, dont plusieurs – contrairement à ceux de Chaumont, qui sont éphémères – sont destinés à rester. ● LE PAYSAGISTE français Gilles Clément a aménagé l'étroite bande de talus qui borde la ligne de métro de la ville. Clément est l'inventeur du jardin en mouvement, qui consiste à laisser évoluer librement les espèces végétales selon leur cycle naturel, l'intervention de l'homme se faisant à doses homéopathiques. ● LE FINANCEMENT de cette manifestation, qui séduit les habitants de la ville, est assuré par la municipalité et des entreprises privées.

Lausanne fait sa révolution verte

La cité vaudoise accueille sur ses places, dans ses rues, sur les talus de son métro une exposition de trente-quatre jardins dont plusieurs sont destinés à rester. Confirmation de la renaissance de l'art paysager

JARDIN 97, organisé par l'association Jardin urbain, 4, avenue de Villamont, 1005 Lausanne, Suisse. Tél. : (41-21) 323-07-57. Jusqu'au 14 octobre. Brochure-guide. Expositions : Gilles Clément, le paysage réinventé. Jardins de Menton : Fontana Rosa, photos de Karl-Dietrich Bühler, Musée des arts décoratifs, 4, avenue de Villamont ; jusqu'au 7 septembre.

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Mardi 19 août, en début d'après-midi, on pouvait voir Gilles Clément, entre les stations Montriond et Jordils, la portion découverte du métro de Lausanne, plus connue sous le nom de La Ficelle. Dans cette tranchée, le paysagiste français, motofaucheuse en main, expliquait aux jardiniers de la ville la manière dont il fallait entretenir le jardin qu'il avait créé sur ces talus, quelques mois auparavant. Un peu plus tard dans la soirée, esplanade de Montbenon, sous la statue de Guillaume Tell, il répondait aux questions d'une centaine de citoyens vaudois, plus curieux que désorientés par ses partis pris. Sans doute les Lausannois ont-ils eu le temps de s'habituer aux interventions paysagères qui sont venu bousculer les routines de la cité suisse.

En effet, depuis le 14 juin, trente-quatre nouveaux jardins sont implantés dans la capitale vaudoise. Des créations qui tournent le dos aux sempiternelles mosaïques florales. En face de la cathédrale, un parterre de roses, des plus classiques, a été quadrillé par de hautes perches métalliques le long desquelles grimpent des plans de houblon. La place de La Riponne, espace minéral informe, est maintenant encadrée d'une haie de tournesols d'un jaune éclatant et un rideau de glycines habille les entrées du parking. La rue de la Tour, piétonne, est ponctuée de balles de paille cylindriques et de gigantesques paniers d'osier débordant de fleurs des champs mêlées d'orties. Des maïs, des choux, des poireaux et des betteraves se sont faufilés au milieu des buis taillés de la promenade Derrière-Bourg, où la traditionnelle tapisserie florale disparaît sous des volets de bois eux-même recouverts de capucines.

Cette paisible révolution verte est née de la triple initiative de Lorette Coen, auteur d'essais sur les parcs historiques, de Rosmarie Lippuner, directrice du Musée des arts décoratifs de Lausanne, et de Klaus Holzhausen, chef adjoint du service des parcs et promenades de la ville. En 1994, le triumvirat méditait une exposition sur les jardins contemporains puisque cet art revient en force après d'un demi-siècle d'éclipse. Mais comment présenter ces créations ? Les photos et les maquettes sont toujours insuffisantes, et les plans, difficiles à déchiffrer pour un public non averti. Ne serait-il pas préférable de montrer d'authentiques réalisations ? Comme à Chaumont-sur-Loire, le festival qui propose chaque année une trentaine de jardins éphémères (*Le Monde* du 2 juillet).

La municipalité lausannoise est approchée en décembre 1994. Le principe séduit Yvette Jaggi. Cette militante socialiste, non conformiste, est syndique (elle tient à la féminisation du mot), c'est-à-dire maire, de Lausanne. Le conseil municipal, à majorité rose-vert-rouge, se laisse embarquer dans l'aventure. Mais sans attendre le feu vert de la ville, un concours a été lancé. Une soixantaine de dossiers sont reçus, et une vingtaine retenus. Les candidatures émanent aussi bien de paysagistes que d'architectes ou d'artistes, de professionnels chevronnés ou d'étudiants. Par ailleurs, une dizaine de personnalités sont invitées – dont Gilles Clément. Enfin, des jardiniers de la ville participent également à l'opération.

Un géographe qui a beaucoup travaillé sur Lausanne, Pascal Amphoux, détermine les lieux à investir et imagine trois itinéraires en boucle, du lac aux quartiers de la cathédrale. Les parcelles vont de quelques mètres carrés, parfois gagnés sur le toit d'un immeuble – la ville est construite à flanc de coteau – à plus de 1 hectare. *« On n'avait pas envie de montrer une collection d'exploits individuels*, insiste Lorette Coen. *Chaque jardin formule une réponse à l'espace construit, une réflexion sur l'urbanisme lausannois. Chacun d'eux propose et défend un point de vue sur la ville. »*

Certains sont provocateurs comme le jardin clos de palissades blanches, uniquement perceptible sous certains angles, installé par Jean-Jacques Borgeaud sur les bords du lac. D'autres jouent la carte plastique comme les parterres blancs et gris argentés de Kathryn Gustafson plantés sur l'esplanade de Montbenon au milieu des objets sonores de François Paris. Juste à côté, Eric Ossart préfère la simplicité avec ses chambres de saules tressés remplies de fleurs semées à la volée. Il a suffi à Milena Matteini de quelques haies taillées et d'épais massifs de graminées ou de légumes pour redonner un sens aux banales allées Ansermet. Le toit d'une centrale de télécommunication (promenade Schnetzler) est occupé par les quinze cubes de grillage – autant d'univers végétaux ou minéraux – de Maria et Bernard Zurburchen-Henz et Ursula Schmocker-Willi. Si les petites fleurs de bois de Jean Scheurer ne sont guère convaincantes, l'escalier de graviers de verre recyclé, ponctué de tabacs, de pois de senteur et de pervenches inventé par Emmanuelle Bonnemaison et Stephanie Perrochet est d'autant plus remarquable que le lieu choisi (le chemin des Magnolias) est particulièrement déshérité. En revanche, les trois terrasses potagères investies par Françoise Crémet, Thierry Le Goff et Isabelle Schmit sur le coteau est de la cité bénéficient d'un point de vue imprenable sur la ville. Les paysagistes en ont redoublé les effets en y découpant l'espace à l'aide de longues perches. L'humour n'est pas absent de ces réalisations comme le prouve l'itinéraire proposé par l'équipe de Sylvia Krenz, sous le signe de la couleur bleue.

C'est peu de dire que les habitants de Lausanne ont été surpris par ces créations. D'abord parce que si cette cité possède un grand nombre de jardins – 354 hectares entretenus par son service des parcs et promenades qui emploie 280 personnes – la conscience des jardins n'y est pas plus développée qu'ailleurs.

> « On a oublié que le jardin est un mode d'expression au même titre que l'architecture, le cinéma ou la sculpture »

« Ici également, on a oublié que le jardin est un mode d'expression au même titre que l'architecture, le cinéma ou la sculpture. On connaît pourtant les formes historiques de cet art de l'espace et du temps dont les végétaux constituent le vocabulaire premier », constate Lorette Coen. Mais, passée la surprise initiale, *« la population a mordu au projet en dépit de quelques incompréhensions manifestes et de quelques irritations »*, indique Yvette Jaggi. La preuve ? Deux jardins non prévus au programme sont élaborés spontanément dans la foulée du succès. Le premier par un groupe de Yougoslaves, menacés d'expulsion, qui créent le « jardin des sans-papiers », modeste parterre dans un coin de la place

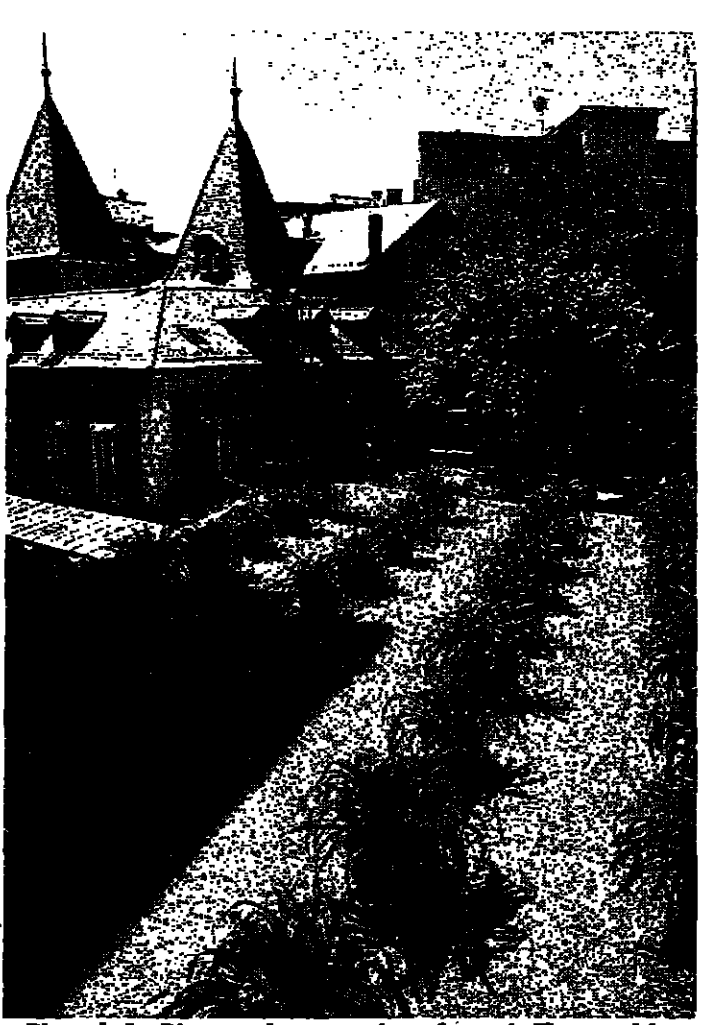
Centrale. Un groupe, qui signe Décosterd et Rahm associés, a imaginé le second en découpant des ouvertures dans une palissade masquant un terrain vague. En passant la tête dans ces orifices on peut apercevoir la végétation désordonnée qui pousse avec vigueur sur les décombres d'une maison. L'espace, sonorisé par de discrètes cassettes qui diffusent des hurlements de loups, mérite son nom de « jardin sauvage ».

Ces œuvres sont-elles condamnées à disparaître avec l'automne ? Ce serait d'autant plus dommage que le jardin est un art indissolublement lié au temps, pour qui l'éphémère est un non-sens – c'est d'ailleurs la limite de la manifestation de Chaumont-sur-Loire. Aussi la municipalité a-t-elle décidé qu'un certain nombre d'entre eux seraient maintenus : huit de façon définitive et autant pour une période de deux à cinq ans. Quant à Klaus Holzhausen, il tire de cette manifestation un autre motif de satisfaction : elle aura permis de remettre son service à l'heure de la création contemporaine.

Emmanuel de Roux

Une manifestation privée-publique

La subvention municipale votée en juillet 1996 s'élève à 970.000 francs suisses (environ 4 millions de francs). Elle était subordonnée à une condition : pour 1 franc (suisse) municipal, 50 centimes d'origine privée devaient être trouvés. Les entreprises helvètes ont joué le jeu puisque le budget total de l'opération se monte, en fin de compte, à 2,3 millions de francs suisses (environ 9,2 millions de francs) dont 1,4 million de francs suisse rassemblés grâce au mécénat. Le caractère grand public de cette manifestation en trois dimensions sera complété par un colloque scientifique qui se tiendra à Lausanne, au théâtre de Vidy, les 9 et 10 octobre, sous la direction de Klaus Holzhauser.


LAUSANNE JARDINS 97/LUC CHESSEX

Place de La Riponne, les paysagistes français Florence Marty et Christophe Chevallier ont déroulé un tapis de couleurs devant l'espace Arlaud. Sa fonction n'est pas seulement ornementale. Il détermine mieux qu'un jardin sophistiqué le fonctionnement de l'espace public.

Gilles Clément prend le métro

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Le métro, c'est le moyen le plus sûr pour se déplacer dans une ville. Aujourd'hui, Gilles Clément, l'inventeur du jardin en mouvement, introduit son jardin dans le métro de Lausanne. Ce dernier a la particularité d'être à ciel ouvert entre le lac Léman et la gare centrale. Il court donc, à l'aide d'une crémaillère – la pente est particulièrement forte – au fond d'une tranchée ouverte sur 800 mètres. Sur cette distance, les talus, de hauteur irrégulière, étaient couverts d'une pelouse mitée, piquetée de rosiers et de quelques arbustes. Cette double bande couvre une superficie d'un hectare.

Invité à participer à l'opération Jardins 97, Gilles Clément accepta la proposition d'acclimater son jardin en mouvement à cette étroite parcelle pentue où court la Ficelle – nom du métro de Lausanne. On en connaît le principe : sur une base naturelle – une friche – ou préparée – c'est le cas ici –, on laisse évoluer librement les espèces végétales selon leur cycle naturel. Elles vont donc se déplacer spontanément, avec les années, en déterminant des massifs fleuris, mouvants selon les saisons. Plus les cycles biologiques sont rapides, plus les espèces sont nombreuses, plus les modifications du jardin sont fréquentes.

SCULPTURES VÉGÉTALES

« C'est la perpétuelle modification des espaces de circulation et de végétation qui justifie le terme de mouvement. et c'est le fait d'organiser ce mouvement qui justifie le terme de jardin », indique Gilles Clément, qui fait un pari sur *« le pouvoir inventif de la nature »*. L'intervention de l'homme doit être homéopathique : aménagement de la structure du jardin par l'établissement de points fixes et quelques fauches sélectives pour éliminer les plantes qui ont fait leur temps.

Le projet, modeste en apparence, est complexe et très élaboré : la création d'un jardin en mouvement demande de solides connaissances botaniques et une attention de tous les instants. A Lausanne, les espèces vagabondes ont été soigneusement sélectionnées et implantées avec précaution – le terrain est particulièrement difficile. Ensuite, des séries d'arbustes ont été introduits pour renforcer ou compléter les espèces existantes : ici des bambous, là des magnolias, ailleurs des buis qui seront taillés, plus loin des bouleaux ou des charmes. La couleur des séquences – rose vers Ouchy, blanc autour des Jordils, jaune au chemin des Délices – est liée à ces plantations fixes. Les plages fleuries seules seront mouvantes. Enfin, le paysagiste a dû tenir compte d'une contrainte : ce jardin nomade sera vu à la vitesse d'une rame de métro. Aussi les fauches sélectives pratiquées régulièrement par les jardiniers de la ville doivent-elles engendrer sur les talus des sortes de sculptures végétales en forme d'ovales, baptisées mandorles par Gilles Clément, qui ponctuent le déroulé du jardin comme un film en relief. Le budget d'une telle entreprise s'est élevé à 100 000 francs suisses (environ 400 000 francs français).

Aujourd'hui, ce travail est encore peu visible en dépit d'une abondante floraison. Les végétaux ont besoin de s'étoffer, de se mettre en place. Les intentions du paysagiste ne seront vraiment perceptibles que dans quatre ou cinq ans. Mais ce jardin est destiné à durer. *« Pour faire un jardin*, constate tranquillement Gilles Clément, *il faut un morceau de terrain et l'éternité. »*

E. de R.

Vérités et mensonges du documentaire, principal sujet de débat au Festival de Lussas

LUSSAS
de notre envoyé spécial

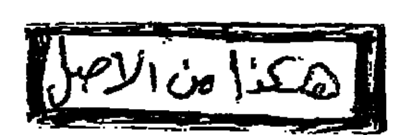
Est-il bien raisonnable de consacrer un atelier à Gilles Deleuze dans le cadre du Festival de Lussas (Ardèche) ? Peut-on prétendre rendre compte, dans un lieu dévolu au cinéma, d'une pensée philosophique complexe, quand bien même elle prendrait le cinéma comme objet ? La personne qui a formulé ces réserves n'était autre que Raymond Bellour, autrement dit celui-là même qui en avait accepté l'organisation. Mais Bellour avait tort. D'abord, parce que les Etats généraux du documentaire (qui se sont achevés samedi 23 août) sont aussi, et peut-être surtout, un lieu de pensée sur le cinéma ; ensuite, parce qu'il fallait précisément avoir assisté à cet atelier-là pour saisir ce qui unissait clandestinement la majorité des autres, en dépit de la diversité de leurs thèmes (*Le Monde* du 17 août). De fait, en focalisant son propos sur ce que Deleuze nomme *« les puissances du faux »*, Bellour n'a rien fait d'autre que porter – au cœur d'une citadelle du documentaire – une attaque frontale au genre, dont la vérité supposée est traditionnellement opposée au « mensonge » de la fiction. Deleuze est un de ceux qui ont le plus radicalement ébranlé cette vision des choses, en appliquant notamment le concept de « fabulation » à un certain type de cinéma apparu au début des années 60 (Rouch, Perrault ou Cassavetes), et à partir duquel les frontières entre documentaire et fiction se brouillent. *« La rupture*, précise le philosophe, *n'est pas entre la fiction et la réalité, mais dans le nouveau mode de récit qui les affecte toutes deux. »*

Le flou qui entoure aujourd'hui le statut, les codes et les genres va de pair avec l'érosion de la croyance dans le cinéma, dont le documentaire n'est pas préservé. Or comment le documentaire fabrique-t-il encore de la croyance ? Telle aura été la question fondamentale des ateliers lussasiens cette année (de l'utilisation privilégiée de la photographie à l'enquête sur des récits fondateurs), et plus particulièrement de celui intitulé « Les archives convoquées, l'épreuve de vérité », littéralement pris d'assaut par le public. Quoi de plus solide, incontestable et fidèle à la réalité, en effet, que le document d'archive, écrit, photographié, ou filmé, et présenté comme tel, de plus en plus fréquemment, par les films se confrontant à l'Histoire ? Le grand intérêt de cette cession organisée par Gérald Collas, producteur à l'INA, aura donc été de mettre à l'épreuve cette évidence, en rappelant que l'archive ne suffit en soi à la production de la vérité, qui se lit plutôt entre les images.

Pour l'attester, la programmation a pris la forme d'un subtil exercice de déconstruction, depuis l'enregistrement inaltérable de ces morts qui nous regardent depuis la libération des camps (*The Memory of the Camps*, 1945) jusqu'au détournement canularesque du système télévisuel (*Roswell l'extraterrestre, la preuve*, de Jean-Tedy Fillipe, 1995). Entre ces deux termes, des combinaisons très diverses, qu'il s'agisse d'images réelles du procès de Nuremberg insérées à des fins pesamment didactiques (la rédemption d'un jeune nazi dans l'Allemagne de l'après-guerre) dans *Verboten* (1959), film de fiction de Samuel Fuller, ou de la fabrication baroque d'un faux film d'archives – *El Grito del sur : casas viejas* (1996) de Basilio Martin Patino – évoquant pourtant une situation historiquement juste : la répression par la République espagnole de révoltes d'inspiration anarchiste au début des années 30 en Andalousie.

Le débat – qui a réuni autour de Gérald Collas l'historienne Sylvie Lindeperg ainsi que les réalisateurs Jean-Louis Comolli et Jean-Tedy Fillipe – n'est d'ailleurs pas parvenu à rasséréner les esprits troublés par le machiavélisme de cette programmation. En dépit, ou à cause de ce mot de Comolli, qui pourrait être celui de la fin : *« La question du vrai et du faux au cinéma est un faux débat. C'est ne pas tenir compte de l'ambiguïté fondamentale de la représentation. En dernière analyse, c'est au spectateur de décider ce en quoi il veut croire ou non. »*

Jacques Mandelbaum



هكذا من الأصل

LUNDI 25 AOÛT

TF 1

20.45

LA FAMILLE SAPAJOU
Téléfilm d'E. Rappeneau, avec Robin Renucci (100 min). 994125
Le père, artificier, obtient, à sa manière, un logement dans une résidence huppée de Paris. Un appartement qui réserve bien des surprises...

22.25

52 SUR LA UNE
Magazine. Quintuplés, sextuplés et plus ! (65 min). 7566187
23.30 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Le lion et la licorne.
0.25 F1 magazine. Magazine présenté par Yves Géniès (35 min). 1251423
1.00 et 1.35, 2.40, 3.45 TF 1 nuit.
1.10 Cas de divorce. Série. Brunet contre Brunet.
1.45 et 2.50, 3.55, 4.25 Histoires naturelles. Documentaire. 4.55 Musique (15 min).

France 2

20.50

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement présenté par Olivier Minne et Jean Riffel. Avec la participation de la ville de Strasbourg (140 min). 27941038

23.10

PERFORMANCE D'ACTEURS
[1/2] Le Gala d'ouverture du 17e Festival international Performances d'acteurs à Cannes (80 min). 1687854
0.30 Journal, Météo.
0.45 Rallye. Paris-Moscou.
1.00 Tatort. Série. Un meurtre à l'hôpital (85 min). 4683220
2.30 Adieu et merci Tonkin. Documentaire. Mémoires de paix. 4.00 24 heures d'infos. 4.15 Delirenlair. Documentaire. 5.05 Les Nouveaux Voyages de Gulliver. Ile de tous les dangers (30 min).

France 3

20.50

LA DERNIÈRE SÉANCE
Soirée Richard Widmark.
20.55 Les Drakkars ■ ■
Film de Jack Cardiff, avec Richard Widmark (1963, 120 min). 175274
Au XIe siècle, les deux fils du comte de Scandinavie s'emparent du drakkar construit pour le roi, afin de partir à la recherche d'un trésor légendaire.
23.25 Journal, Météo.
23.55 Les Forbans de la nuit ■ ■
Film de Jules Dassin, avec Richard Widmark, Gene Tierney (1950, N., v.o., 90 min). 2360632
Le Londres des boîtes de nuit, des matches de catch, des trafics et des passions troubles vu par Jules Dassin.
1.35 Les Brûlures de l'Histoire. Magazine. Carlos, terroriste sans frontières. 2.35 Capitaine Furillo. Série. Le Père Noël (50 min).

Arte

20.45

L'HOMME AU BRAS D'OR ■
Film d'Otto Preminger, avec Frank Sinatra, Eleanor Parker (1955, N., v.o., 115 min). 608545
Ce drame psychologique s'attaquait, il y a une trentaine d'années, à un sujet tabou : la drogue. A souligner : l'admirable générique de Saul Bass et la performance de Frank Sinatra.

22.40

L'ÉMIGRÉ ■
Film de Youssef Chahine, avec Yousra, Michel Piccoli (1994, v.o., 125 min). 9490496
0.45 Court circuit. Courts métrages (35 min). 8264249
Regard de flammes, de Jorge Gaggero (1995, v.o.).
Misère et révolte dans une favella de Buenos Aires.
Trevor, de Paggy Rajski (1994, v.o.).
Les premiers émois amoureux d'un garçon américain de treize ans.
1.20 L'Oiseau noir ■ ■ ■
Film de Tod Browning, avec Lon Chaney (1926, rediff., 80 min). 7148220

M 6

20.45

L'EXPRESS DU COLONEL VON RYAN ■
Film de Mark Robson, avec Frank Sinatra, Trevor Howard (1965, 130 min). 852274
Un film de guerre très spectaculaire.

22.55

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR
Film O d'Anthony M. Dawson, avec David Warbeck (1982, 105 min). 104361
Démarquage des Aventuriers de l'Arche perdue.
0.40 Jazz 6. Magazine. Martial Solal (55 min). 3020539
Concert donné à Evry en 1989.
2.35 Fréquenstar. Invité : Jean-Louis Murat (rediff.). 3.35 Movida opus 1. Documentaire. 4.25 Turbo (rediff.). 4.55 Culture pub. Le 20 h en question (rediff.). 5.10 Les Piégeurs (rediff.).

Canal +

20.35

THE SHOOTER
Film de Ted Kotcheff, avec Dolph Lundgren (1995, 85 min). 930787
L'ambassadeur de Cuba à l'ONU est assassiné à New-York.
22.00 Flash d'information.
22.05 La vie comme elle est.... Court métrage.

22.15

LES GALETTES DE PONT-AVEN ■
Film de Joël Séria, avec Jean-Pierre Marielle, Bernard Fresson (1975, 104 min). 907699
Un représentant en parapluies de Saumur, méprisé par sa famille, rompt les amarres au cours d'une tournée en Bretagne.
0.00 Tennis. En direct de Flushing Meadow : 1er jour de l'US Open (361 min). 93151826

Radio

France-Culture
20.50 Du Jazz pour tout bagage.
21.10 Communauté des Radios publiques de langue française.
22.10 Les Chemins de la connaissance. (rediff.).
22.40 Nocturne. Thomas Mann [1/5].
0.05 Du jour au lendemain (rediff.). Hadrien Laroche (Le Dernier Genet). 0.50 Coda. Dix songes pour dix nuits d'été [6/10]. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Festival de Glyndebourne. Concert donné en direct du Royal Albert Hall de Londres.
22.45 Festival Tibor Varga. Concert donné le 31 juillet à Sion.
0.00 Comment l'entendez-vous ? (rediff.). Musique du soir, par Julien Green. 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées. Concert enregistré le 18 décembre 1996, à la Salle Pleyel.
22.40 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5
20.00 Des trains pas comme les autres. D'Addis Abeba à Djibouti (France 2 du 21/8/97).
21.30 Les Belges du bout du monde. Magazine. Invité : Olivier Gerard.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Thalassa. Magazine (France 3 du 22/8/97).

Planète
20.35 Joe et Maxi.
21.55 L'Epopée de la Croix-Rouge. [4/4]. Sur tous les fronts de notre monde.
22.50 Les Nouvelles Marionnettes hollandaises.
23.40 Sur les traces de la nature. [8/13]. Ecologie, économie, un mariage de raison.

Histoire
20.00 Le Pain noir : L'Adieu à l'enfance. Téléfilm de Serge Moati [6/16] (60 min). 508921038
21.00 Il était une fois... la France : Jean-Roch Coignet. Feuilleton [7/7].
22.00 Il était une fois... la France : Joséphine de Beauharnais.
23.00 Histoires russes : Le Manuscrit. Téléfilm d'A. Mouratov [3/4] (60 min). 506731212

Paris Première
21.00 La Double Inconstance. Téléfilm de Marcel Bluwal, (115 min). 27114274
22.55 Les Documents du JTS.
23.30 Velvet Jungle Sessions : Love Bizarre. Concert enregistré en 1996 (50 min). 2223421

France Supervision
20.45 Le Chanteur de jazz ■ Film d'Alan Crosland (1927, N., 115 min). 32311632
23.05 Le Crépuscule des dieux. Opéra de Richard Wagner. Solistes : Robert Hale, Robert Tear (255 min). 39475583

Ciné Cinéfil
20.30 Sapho ■ Film de Léonce Perret (1934, N., 105 min). 9832564
22.15 Le Procès ■ ■ ■ Film d'Orson Welles (1962, N., 115 min). 5242039

Ciné Cinémas
20.30 I Was on Mars ■ Film de Dany Levy (1991, 90 min). 7682019
22.00 Cléopâtre ■ ■ Film de J. Mankiewicz (1962, v.o., 235 min). 15898545

Festival
20.30 Le Mouton à cinq pattes ■ Film d'Henri Verneuil (1954, N., 105 min). 10324903
22.15 Einstein. Téléfilm de Lazare Iglesis [2/2] (105 min). 88705038

Série Club
20.45 Edouard et ses filles.
21.45 et 1.30 Madame et ses flics. L'imprésario de la mort.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Les diamants ne sont pas éternels.
23.00 Two. Meurtre au consulat.
23.45 Le Saint. La petite fille perdue.

Voyage
20.30 Suivez le guide.
22.30 Planète aventure. La cité perdue des Mayas.
23.00 Chez Marcel. Magazine.

Canal Jimmy
20.25 Souvenir. A bout portant : Michel Polnareff.
21.20 New York Police Blues. Retour aux sources.
22.15 Hitcher ■ Film de Robert Harmon (1986, 95 min). 29800564

Disney Channel
20.10 Fées et légendes : Le Fidèle Jean. Téléfilm de Slavo Luther (90 min). 4826380
21.40 Santo Bugito.
22.05 Thunder Alley. La rupture.
22.30 Planète Disney.

Téva
20.55 Le Sourire aux larmes. Téléfilm de Daryl Duke, avec Peter Falk (95 min). 505181106

Eurosport
20.00 et 21.00 Jeux mondiaux 1997. Force athlétique.
22.00 Cesta punta. Le Gant d'or.

Muzzik
19.45 Masterclass Luciano Pavarotti.
21.00 La Traviata. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi enregistré à la Fenice à Venise en décembre 1992. (150 min). 501679835
23.30 Densil Pinnock. Concert enregistré au Festival de jazz de Montréal en 1996 (60 min). 500053293
0.30 Brendel joue Beethoven. Concert (65 min). 504658355

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.35, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

MARDI 26 AOÛT

TF 1
15.35 Côte Ouest. [2/2] Tumultes.
16.30 21, Jump Street. Série. C'est Noël toute l'année.
17.25 Extrême limite. Série. Combat déloyal.
17.55 Les Années fac. Série. Une promo d'enfer.
18.25 Ali Baba. Jeu.
19.00 Mokshû Patamû. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.45

JOYEUSES PÂQUES ■
Film de Georges Lautner, avec Jean-Paul Belmondo (1984, 105 min). 750396
Un homme d'affaires voit sa vie bouleversée par l'irruption d'une jeune femme qu'il fait passer pour sa fille.
22.30 Ciné mardi. Magazine.

22.35

CHIEN DE FLIC
Film de Rod Daniel, avec James Belushi, Mel Harris (1989, 105 min). 8892539
0.20 Comme une intuition. Magazine.
0.25 Patinage artistique. Grand Prix de Saint-Gervais.
1.20 et 2.00, 2.35, 4.20 TF1 nuit. 1.30 Reportages. Magazine. Liens du cœur, liens du sang (rediff.). 2.10 Cas de divorce. Série. Galard contre Galard. 2.45 Permeke. Documentaire. 4.30 Histoires naturelles. Documentaire. La louveterie (30 min).

France 2
15.30 La Lettre inachevée. Téléfilm de Valérie Lumbroso et Chantal Picault (100 min). 5880355
17.10 Matt Houston. Série. L'homme de glace.
18.05 Les Années collège.
18.40 Les Z'amours. Jeu.
19.20 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal.

20.55

HIGHLANDER 3
Film d'Andy Morahan, avec Christophe Lambert (1994, 100 min). 3981065
La vie du dernier des immortels est menacée après la découverte, au Japon, d'une grotte où l'ennemi des MacLeod et ses sbires sont enfermés.

22.45

HIGHLANDER
Film O de Russell Mulcahy, avec Christophe Lambert, Sean Connery (1986, 110 min). 9217220
Une suite de bagarres bruyantes et d'effets spéciaux tape-à-l'œil.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Rallye. Paris-Moscou (rediff.).
1.05 Tatort. Série. Scène de racisme ordinaire (80 min). 5909089
2.30 Les Nouveaux Voyages de Gulliver. Ile de Laputa. Capitaine Tunnel. 3.20 24 heures d'infos. 3.30 Météo. 3.35 Jeux sans frontières (rediff., 115 min).

France 3
16.50 40°. Invités : Marlène, Djamel Bourras.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional.
20.02 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.30 Tout le sport.

21.00

FOOTBALL
Auxerre - Duisbourg. En direct. Coupe Intertoto : Troisième tour match retour. Au stade Abbé-Deschamps à Auxerre (105 min). 9192881
22.55 Journal, Météo.

23.20

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
Les missionnaires de la pub (50 min). 1208355
C'est dans la vallée de Yaluba en Nouvelle-Guinée qu'une troupe de théâtre vient présenter les nouvelles croyances à un peuple papou vivant totalement en autarcie.
0.10 Passion d'une vie. Dire l'indicible : La quête d'Elie Wiesel (65 min). 2238992
1.15 Capitaine Furillo. Série. Au travail les filles (50 min).

La Cinquième
18.25 Le Monde des animaux. Prédateurs insolites : la guerre du récif.

Arte
19.00 D'un pôle à l'autre. [12/18]
19.30 7 1/2. Magazine. Le système Arafat.
20.00 Crabes antédiluviens. Les champions de la survie à l'heure du high-tech (25 min). 32978
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : AFRIKA BLUES
Documentaire d'Andreas Eicher et Gilles Wolff (55 min). 4751249
Une vision douce-amère de la France, à travers le regard empli d'humour et de sensibilité de cinq artistes africains venus à Paris pour concrétiser rêves et illusions, mais toujours déchirés par l'envie de retrouver « leur » Afrique.

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : ON SE LA COULE DOUCE
ADIEU MÉTRO BOULOT DODO.
21.45 Une maison au bord de la mer. Documentaire (35 min). 5340152
22.20 Tasmaniac. Documentaire (45 min). 9816510
23.05 La Vie en fleurs. Documentaire (75 min). 4593688
Une femme, deux amants, trois enfants, quatre continents...
0.20 Je n'en ferai pas un drame ■ Film de Dodine Herry (1996, N., 50 min). 2183756
1.10 L'Ennemi du peuple ■ Film de S. Ray (1989, v.o., rediff., 100 min). 3680468

M 6
19.00 Raven. Série. Charme mortel.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. Quand la petite sœur grandit.
20.30 La Météo des plages.
20.35 E = M 6 junior. Magazine. Les crocodiles.

20.45

LES NOUVELLES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS
Série (110 min). 150884
Avec l'aide de Marianne. *La cousine de Marianne est amoureuse.*
L'enlèvement. *La fille d'un ami aubergiste de Frère Tuck est enlevée...*

22.35

LES RAVISSEURS
Téléfilm O de Tim Fywell, avec Michael Sheen (125 min). 3583317
Un fils de bonne famille et son complice enlèvent une princesse italienne, encore traumatisée par le rapt dont elle fut victime dix ans plus tôt.
0.40 Zone interdite. (rediff.).
2.35 Culture pub. Le 20 h en question (rediff.). 2.50 Jazz 6 (rediff.). 3.45 Turbo (rediff.). 4.10 Les Piégeurs (rediff.). 4.35 Prenez-les vivants. Documentaire. 5.00 Mister Bizz, best of (rediff.). 5.25 Fréquenstar. Vanessa Demouy (rediff.).

Canal +
16.55 Tennis. Résumé du 1er jour de l'US Open.
17.40 Le Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 Les Muppets.
19.05 Les Conquérants du feu Série.
19.50 Flash d'information.
19.57 Le Zapping.
20.00 10 années formidables.

20.35

DELPHINE 1, YVAN 0
Film de Dominique Farrugia, avec Serge Hazanavicius (1996, 85 min). 342171
Deux amoureux sont filmés caméra au poing...
22.00 Flash d'information.
22.05 La vie comme elle est.... Court métrage.

22.15

ATHLÉTISME
En direct. Meeting de Berlin. Golden Four (75 min). 109688
Une bonne occasion de revoir bon nombre des vedettes des récents championnats du monde qui viennent de se dérouler en Grèce.
23.30 Tennis. En direct de Flushing Meadow : 2e jour de l'US Open (364 min). 57353713

Radio

France-Culture
20.00 La Malle des Indes. Le Succès.
20.50 Du Jazz pour tout bagage. L'ouïe [2/5].
21.10 Communauté des Radios publiques de langue française. Les inventeurs du futur [2/5].
22.10 Les Chemins de la connaissance (rediff.).
22.40 Nocturne. Thomas Mann [2/5].
0.05 Du jour au lendemain (rediff.). Catherine Cusset (A vous). 0.50 Coda. Dix songes pour dix nuits d'été [7/10]. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
19.36 Festival de Radio-France et Montpellier Languedoc-Roussillon. Concert enregistré le 18 juillet, dans la cour Jacques Cœur, à Montpellier, par le Chœur de l'Opéra de Montpellier et l'Orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon, dir. Enrique Diemecke.
0.00 Comment l'entendez-vous ? (rediff.). La mélodie, par Raymond Devos. 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées. Georges Enesco.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres d'Enesco, Ravel, Brahms. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5
20.00 Tous les hommes de Sara. Téléfilm de Gian Paolo Tescari, avec Nancy Brilly (100 min). 91239794
21.40 Spécial Shangaï. [2/2].
22.00 Journal (France 2).
22.30 Strip Tease. Magazine.
23.30 Les Grandes Enigmes de la science. Magazine.

Planète
20.35 Histoires oubliées de l'aviation. [4/6].
21.25 Scapa Flow, le tombeau des flottes.
22.20 Signé Franquin.
22.50 Joe et Maxi.
0.10 L'Epopée de la Croix-Rouge. [4/4]. Sur tous les fronts de notre monde (55 min).

Histoire
20.00 Histoires russes : Salle d'attente. Téléfilm de Rosa Orinbassarova [4/4] (60 min). 506818510
21.00 ▶ Mille et une vies : Io sono Anna Magnani. Documentaire.
23.00 De l'actualité à l'histoire. Animé par Marc Ferro, avec le soutien éditorial du *Monde* (rediff.).

Paris Première
21.00 Marilyn Monroe. De Donatella Baglivo.
22.00 Les Documents du JTS. Les lumières du Music-Hall : Charles Trenet.
22.30 Les Aiguilleurs. Pièce de théâtre de Brian Phelan. Mise en scène de Georges Wilson, (125 min). 79744152

France Supervision
20.45 Les Francofolies 1997 : Sing Sing, Nin, Mayereau, Vigneault. Concert enregistré lors des Francofolies 1997 (90 min). 84133539
22.15 Le Chanteur de jazz ■ Film d'Alan Crosland (1927, N., 115 min). 50129152
0.20 Le Crépuscule des dieux. Opéra de Richard Wagner. (260 min). 55289805

Téva
20.30 et 22.30 Téva interview. Invité : François Reynaert.
20.55 Pas ma fille. Téléfilm de Michael Tuchner (95 min). 505085078
23.00 Clair de lune.
0.30 Téva spectacle (90 min).

Ciné Cinéfil
20.30 L'Ecole des cocottes ■ Film de Pierre Colombier (1935, N., 100 min). 9735807
22.10 Au diable la célébrité ■ Film de Stefano Vanzina Steno et Mario Monicelli (1949, N., v.o., 95 min). 44018572
23.45 Premier bal ■ ■ Film de Christian-Jaque (1941, N., 100 min). 41729862
1.25 Le Sillage de la violence ■ Film de Robert Mulligan (1964, N., v.o., 100 min). 10749602

Ciné Cinémas
20.30 J'embrasse pas ■ ■ Film d'André Téchiné (1991, 115 min). 6837539
22.25 Havana Film de Sydney Pollack (1990, v.o., 150 min). 37791859
0.55 Rapa-Nui ■ Film de Kevin Reynolds (1994, 105 min). 91239282

Festival
20.30 Les Braconniers de Belledombre. Téléfilm de Philippe Triboit, avec Marie-Christine Barrault (95 min). 10224959
22.05 Jeux d'enfants. Téléfilm de Michel Léviant, avec Olivia Capeta (80 min). 60803084
23.25 Le Club Festival. Magazine (35 min).

Série Club
20.45 L'Age de cristal. La ville des sables.
21.35 Madame et ses flics. Ingénu du clairon.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Créatures des ténèbres.
23.00 Edouard et ses filles.

Canal Jimmy
20.00 Spin City. Un maire à Miami.
20.25 Genesis, The Story So Far. Documentaire.
22.00 Sinatra. Episode n° 4.
22.55 Portrait. Magazine.
23.00 Des agents très spéciaux. Le minéral mystérieux.
23.55 Star Trek : la nouvelle génération. Boucle temporelle (v.o.).
0.40 Vélo. Magazine.

Disney Channel
20.10 Darby O'Gill et les farfadets ■ Film de Robert Stevenson (1959, 90 min). 4720152
21.40 Honey West.
22.05 Richard Diamond.
22.30 Juste pour rire.
23.10 Profession critique.
23.35 Sylvie et compagnie.

Eurosport
19.30 Football. En direct. Coupe de l'UEFA : Malmoe-Hadjuk Split (120 min). 464046
22.00 Boxe. En direct. Poids lourds-légers : Roberto Dominguez (Esp.) - Marco Duarte (Bré.) (120 min). 432125

Voyage
20.35 Suivez le guide.
22.30 Planète aventure. Avoir 16 ans et toutes les Andes.
23.00 Chez Marcel. Magazine. Invité : Pierre Browers.

Muzzik
20.30 Adrienne Clarkson reçoit Luciano Pavarotti. Magazine.
21.00 Symphonie n° 2 «Résurrection» de Mahler. Concert enregistré à Amsterdam en 1995 (95 min). 509198065
22.35 Mozart en tournée : Vienne. 506816065
23.40 Michel Legrand et Quincy Jones. Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux en 1993 (65 min). 508882539
0.45 Once I Had a Sweetheart. Concert enregistré à l'Abbaye de Ford (60 min). 505244973

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 Capitaine Sindbad. Film de Byron Haskin (1962, 90 min). Avec Guy Williams. *Aventures.*
22.00 Best of the Best. Film de Robert Radler (1989, 100 min). Avec Eric Roberts. *Comédie dramatique.*
0.10 La Charrette fantôme. Film de Julien Duvivier (1939, N., 90 min). Avec Pierre Fresnay. *Drame.*

TMC
20.35 La Perle noire. Film de Richard Thorpe (1955, 100 min). Avec Robert Taylor. *Aventures.*

TSR
20.30 Y a-t-il un flic pour sauver Hollywood ? Film de Peter Segal (1993, 90 min). Avec Leslie Nielsen, Priscilla Presley, George Kennedy. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MARDI 26 AOÛT 1997

L'assassinat d'un marginal retranché depuis vingt-trois ans dans un blockhaus

A Réville (Manche), trois jeunes ont mené une « expédition punitive » contre un enfant du pays

RÉVILLE
de notre envoyé spécial

Perché sur un bout de dune de la côte est du Cotentin, le blockhaus de Réville (Manche) n'avait sans doute pas connu d'explosion depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Samedi 16 août, vers 3 heures du matin, un violent bruit a cependant retenti à nouveau. Réveillé par l'explosion, un voisin installé dans un camping à quelques mètres, a tenté d'intervenir, vite secondé par les pompiers, mais les gendarmes ont découvert, quelques heures plus tard, que ce réduit de 10 mètres carrés abritait le corps carbonisé de Daniel Becquet.

Ce barbu aux cheveux mi-longs avait élu domicile dans cette ancienne soute à munitions, située au fond d'une tranchée longeant le mur du phare, il y a vingt-trois ans. Le matin même, comme chaque jour, cet homme de cinquante-deux ans avait aidé la patronne du bar Le Goéland à ouvrir son établissement, un ancien blockhaus aménagé à quelques mètres du sien, dominant la baie de Saint-Vaast-la-Hougue, face à l'île de Tatihou.

Installé à sa table favorite, il vivait par procuration, enrichissant sa vie d'éléments appartenant à celle de touristes français et étrangers de passage tout en prisant et en chassant les mouches d'un revers de casquette. Il s'était finalement construit un personnage qui échappait à sa propre famille. Celle-ci n'aurait sans doute jamais imaginé qu'il ait vécu au Canada ou qu'il domptait comme personne la grammaire allemande. *« On savait bien qu'il n'avait jamais quitté la commune, mais c'était un personnage. Différent, proche, doux, on sentait que sa famille, c'était les autres. C'est ce qui le rendait populaire »*, confie une jeune Anglaise.

« MAIRE DE JONVILLE »

Le nom de la pointe où vivait Daniel Becquet lui avait valu le surnom : de « maire de Jonville ». Au fil des années passées dans son blockhaus, les hivers face à la mer avaient fini par se faire sentir. Sa colonne vertébrale était devenue récalcitrante et il avait limité sa consommation de vin rouge.

Les habitants de la commune et les habitués du camping s'occupaient de lui. Des vêtements, des poissons et des coquillages, une soupe l'hiver : tout était bon pour enrichir son repas quotidien. Fils de maçon, Daniel Becquet avait un temps travaillé chez les maraîchers des environs avant de se contenter de sa pension d'invalidité. Il avait toujours refusé les propositions de relogement.

Dans les jours qui ont suivi l'explosion, les enquêteurs ont rapidement remonté la piste des suspects. Dès l'après-midi du meurtre, ils ont interpellé trois jeunes âgés de vingt à vingt-quatre ans. Après leur mise en examen et leur incarcération, lundi 18 août, pour *« incendie volontaire ayant entraîné la mort »* et *« non-obstacle à la commission d'un crime »*, la justice semblait encore bien en peine de trouver une justification à cet acte. Tout juste peut-on reconstituer, sur la base de leurs auditions, le récit de cette soirée.

Vendredi 15 août au soir, à quelques pas de la demeure de fortune de la future victime, plusieurs dizaines de jeunes se rassemblent au Goéland, pour assister au concert d'un groupe de hard-rock local. Parmi eux, Guillaume, Johnny et Pierrick qui commencent à arroser une soirée bien ordinaire. Ingurgitant bière sur bière, les trois jeunes gens quittent l'établissement vers minuit et demi.

Dans sa déposition, Guillaume affirme aux gendarmes qu'une altercation avec Daniel Becquet, vieille de cinq ans, lui est soudainement revenue à l'esprit. Il entraîne alors ses deux acolytes dans une expédition punitive qui les mènent devant la porte du blockhaus. Le meneur du groupe roue de coups sa victime surprise en plein sommeil, qui perd connaissance. Johnny allume une bougie qu'il lance sur les couvertures. Le trio s'enfuit, laissant le feu s'attaquer au corps allongé sur le sol.

Guillaume, qui est à l'origine de ce règlement de compte qui a mal tourné, connaissait Daniel Becquet, comme tous les enfants de la commune. *« On ne me porte pas tort impunément »*, se contente-t-il de dire aujourd'hui. Désœuvrement, boisson, chômage, une formation de mécanicien avortée : il a refusé le travail ingrat chez les maraîchers ou les expéditeurs de légumes de Réville et la pêche n'a pas plus sa préférence. Depuis les naufrages des années 60, qui ont fait près de trente morts en deux ans, les Révillais rechignent à se lancer sur la mer. *« Les femmes ne veulent plus que leurs enfants soient pêcheurs »*, raconte l'ancien sénateur et maire de la commune, René Travert.

Le 20 août, à 10 heures du matin, plus de deux cents personnes se sont pressées en l'église Saint-Martin de Réville pour assister aux obsèques de Daniel Becquet. Par amitié pour la famille, mais aussi en souvenir de cet homme qui ne saura jamais que plusieurs dizaines d'inconnus, français, suisses ou anglais, sont venus, un jour d'été, lui rendre un dernier hommage.

Jacques Follorou

Leo Kirch est soupçonné de fraude fiscale

Douze locaux ont été perquisitionnés en Suisse

L'ÉTOILE du magnat bavarois de l'audiovisuel Leo Kirch est en train de pâlir. Après l'échec du démarrage de son bouquet numérique DF1, qui ne compte que 50 000 abonnés – le cap des 200 000 devait être atteint en décembre 1996 –, le groupe Kirch s'est résolu à signer une réconciliation avec son ancien rival, la CLT-UFA. Leo Kirch a finalement abandonné à Canal Plus ses participations dans les chaînes italiennes Tele Più, pour se recentrer sur la télévision en Allemagne.

Cette redistribution des cartes s'effectue dans un climat financier assez tendu bien que le groupe allemand, qui ne publie jamais ses résultats, affirme que sa valorisation est aujourd'hui supérieure à 5 milliards de deutschemarks (17 milliards de francs), soit deux fois plus que les investissements prévus pour que DF1 sorte du rouge en 2001.

Le groupe Kirch risque aujourd'hui d'importants démêlés judiciaires. Selon l'hebdomadaire suisse *Sonntags-Zeitung*, la police helvétique a perquisitionné une douzaine de locaux, à la demande du parquet de Munich. Leo Kirch est soupçonné d'avoir transféré d'importantes sommes en Suisse (1,32 milliard de francs) par l'intermédiaire de l'un de ses alliés, l'homme d'affaires suisse Otto Beisheim, propriétaire du groupe MH Medien-Handels AG qui a bâti sa fortune grâce au groupe de distribution Metro Holding AG.

Une cinquantaine de policiers ont perquisitionné mercredi 20 août douze sièges de sociétés et logements privés appartenant à Beisheim ou à Kirch, selon le *Sonntags-Zeitung*. Le parquet de Munich a ouvert ce dossier début 1996 et une demande de coopération a été adressée à la Suisse à l'automne dernier. L'évasion fiscale aurait suivi le schéma d'un transfert illégal de gains à l'étranger, selon l'hebdomadaire alémanique.

En 1990, la société d'Otto Beisheim MH Medien-Handels AG a acheté pour 1,78 milliard de francs les droits de diffusion de 2 500 films américains à l'une des filiales du groupe Kirch, Taurus-Film. Quelques mois plus tard, les droits sur ces films ont été rachetés par deux télévisions privées dont Leo Kirch ou son fils Thomas sont les principaux actionnaires, SAT1 et PRO7, pour 5,3 milliards de francs, affirme le *Sonntags-Zeitung*. Entre la vente et leur rachat, les films n'ont pas quitté un dépôt de Taurus-Film dans une banlieue de Munich. Le groupe Kirch n'a fait *« aucun commentaire sur cette affaire en cours »*.

Nicole Vulser (avec AFP)

■ **La principale chaîne publique de télévision allemande, ARD, a porté plainte** devant la Commission européenne contre les deux groupes privés Kirch et Bertelsmann, pour constitution d'un *« monopole horizontal et vertical »* dans la télévision numérique, selon l'hedomadaire *Der Spiegel*. La chaîne a aussi critiqué la coopération entre les deux groupes et Deutsche Telekom, pour la mise au point d'un standard de télévision avec la firme Beta Research du groupe Kirch.

La Bourse de Paris démarre la semaine en hausse

APRÈS avoir ouvert en hausse de 1,06 %, lundi 25 août, avec un indice CAC 40 à 2 935,25 points, la Bourse de Paris réduisait ses gains à la mi-journée, le CAC revenant à 2 914 points, en hausse de 0,34 %. Le ressaisissement de la Bourse américaine en fin de séance vendredi et la bonne tenue du dollar lundi matin, à 6,1466 francs, avaient apaisé les craintes d'une hausse des taux d'intérêt allemands. Mais les incertitudes de réaménagement du gouvernement outre-Rhin ont incité les investisseurs à la prudence. Les marchés sont en outre dans l'attente de la publication, jeudi, des chiffres de la croissance américaine au deuxième trimestre.

Les places asiatiques ont ouvert la semaine boursière en ordre dispersé. Un grand calme régnait à Tokyo, où l'indice Nikkei a terminé pratiquement inchangé, lundi 25 août, en hausse de 0,03 %, à 18 656,17 points. La reprise des valeurs de la construction, de l'automobile et de la finance a compensé le recul des titres de haute technologie. La Bourse thaïlandaise est repartie à la hausse, l'indice principal repassant au-dessus de la barre des 10 000 points (+ 0,61 %).

La Bourse indonésienne a en revanche reculé de 4,6 %, à son plus bas niveau depuis quarante-neuf semaines, sous l'effet de la forte hausse des taux d'intérêt. A Bombay aussi, la crainte que la roupie ne soit à son tour entraînée dans la tourmente monétaire a fait reculer l'indice national de 2,9 %, à 1 147,35 points. Enfin, à Singapour, la baisse des devises des pays voisins, qui fait fondre les perspectives de profits des filiales asiatiques des entreprises de la ville-Etat, a fait reculer l'indice Straits Times Industriels de 0,64 %.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	25/08 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	190494	134821779
Danone	115988	108633081
Alcatel Alsthom	134036	107195125
Paribas	236326	104832406,10
LVMH Moet Hen.	66680	95678387
Rhone Poulenc A	379634	93360056,20
Suez Lyon.des Eaux	119881	80010055
Carrefour	19482	75841386
Eaux (Gle des)	87227	61067958
Axa	117679	47999738,10

Le fabricant des tétines Rémond répond à « Que Choisir »

ROGER AMOS, le PDG de la société Rémond-Sebir, qui fabrique des tétines en caoutchouc, a confirmé au *Monde*, samedi 23 août, avoir demandé le retrait du marché de deux modèles fabriqués avant le 1er juillet et contaminés, selon le mensuel *Que Choisir*, par des substances *« probablement cancérogènes pour l'homme »*, les nitrosamines (*Le Monde* daté 24-25 août). La procédure étant en cours, M. Amos n'était pas en mesure de confirmer le chiffre de 30 000 tétines communiqué par le secrétariat d'Etat chargé de la consommation.

« La tétine nouveau-né, la plus diffusée, n'a pas été critiquée et nous avons également des modèles en silicone pour lesquels il n'existe aucun risque de formation de nitrosamines », a précisé M. Amos. Il a ajouté que les méthodes d'investigation évoluaient constamment et qu'*« il y a quelques années »* elles *« ne permettaient pas de déceler des taux aussi infinitésimaux »*.

DÉPÊCHES

■ **POLLUTION : le seuil d'alerte de niveau 2 de pollution à l'ozone a** été dépassé dimanche 24 août après-midi à Strasbourg et dans plusieurs communes des Bouches-du-Rhône, dont Marseille et Aix-en-Provence. A Strasbourg, c'est la onzième fois en trois semaines que le taux de 180 microgrammes/m³ a été franchi.

■ **ÉDUCATION : la coordination nationale des non-titulaires de l'éducation nationale organise une marche Blois-Paris**, du 26 août au 1er septembre, pour réclamer le réemploi de tous les maîtres auxiliaires et leur *« titularisation sans préalable de concours ni discrimination de nationalité »*. Une manifestation est prévue à Paris le 1er septembre.

■ **TÉLÉVISION : Béatrice Schönberg, présentatrice intérimaire du journal télévisé de TF 1 pourrait rejoindre France 2**, où elle succéderait à Daniel Bilalian, lequel occuperait de nouvelles responsabilités auprès d'Albert du Roy, nouveau directeur général adjoint de la chaîne. La nouvelle grille de rentrée de la chaîne publique sera rendue publique jeudi 28 août.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 25 août, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18656,17	+0,03	−3,64
Honk Kong index	15598,88	+1,10	+15,96

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 25/08	Var. en % 22/08	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2913,94	+0,33	+25,83
Londres FT 100	4901,10	−1,54	+19
Zurich	—	—	—
Milan MIB 30	21331	−0,08	+35,89
Francfort Dax 30	4077,38	−0,21	+41,15
Bruxelles	14185	−0,09	+34,19
Suisse SBS	—	—	—
Madrid Ibex 35	6654,92	+0,37	+29,10
Amsterdam CBS	637,10	+2,13	+45,69

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 22/08	% 21/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,8400	−0,03	326	350
Écu	6,6215	−0,17	—	—
États-Unis (1 usd)	6,1113	−1,88	5,8500	6,4500
Belgique (100 F)	16,3130	−0,03	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	299,1700	−0,09	—	—
Italie (1000 lir.)	3,4530	−0,14	3,2100	3,7100
Danemark (100 krd)	88,4100	−0,81	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	9,0020	−0,09	8,5800	9,4200
Gde-Bretagne (1 L)	9,7730	−1,48	9,3800	10,2300
Grèce (100 drach.)	2,1440	−0,28	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	77,1400	−0,36	73,5000	83,5000
Suisse (100 F)	407,5000	−0,70	397	421
Norvège (100 k)	80,8000	−0,24	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,8730	−0,02	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9845	−0,11	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.	3,3200	−0,15	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,3793	−2,14	4,1500	4,7500
Japon (100 yens)	5,2435	−0,84	5,0100	5,3600

PARITÉS DU DOLLAR 25/08

FRANCFORT : USD/DM	1,8192
TOKYO : USD/Yens	118,2500

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 22/08	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,17	5,55
Allemagne	3,05	5,63
Grande-Bretagne	7,31	7,82
Italie	6,88	6,55
Japon	0,48	2,29
États-Unis	5,50	6,30

MATIF

Échéances 22/08	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	134155	129,44
Déc. 97	4544	98,44
Mars 98	2	98,30

Tirage du *Monde* daté dimanche 24-lundi 25 août : 564 410 exemplaires

هكذا من الأصل